

KPB – archief **Archives PCB**
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

PB / BP **14**

BP14 - 1954

Jauner 54

BP14_1954_01

PB
14

Le Bureau Politique estime que la meilleure candidature pour la tête de liste de la Chambre pour le Brabant-Wallon, est celle du camarade DUCHATEAU .

Toutefois, après avoir pris connaissance de la discussion qui s'est déroulée au Comité Fédéral du Brabant-Wallon et des arguments qui y furent développés, le Bureau Politique estime qu'il faut prendre en considération des arguments d'ordre personnel développés par les camarades du Brabant-Wallon. Il pense qu'il faut insister pour que le camarade Duchateau ne consente pas à des sacrifices exagérés .

Dans ces conditions, le Bureau Politique recommande la candidature de Gaston MOULIN comme premier candidat à la Chambre.

Il doit être entendu que les considérations qui précèdent ne sont que des avis et que les décisions appartiennent à la Conférence fédérale du Brabant-Wallon .

Présents: Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens, G. Glineur, Burnelle, Van den Boom.

Absents: Lalmand (malade)
De Coninck à l'étranger.

1. Examen - fédération du Brabant

rapport par Borremans (voir en annexe).

invités: Bertrand, Hutse, A. Laurent,
Potvin, Dubosch.

Quelques questions sont posées par Herssens, G. Glineur, Burnelle, Van den Boom, Terfve, Van Hoorick.

Hutse: Notre résultat dans le travail aux entreprises est dû au fait que le Parti a joué son rôle de mobilisation. ex. Action à Chamebal à Vilvorde pour augmentation des salaires partiellement victorieuse.

La pénétration du Parti à Chamébel, Fobruux, etc. s'est faite au travers des référendums contre la C.E.D. et par visites aux domiciles des membres y travaillant. Certes, les résultats sont obtenues par un travail fédéral. La fédération rencontre d'ailleurs une forte incompréhension chez le comité de Vilvorde pour le travail aux entreprises. Estime qu'il faudrait un S.P. fédéral à temps plein.

Dans le Brabant flamand estime qu'il faut s'atteler d'abord aux entreprises la grande faiblesse du Parti.

Bertrand: Sans doute, il fut un temps où l'on a gonflé les résultats du travail aux entreprises. Toutefois, ne pas exagérer dans l'autre sens car il y a en de réelles organisations dans certaines entreprises: S.B.R., T.M.T., A.C.E.C., etc..

Nous obtenons à nouveau de bons résultats. Mais je commence à être inquiet car il faut garder ces organisations, entretenir leur activité et établir et maintenir les liaisons entre elles et la section locale. Or ici, c'est faible. C'est donc là qu'il faut faire un gros effort de persuasion et d'aide pour maintenir et développer le Parti dans les entreprises.

Estime aussi que le B.P. doit être attentif au problème de la direction fédérale car ne dispose que d'un S.P.F. mi-temps.

Potvin: Une des causes de la chute du D.R.-D c'est le fait que les sections et cellules entretiennent les acheteurs traditionnelles mais n'essayent pas de toucher de nouveaux endroits.

Dubosch: Certaines formes de travail unitaire avec les

socialistes sont appliquées dans le B.W. notamment au travers des organisations des masses, telle l'U.B.D.P.. Mais un travail direct du Parti auprès des socialistes n'est pas fait car les organisations du Parti sont trop faibles actuellement, sauf à Ottignies où là, les socialistes ont peur d'aller plus loin qu'ils sont déjà. Dans l'agglomération Bruxelloise il y a un léger progrès, mais reste encore de graves lacunes; notamment: la passage de cadres aux organisations de masse ne s'accompagne pas de progrès assez sérieux chez ces organ.. Manque de contrôle des tâches qu'un S.P.F.-mi-temps ne saurait remplir à fond, faiblesse des directions régionales des organisations de masse.

Van Hoorick: Elément positif du travail fait: la fédération est sortie de sa crise.

Pourtant de la discussion, il sort que c'est une mauvaise expérience que celle d'un S.P.F.-mi-temps que nous ne pouvons résoudre aujourd'hui.

En grand, la fédération ne s'est pas fondamentalement modifiée. L'élément prolétarien ne domine pas encore la fédération.

Une nouvelle orientation se fait pour: ~~les~~ l'organisation du Parti dans certaines entreprises de la région Vilvorde où il faut veiller à protéger nos membres contre la répression patronale par un bon travail syndical.

Il me semble qu'un camarade seulement est chargé de la pénétration du Parti aux entreprises. Cela nous ramène au temps du rep. du Parti aux entreprises.

Il faut intéresser à ce travail les sections locales si nous voulons aller plus loin.

Il faut entraîner d'autres membres du comité de Vilvorde pour leur apprendre leur travail envers les entreprises.

Lutter farouchement pour toucher des entreprises par nos cellules et sections. cel.

Borremans n'a cité que les ~~camarades~~ qui travaillent politiquement. cel.

Il ne faut pas se désintéresser des ~~camarades~~ qui n'ont qu'une vie administrat. et de la vente du D.R.-D.

Pour la région de Louvain le rapport ne nous donne aucune perspective. L'expérience des grandes fédér. n'est pas bonne.

Quoique les organ. de masse soient mieux organisés à Bruxelles qu'ailleurs, les progrès sont peu importants.

La fédération se désintéresse des pensionnés, de la mutuelle.

G. Glineur: Un effort fait pour utiliser les organ. masse en bas mais limité au départ l'U.B.D.P., R.F.P., pensionnés, pionniers. Il me semble qu'il y a eu aussi méconnaissance de l'existence de sections locales d'autres organis. masse: P.P., F.I/P.A.. Or, des actions pour l'indépendance nationale devraient être entreprises par ces sections locales.

Le travail des communistes dans les entreprises doit être proportionné à l'influence du Parti. Les camarades des A.C.E.C. peuvent aller plus loin que ceux qui débutent seulement.

Herssens: L'orientation du travail de la fédération est conforme à l'orientation du C.C.. Il faut s'y tenir même s'il y a de nombreuses difficultés. Il y a un danger: la tenteur du redressement qui pourrait entraîner la fédération vers une autre orientation. Vous voulez recréer la section Gazelco, provisoirement, mais pour revenir à l'orientation définie par le C.C.. Mais pourquoi recréer provisoirement et ne pas se battre pour appliquer de suite l'orientation. Il faut craindre un renforcement de la confusion entre Parti et syndicat avec votre formule. Faire attention pour préserver ~~notre~~ nos camarades dans les entreprises.

Vanden Boom: Le rapport constate que dans le B.W. et à Louvain il existe un social. de gauche et dans les deux cas le Parti est faible ou nul. La tendance du rapport "le Brabant forme un tout" n'est pas juste. Ce sont des régions différentes et il faudra voir s'il ne faut pas retourner à une fédération de Louvain. Bien analyser le socialisme de gauche du B.W. et de Louvain qui sont différents. Dans ces deux régions, notre tactique doit être différente. La reconstitution de la section Parti de Gazelco de l'enseignement et l'existence d'une section pour tous les tramwaymans risquent de développer l'économisme. A Bruxelles il existe encore des ass. gén. de tous les syndiqués de la région. Pousser à ces réunions pour y développer notre point de vue. Les journaux d'entreprises indiquent ~~l'économisme~~ que l'économisme prime. Il faut bien comprendre que le Parti n'est pas le dirigeant de la lutte revendicative des travailleurs. Beaucoup de camarades flamands travaillent à Bruxelles et ils peuvent jouer un rôle sérieux. Il faut faire très attention aux liaisons fédér. et sections comme par ex. pour Anderlecht où les mauvaises liaisons provoquent des malaises. Le B.P. devrait s'occuper du problème des P.P. ce serait utile.

Borremans: L'orientation indiquée au congrès fédér. doit être poursuivie et la commission régionale envisagée doit aider les sections et cellules à s'occuper de l'organ. du Parti dans les entreprises. Il y a un décalage entre ce que nous disons au B.F. et ce que nous réalisons. Cela durera encore un certain temps car il faut tenir compte que le redressement est lent.

Mon manque de temps pose un problème certes. Il ne faut pas l'exagérer mais néanmoins il se pose. S'il faut le résoudre c'est sur mon travail parlementaire qu'il faut tâcher de le résoudre.

Terfve: L'amélioration des liaisons fédér. avec sections est un gros problème qui doit constamment retenir votre attention ainsi que celui de l'organ. du Parti. dans les entreprises. Dans cette dernière question vous risquez de tomber rapidement dans l'accentuation de la confusion entre Parti et syndicat si votre commission régionale envisagée oublie que se sont les cel. et sections qui doivent s'occuper des entreprises. Dans le domaine syndical, le problème A.O.U. se pose et réclame une structure solide. Cette question doit être examinée avec Van den Boom. Pour les organ. de masse, le problème a été posé justement au congrès fédér. de mai, le B.F. à la volonté d'appliquer cette orientation, les résultats en sont au début. Il faudrait revoir cas par cas pour examiner quelle organ. il faut pousser et trouver les moyens de le faire. Pense que les camarades permanents politiques devraient être répartis dans les cel., autres que celles de leur habit. afin d'éviter les ennemis que nous connaissons actuellement. Le problème flamand est souvent posé dans la fédér.. Hutse a été donné à la fédération pour s'occuper de la région flamande, or, il n'est pas le militant qui remplit ce rôle. Propose que la fédération examine cette question avec Van Hoorick.

2) Augmentation du prix des trams:

Borreman: propose une semaine d'agit. contre l'augmentation et une journée de boycottage.

Bertrand: est pessimiste pour une journée de boycottage.

Burnelle: pense qu'il faut fractionner pour tâcher d'obtenir quelque chose.

Van den Boom: ne croit pas qu'il faut fractionner au début tout au moins.

Perspective: faire revenir sur cette décision.

Comment: protester dans cons. com.

" " certaines usines.

Ne pense pas que les gens s'abstiendraient de prendre le tram. Mais on pourrait inviter les gens à ne pas payer que 3,50 fr. ce qui faciliterait le trav. dans les entreprises. On pourrait aussi déposer une interpell. à la chambre.

G. Glineur: Ne pense pas qu'une grève des usagers puisse réussir.
Est d'accord avec la proposition de Van den Boom.

A. Laurent: Pour lancer notre mot d'ordre il faut avoir une certaine certitude d'être suivie par une partie des usagers.

Borremans: Au lieu de prendre un jour de semaine pour boycotter choisir le dimanche.

3. Permanents suppl. pour élections.

Van Hoorick présente la question et propose:

Namur: Dewez 1 mois

Centre: 1 pour 3 mois: Guillaume

Borinage: 1 " " " : Renard

Tournai: 1 " " " : Bonnet

Brabant: Van Brussel + Duchateau pendant 1 mois.

Anvers: Theuns + une aide technique (Yvonne Van Rooy)

Fl. Orient: Deneef pour Alost, 4 mois

Deroeck pour 2 mois (ou un autre)

Liège: Smesmans Andrée.

Verviers: 1 pour 3 mois.

B.P. d'accord.

4. Minnebo, délégué C.C.

Van Hoorick propose Minnebo comme délégué c.c; pour Courtrai.

Burnelle pense qu'il n'est pas juste d'élargir le nombre instructeurs.

B.P. d'accord avec proposition Van Hoorick.

Réunion du B.P. du 9/1/1954.

Présents : Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens, Deconinck, Glineur, Van den Boom, Burnelle.

Lalmand (malade)/

Ordre du jour

1) Examen des résultats de la grève du Borinage contre la fermeture des puits Cockerill.

Rapport de G. Van den Boom (voir annexe).

Des questions sont posées par Burnelle.

Borremans - Pense qu'il faudrait renouveler au B.P. de telles analyses après les luttes. Mais elles devraient se poursuivre plus à fond dans la région intéressée et aux divers échelons. Propose d'agir ainsi dans le Borinage puisque la lutte continue.

Herssens - Dans la lutte qui se continue actuellement prévoir les moyens de populariser parmi tous les mineurs ce qui se fait dans les différents puits. Sortir plusieurs journaux d'entreprise du P. Pour les usines Cockerill-Seraing et Athus maintenir le contact pris par le S.U. au cours des grèves. Prendre contact aussi avec les 2 usines de Tertre.

Van Hoorick - D'accord avec rapport. Deux remarques :
1) rechercher pourquoi tant d'absences à la réunion du S.U. du samedi ;
2) fonctionnement du P. : les contacts immédiats ont été pris, le jeudi un C.F. élargi s'est tenu. Toutefois les cellules n'ont pas joué à fond leur rôle. Il y a là une faiblesse de fonctionnement incontestable. Tenir compte aussi de l'aide précieuse fournie par la Direction Nationale du P.

Souligne aussi l'excellente formule de pouvoir disposer d'une page "Voix Boraine" dans le D.R. dont on a fait un tiré à part à 15.000 ex. le dimanche suivant. Comment le S.U. et le P.C. se sont-ils renforcés de la grève ? A part augmentation de notre influence et quelques adhésions, il n'y a rien d'autre.

Etre attentif aux critiques qui sont formulées contre Carlier.

Propose une réunion pour mercredi entre Leemans, Renard, Carlier, Degelan, Van den Boom et Van Hoorick pour établir un plan de travail.

Le P. devrait aller plus loin que les comités dans les puits c.à.d. aller vers un large comité de sauvetage du Borinage. Alerter les usines de Tertre et les usines Cockerill de Seraing, Athus, Hoboken. Intéresser aussi les autres régions minières.

Burnelle - Dans l'ensemble les événements sont intéressants et est impressionné par l'unité de vue des ouvriers dans cette lutte.
 Craint que les comités unitaires ne soient vus théoriquement et non comme le fruit de l'action.
 Faire monter des O.J., provoquer beaucoup de réunions et de délégations.
 Analyser plus profondément la question des investissements, ~~et~~ subsides, dons, prêts.
 Pense qu'il faut promouvoir l'idée que Cockerill-sidérurgie achète son charbon à Cockerill-charbonnages Borinage et non dans la Ruhr.

Terfve - Fonctionnement P. et S.U. :
 S.U. a fonctionné principalement par ses délégués. Ce fut bon. Direction régionale S.U. : à étudier sans trop tarder son fonctionnement déficient.

P. les embryons de cel. d'entrep. n'ont pas fonctionné, le B.F. et les comités de section de Wasmes et Frameries ont fonctionné.

Mais pas de réunions de mineurs com. ni fédéralement, ni à Wasmes, ni à Frameries.

~~IX~~

3 semaines après la grève, nous avons peu de choses à montrer. Celà, c'est un drame. Les comités unitaires, c'est d'abord dans les 7 puits qu'ils doivent se constituer. C'est aussi à Wasmes et à Frameries que les comités unitaires locaux de lutte doivent se constituer.

Dans ces deux localités nous avons des sections qu'il faut faire fonctionner pour essayer d'atteindre l'objectif.

2) Communiqué sur tactique électorale.

Terfve propose ses modifications au texte soumis sur la base des remarques faites par les membres du B.P.

Les membres qui proposent des profondes modifications sont priés de les mettre sur papier. La discussion sur texte définitif est reportée au secrétariat.

3) Aide à certaines fédérations pendant la campagne électorale.

Van Hoorick introduit la question. Il propose pour terminer :

Brabant	25.000	Charleroi	10.000
Liège	15.000	Verviers	5.000
Anvers	25.000	Lessines-Enghien	5.000
Fl.Orient.			
(Alost)	15.000		
Borinage	10.000		

B.P. d'accord.

4) Motion du cde Burnelle

C.F. de Liège suite à une demande du cde Lalmand poursuit demain la discussion sur la question de l'unité sur la base d'un document rédigé par le secrét. fédér.

Van den Boom vient à ce C.F. Le B.P. devrait ~~xx~~ orienter le comportement de Van den Boom, afin de ne pas empêcher que les cdes de Liège expriment à fond leur opinion.

Van den Boom - pense qu'il faut reporter ce point après le retour de Lalmand. Mais sur la tactique électorale les décisions du C.C. doivent être défendues par membres du C.C.

Burnelle - les décisions du C.C. seront défendues. Mais il faut que la discussion de demain se tienne et que les cdes s'expriment.

Borremans - d'accord avec Burnelle de laisser s'exprimer les liégeois et sur la base d'un document. Le B.P. pourra voir plus clair et en discuter.
Mais la présence d'un membre du B.P. est délicate. Alors, qu'il ne soit qu'un observateur ou bien n'envoyer personne.

Van den Boom - D'accord pour mettre les opinions des liégeois sur papier mais il faut les orienter, c'est pourquoi reporter après retour de Lalmand.

G. Glineur - Permettre la discussion au C.F. sur le document du secrétariat, puis intervention du délégué du B.P., puis vote sur le document. Celui-ci sera alors discuté au B.P. La position sera alors défendue au C.F. et Burnelle à ce moment défendra le point de vue du B.P.

Herssens - Burnelle a dit que la tactique électorale moi et le C.F. appliqueront.
Mais il y a un danger que le C.F. ne mêle le 3e point avec le 1er. Si ce danger n'existe pas laissons aller la discussion.
Mais ne pas envoyer un membre du B.P. comme observateur.

Borremans - La position de Burnelle est une position difficile. Sur la tactique élect. Burnelle doit la défendre. Mais l'étude sur la tactique unitaire où il y a des divergeances permettra au B.P. de mieux connaître l'avis des liégeois et d'en discuter.
Mais pas de membre B.P. présent à ce C.F.

Van Hoorick - Nous avons insisté pour recevoir un document. Nous l'avons. Le C.F. de demain doit voir s'il reflète son avis.

Van den Boom - la divergence avec Liège est vieille. Si les cdes de Liège prennent position, ce sera plus difficile de les faire revenir après.
Sur la tact. élect. Burnelle la défendra. Mais le 2e point inclut la tact. élect. Propose de reporter la résolution.

Perfve - Au C.F. on va examiner comment appliquer à Liège les décisions du C.C. qui doivent être appliquées par tout le P. et que Burnelle défendra.

Récapitulé de l'actualité

1. Je ne parlerais pas des choses connues par tous.
2. Bref historique.
 - a) communication de John Cockerill au Conseil d'entreprise des Charbonnages belges le mardi 15 déc. - 7 puits à germer.
 - b) mercredi 16 - motion d'ordre de Delattre à la Chambre.
 - c) le 16, la grève a commencé dans les puits John Cockerill.
 - d) à partir de cette date, la grève s'étend rapidement et le samedi elle est complète dans le Borinage - à part Hautrage-Hensies - Pommereuil - Héribus.
 - e) le samedi, les 3 syndicats décident la grève générale pour le lundi - y compris commerçants
 - f) Vendredi - interpellations à la Chambre - gouvernement ne sait rien - jeudi C.N.M.M. - samedi C.R.M.M. - pas de résultats.
 - g) Dimanche, changement de décor - retrait et ler mars.
 - h) Lundi - grève continue - décision reprise du travail par C.I. et S.U. - chrétiens prétendent continuer.
 - i) Mardi - reprise complète.
3. Chantage patronale
 - a) veulent augmentation des subsides gouvernementaux.
 - b) poussent à la grève dans les 7 puits - parlent même de grève au fond.
4. Gouvernement est favorable.
 - a) attitude - veut se faire faire violence - ou faire violence à la H. Autorité.
 - b) consigne des gendarmes.
 - c) appel urgent à la H.A..
5. C.I. et P.S.B. varient.
 - a) d'accord avec patronat pour subside - "Le Peuple".
 - b) Résolution C.I. le 17 et interpellation Delattre 18 - réquisition
 - c) pour les 7 puits - générale.
 - f) refus unité d'action.

6. Chrétiens à la remorque.

- a) langage violent.
- b) décision continuer grève.

7. S.U. et notre Parti.

- a) informé tardivement par nos camarades - intervenu avec retard.
- b) position pas claire au début. - Carlier défend les subsides contre d'ailleurs par d'autres camarades.
- c) notre mot d'ordre de réquisition trouve rapidement l'appui des mineurs - les dirigeants de la C.I. doivent le reprendre.
- d) notre mot d'ordre de généralisation de la grève trouve l'appui des mineurs.
- e) ces deux mots d'ordres suivis par l'action des mineurs transforment la grève.
- f) c'est l'action des mineurs qui précipita la solution.
- g) mots d'ordres de reprise le lundi - pas tout de suite compris de certains mineurs - approuvé unanimement le lundi.
- h) action du dimanche, fortement impressionné les mineurs et la population.
- i) attitude courageuse de nos camarades - méritent félicitations chaleureuses.
- j) comités d'unité de défense des charbonnages.

Nos faiblesses:

- a) résistance à l'unité d'action - coup de téléphone de Carlier.
- b) à donner formes organiques.
- c) lenteur direction S.U. Borinage
- d) organisation - pas fonctionné - spontanéité.

Maintenant:

- 1. Degelan au travail - soutien des délégués pour constituer com. d'unité d'action.
Ferrand - attit. Carlier "cas de conscience"
- 2. Revendications immédiates.
- 3. Prép. 1er mars.
- 4. extention aux autres bassins.

Art. D.R.

Chomage à Liège.

Chantage 20/30

44 fr. augm. à la tonne.

DECISIONS

1) Réunion mercredi 13 janvier au Borinage avec : Leemans, Renard, Carlier, Degelan, Vandenboom et Van Hoorick.

2) Le texte définitif sur la tactique électorale est reporté au Secrétariat. Les membres du B.P. feront parvenir pour mardi matin leurs remarques.

3) Aide aux fédérations pour campagne électorale. Certaines seront aidées :

Brabant 25.000	Borinage 10.000
Liège 15.000	Charleroi 10.000
Anvers 25.000	Verviers 5.000
Fl.Orient.(Alost) 15.000	Lessines-Enghien 5.000

4) Braipson restera encore permanent pour les jeunes les 15 derniers jours de janvier. ~~Puis il sera repris par le fonds électoral.~~

5) ^{li}En accord avec Sol.le cde Severin deviendra le permanent supplém. pour Liège pour la campagne électorale.

B.P. du 16. 1. 1954.

=====

Présents : Terfve, Van Hoorick, Herssens, De Coninck,
G. Glineur, Van den Boom, Burnelle.

Absents : Lalmand, malade.
Borremans, en province.

Ordre du jour :

1) Rapport sur la situation politique.

Invités : Van Moerkerke, Moulin, Joye.

Herssens présente le rapport (voir en annexe).

Discussion.

VAN HOORICK : D'accord sur partie internationale du Rapport.
Pense que nous suivons insuffisamment les luttes revendicatives, nous restons trop sur les questions de haute politique.

Au puits Cockerill du Borinage, on constate une pression des patrons pour une augmentation de la productivité.
Des possibilités nouvelles de lutte apparaissent.

Autre action économique : le boycottage des trams à 4 Frs.
Ce mot d'ordre a provoqué des discussions dans le Parti, car certains camarades ne sont pas d'accord avec ce mot d'ordre. Or, il apparaît que la population l'a commenté favorablement. Le Parti est le seul qui soit apparu pour organiser la lutte. Dispy est intervenu au Conseil Communal, mais nous aurions dû mettre mieux en évidence cette intervention. Il faudrait maintenant employer d'autres formes ; notamment : interpellation au parlement puisque c'est le Ministre qui a décidé.

Nous devrions prendre position en ce qui concerne le préavis dans le bâtiment pour le 1/4.

Discussion au parlement sur les pensions, nous réagissons insuffisamment par la Confédération des Pensionnés car rien ne se fait sauf quelques réunions et meetings. Le Parti devrait aussi s'adresser aux pensionnés.

Souligne l'importance de plus en plus grande de la question du commerce Est-Ouest. Il faut continuer à clarifier cette question.

Liberté démocratique : voir réponse de Moyersoen à Dejace concernant la nomination du bourgmestre de Grammont. Mais la section laisse faire et la fédération ne réagit pas.

Estime que le B.P. ne réagit pas non plus. Il faudrait une interpellation et dénoncer plus énergiquement dans le D.R. la réponse de Moyersoen.

Il existe un ralentissement dans la lutte contre la C.E.D.
Il faudrait exploiter à fond les possibilités existantes pour exercer une pression plus grande sur le Sénat que sur la Chambre.

Proposition de faire un référendum complet dans une commune par fédération.

Préparation du 8 mars, journée internationale des femmes.
Aide de toutes les fédérations.

Renouvellement des cartes : date de départ le 15/12, en réalité on a encore commencé plus tard.

Le nombre d'assemblées solennelles n'atteindra pas les 50 % du total des sections et cellules.

La rentrée des talons est beaucoup trop lente, grave danger.
Un très gros effort doit être fait de suite dans ce domaine.

En ce qui concerne les élections, l'impression existait dans le Parti qu'on avait le temps. On a réagit. Pour le fonds, il faut accentuer.

MOULIN : sur le plan international du point de vue des marchés agricoles ~~aux Etats-Unis~~ ^{On assiste} au cours de ces derniers temps au renforcement de l'offensive des U.S.A. pour liquider ses superstocks.

Aujourd'hui les U.S.A. traitent des ventes de blé en dehors de l'accord du blé et vendent contre paiement en monnaie de l'acheteur et non plus en dollars.

Les difficultés de l'agriculture dans les pays d'Europe occidentale amènent ceux-ci à regarder plus vers l'Est.

C'est ainsi que la Hollande a vendu plusieurs dizaines de milliers de vaches à l'U.R.S.S. et en Tchécoslovaquie.

Ces mesures entraînent la baisse des prix. Sur le plan intérieur les milieux officiels et les économistes agricoles bon ton sont inquiets devant les menaces d'aggravation de la crise agricole en Belgique.

On se demande avec inquiétude si le prix du blé, - qui est le dernier produit agricole dont le prix a tenu le coup - ne va s'effondrer.

Déjà les Français qui cherchent à liquider leur surplus de blé et qui sont contrés sur le marché international par les U.S.A., vendent du blé à 320 Frs (n. prix 470) - dénaturé.

Les difficultés très grandes avec lesquelles les cultivateurs sont aux prises, amènent ceux-ci à se dresser toujours davantage contre le gouvernement et sa politique d'abandon des intérêts agricoles et contre les hommes de mains fidèles au P.S.C. qui tiennent la direction des organisations agricoles en mains.

Ce mécontentement amène les paysans à entrer en lutte de façon concrète pour poser et défendre leurs revendications.

Cette situation crée de grandes difficultés aux dirigeants des organ. agricoles réactionnaires qui sont obligés de faire la critique de la politique de leurs amis et essayent de calmer les cultivateurs.

Ces organisations ont aujourd'hui peu de succès dans les campagnes.

Cette situation permet aux forces progressistes - M.D.P. - d'accroître leur influence, de multiplier leur contact et d'organiser des actions de m..

Un fait important est la constitution de ces comités d'union et de lutte pour la défense des planteurs de betteraves qui groupent des paysans appartenant à toutes les organisations et qui rencontre l'adhésion enthousiaste des cultivateurs.

Des actions ~~de masse~~ sont encore à prévoir.
Ces conditions à la veille des élections créent des circonstances favorables pour notre Parti.

BURNELLE : Examiner plus près les activités unitaires du P.C. en France et en Italie. Croit déceler des formes nouvelles Voir en France élections présidence république et présidence assemblée nationale ; en Italie l'attitude du P.C.I. sur les petits partis.

Dans notre pays : étudier plus près le M.S.P., le voyage de Quinet à Moscou, .. etc.. , pense qu'il faudrait reprendre des cycles de conférences avec des orateurs non communistes.

Quelques cellules du Parti à Liège, appliquent les décisions du Parti sur le renouvellement des cartes et, dans chaque cas, on a constaté la présence d'un grand nombre de non membres.

Pourquoi toutes les cellules n'appliquent-elles pas ? Pense que la plupart de nos camarades ne voient pas que quelque chose change. Il faudrait les aider à comprendre.

Ne croit pas qu'il faille séparer la remise des cartes de l'assemblée solennelle ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~, ce serait démolir ce que l'on a déjà acquis.

Hésite pour faire le référendum compler dans une commune. Pourquoi ? Ne voit pas ce que l'on va récolter, ne va-t-on pas gaspiller des forces qui devraient aider à développer les contacts avec les milieux patriotiques?

Mettre plus en évidence les divergeances qui existent dans le camp atlantique : micros au parlement, subsides gouvernementaux aux organisations "européennes".

Mettre toutes nos ressources sur les luttes revendicatives surtout pendant la campagne électorale.

Tâcher d'obtenir des organisations de masse des invitations aux candidats pour s'expliquer.

A propos de ~~salaires~~, pense que l'on se trouve devant une offensive patronale : freinage sur la prime fin d'année.

VAN DEN BOOM : attacher plus grande importance dans "D.R." à ce qui se passe aux U.S.A. : signes annonciateurs de crise, loi Taft Houtley, refus commande off short aux usines où communistes jouent un rôle.

La perspective de la Conférence de Berlin n'apparaît pas suffisamment dans le rapport. Entre les 3 occidentaux, il y a des divergeances ; les souligner particulièrement.

Le D.R. ne donne pas non plus suffisamment d'importance à la signification de la grève du Borinage.

Etre attentif aux petites actions revendicatives dans la métallurgie
Examiner la situation dans le bâtiment; chez les cheminots aussi
il y a des mouvements en perspective.

A la rédaction du D.R., il semble y avoir divergence sur les
plans sortis par la C.S.C. et la F.G.T.B. Dans tous les cas (
(aujourd'hui comme hier avec le plan Dem Man) les plans en
question visent à sauver les régime capitaliste.

TERFVE : C.E.D. : au point de vue agit. et prop. conserve grosse
importance mais être attentif à la possibilité très sé-
rieuse d'abandon de la C.E.D. pour y mettre une solution de
rechange.

Pas d'accord avec l'opposition de Burnelle sur les référendums
complets proposés par U.B.D.P.

L'idée est venue de l'expérience Verviers et
Roulers ; aussi de Roux où l'opération se fait demain.

Ne pas schématiser cette proposition. Essayer de
mettre au travail le plus d'éléments possible de l'endroit et le
plus largement possible.

Commerce Est-Ouest : grosse question d'actualité où le décrochage
est plus facile que sur le terrain politique pour les éléments
hésitants du camp atlantique.

VAN DEN BOOM : mais il faut politiser cette question de commerce
Est-Ouest.

J. TERFVE : (suite) - Dans la question de la conférence de
Berlin.

D'accord il faut insister sur le manque d'unité réelle entre les
occidentaux. Toutefois veiller au danger des illusions de voir
solutionner tous les différents à cette conférence de Berlin.

Faire sentir très nettement la modification qui est entrain de
s'opérer actuellement dans la situation où elle est moins
visible en Belgique qu'en France notamment. Cette modification
est aussi très peu sentie dans notre Parti.

Certes, en France et en Italie nos camarades ont des formules
unitaires hardies, mais voir aussi les différences qui existent
entre ces pays, et le nôtre (situation économique, force des P.C...
etc..) Donc attention aux analogies trop poussées.

Nous devons politiser le secteur revendicatif sans oublier la
lutte pour les revendications économiques. Toutefois, il faut
examiner par région.

Les chiffres sur assemblées solen. , talons rentrés, recrutement
sont inquiétants surtout dans une période où les conditions
objectives sont favorables. Cette question devrait être étudiée
à fond pour que nous trouvions le remède.

Requis

Requis à mettre
dans P.V. / B.P. du 16/1/54



RAPPORT SITUATION POLITIQUE - 16 janvier 1954.

=====

Depuis le dernier rapport sur la situation politique fait en date du 5.12.53, plusieurs faits marquant se sont produits à l'échelle internationale.

Il y a eu :

- la réunion du conseil atlantique du 14.12.53 ;
- Le discours d'Eisenhower proposant un pool atomique et la réponse soviétique ;
- le discours d'Eisenhower sur l'état de l'union.
- l'accord pour convoquer la Conférence de Berlin du 24 janvier.
- l'état de la situation en Corée.
- l'offre d'armistice de Ho Chi Min au 10.12 et l'offensive Viet Min au Laos.
- les crises politiques en France et en Italie.

Il est caractéristique de constater que la plupart de ces faits ont été traités dans la presse.

1°) Sous l'angle de la détente internationale en marche, que ce soit sous l'angle positif ou négatif ;

2°) que les contradictions grandissantes dans le camp des impérialistes (contradiction économiques ou politique) sont encore apparues plus aisément, avec une difficulté toujours accrues pour l'impérialisme dominant de les éliminer.

L'analyse des faits cités plus haut et les prises de position des hommes du camp impérialiste démontrent qu'ils sont actuellement balottés, hésitants entre une volonté de poursuivre une politique de guerre, de domination et la capacité de ~~poursuivre~~ pouvoir poursuivre une telle politique.

Vo yons donc les faits :

1°/ La réunion du Conseil atlantique.

du 14/12 avait pour but de consolider cette alliance de guerre. Au point de vue consolidation et bond en avant, il n'a rien donné. Devant son insuccès, M. Dulles s'est fâché. Il a intimé publiquement l'ordre aux satellites et plus particulièrement à la France de voter la C.E.D. d'urgence sous peine de représaille économique, etc... Cela n'a pas amélioré le climat en France pour les Américains.

La prise de position de Dulles n'était pas personnelle Elle a été reprise sous une autre forme par Eisenhower dans son discours sur l'état de l'Union (restriction de l'aide économique, retrait des troupes américaines (??))

2/ Le discours d'Eisenhower concernant un pool atomique et la réponse soviétique.

Est-il un signe de bonne volonté pour la détente internationale de la part des U.S.A. ?

Il faut dire qu'il n'aurait sans doute jamais été prononcé si les U.S.A. avait conservé le monopole des armes nucléaires et si la pression des peuples n'avait pas atteint la puissance que nous connaissons, grâce aux initiatives et à l'action du Conseil Mondial de la Paix.

Ceci étant dit, il faut voir aussi que la proposition Eisenhower se limite à accepter d'ouvrir des pourparlers. C'est important. Pourparlers pour résoudre et éliminer le danger d'emploi des armes nucléaires ? Nous en sommes loin.

Aussi le gouvernement sov. en acceptant immédiatement l'ouverture des pourparlers directs U.S.A. - U.R.S.S. a-t-il ~~appelé~~ rappelé ses propositions antérieures en la matière.

Et Malenkov dans sa réponse aux questions de Kingsburg Smith a dit que la mesure la plus importante qui pourrait être prise en 1954 dans l'intérêt de la paix mondiale consisterait

(voir texte Fr. Nouvelle)

Nous devons retenir cette déclaration pour notre orientation et pour voir clair dans ~~ne~~ le fatras de la porpagande qui va suivre au cours des mois qui viennent.

Elle part vraiment d'un désir de maintien réel de la paix et de protection de millions de gens sans défense efficace contre les armes les plus terribles qui pourraient être utilisées contre eux.

3°/ La Conférence de Berlin du 25 janvier.

On peut dire aussi que c'est un point marqué pour amener la détente internationale ; imposé aux impérialistes sous la pression des événements et de leurs difficultés.

Malgré les tergiversations de préparation, il est quasi certain qu'elle aura lieu.

Il n'apparaît pas encore qu'il en sortira une synthèse honorable des positions prises à ce jour par les deux camps. Rappelons-les.

Positions en présence : U.R.S.S. - R.D.A.

- gouvernement central allemand préparant des élections.
- traité de paix.
- Pas de C.E.D.
- Retrait des troupes étrangères.

Impérialistes - Adenauer.

- Elections dites "libres".
- Liberté pour l'Allemagne de réarmer et de s'allier militaire

militairement avec les occidentaux (Pacte Atlant.-C.E.D.)
- Reconquête "pacifique" des territoires à l'Est et à l'Ouest.

Deux lignes politiques restent donc en présence avant la Conférence du 25 janvier.

Les impérialistes essayeront de faire admettre l'essentiel de leur thèse en proposant à l'U.R.S.S. un pacte de garantie contre une agression (le locarno de Churchill !). Cela doit dans leur esprit toucher plus l'opinion que d'assurer un pacte de non-agression.

Je suis prudent dans mes appréciations, tout en étant convaincu pour être positif pour la paix et la sécurité de notre pays, il faut qu'à Berlin, sorte une solution qui dans l'essentiel reprenne la position juste des Gts. soviétiques et de la R.D.A.

Cette conférence sera certes suivie avec grand intérêt chez nous. Il est hors de doute que si les impérialistes ne peuvent y faire triompher leur plan, ils tenteront de faire admettre,

- a) que l'U.R.S.S. porte la responsabilité de l'échec, (ce qui n'est pas neuf dans leur bouche).
- b) que l'ultime tentative de conciliation a été faite et que vraiment il n'y a plus que l'issue de la C.E.D.

Il faut donc de la vigilance de notre part et nous devons bien mettre en évidence les solutions que devrait prendre la Conférence dans l'intérêt de la Paix et de notre indépendance.

4°/ Je ne serais pas complet en ne disant pas que parallèlement à la Conférence de Berlin se trouve posée et acceptée en principe par les impérialistes une Conférence des 5 avec la représentation de la Chine populaire.

Perspective non négligeable de négociation pour mettre fin aux conflits en Asie, pour aider à la conclusion de la paix en Corée et en Indochine.

Les foyers de guerre sont encore loin d'être éteints dans ces deux pays, si l'on s'en reporte aux sabotages de l'armistice en Corée (affaires prisonniers, etc...); si l'on s'en reporte au mutisme devant les propositions d'armistice immédiate présentées par Ho Chi Min le 10 décembre; offres d'armistice qui sont loin d'être un signe de faiblesse de la part de la République Coréenne, comme en témoigne l'offensive foudroyante au Laos ces derniers 15 jours.

Foyers de guerre, loin d'être éteints en Asie, si l'on se reporte aussi aux tentatives des U.S.A. avec le Pakhistan et l'Iran pour y installer des bases. Tentatives heureusement démasquées et contrariées par les prises de position hostiles à ces projets par les Gouvernements soviétique et indien.

Le résumé des quelques faits ci-dessus démontrent déjà à suffisance que l'esprit de négociation prend peu à peu, malgré les impérialistes, le pas sur les solutions de force. Ce serait une erreur de croire qu'il a déjà triomphé, mais il fait des progrès très intéressants.

X
X X

Les impérialistes américains, malgré leurs fanfaronades, sont déjà sur une certaine défensive.

Et pourquoi le sont-ils ? Pourquoi doivent-ils lâcher du lest, la hargne à la bouche parfois ?
(voir discours d'Eisenhower contre les communistes)

J'en arrive à ce qu'il est apparu de nouveau dans leurs mécomptes économiques, la pression des peuples et aux propos contradictoires qui les divisent de leurs satellites.

A) Les phénomènes de crise aux U.S.A.

Un article de "Paix durable" du 1.1.54 (lettre de New York) déclare :

(voir texte souligné).

Opinion américaine selon "Le Peuple" corrobore cette opinion (voir texte P. 31.12.53).

" Les conditions d'une crise économique mûrissent rapidement."

Faut-il s'étonner dès lors que le gouvern. des U.S.A. doit en tenir compte des recriminations de ces industriels qui stockent, et qu'il annonce une révision de sa politique dans les échanges Est-Ouest. Qu'il faut le rappeler - est un des éléments de la détente internationale ?

Faut-il s'en étonner quand on sait d'autant plus que l'Angleterre, L'Allemagne de l'Ouest, le Japon, l'Inde développent leur commerce avec l'Est et font la nique à la " toute puissance économique américaine".

(voir Tribune des Nations - 11.12.53)

Voilà des raisons économiques qui les obligent à se tourner vers l'esprit de négociation et de détente. Il y en a d'autres.

B) Il y a la passion de l'opinion publique dont nous avons souvent parlé.

- Il est certain cependant que l'interview de Malenkov a eu un grand retentissement aux U.S.A., où on n'a pas pu cacher ses paroles au peuple américain.

Que dit-il aux américains ?

(voir les parties cochées)

Il est évident que de telles paroles ont prise sur

un peuple au seuil d'une nouvelle crise, dont les généraux se trouvent incapables de gagner la guerre de Corée, dont les politiciens s'égosillent et ne parviennent pas à faire perdre le calme à la politique réaliste des soviétiques.

C) Il y a le développement des événements, de la pression des peuples qui aggravent les contradictions avec les satellites.

Il est certain dans cet ordre d'idée :

- que l'offre d'armistice d'Ho Chi Min a eu des répercussions dans des couches profondes du peuple français.
 - que l'offensive Viêtmin démontre aux dirigeants américains qu'ils n'auraient pas plus facile en Indochine qu'en Corée, et cela n'est pas pour engager les américains de gaieté de coeur dans une aventure coloniale nouvelle.
 - que leur attitude en Corée après l'armistice n'est pas faite pour leur gagner des sympathies.
- Ils sont très réticent devant la proposition indienne de remettre l'affaire de Corée à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'O.N.U.

Il faut citer en mention spéciale ce qui se passe en France et en Italie et des répercussions sur la politique des U.S.A.

En France, nous savions combien l'opposition à la C.E.D. était déjà grande, combien l'attachement à une politique française débarassée de tout diktat était profonde.

Grâce à une juste et souple tactique du P.C.F., il a été possible de mettre en échec les candidats les plus décidément attachés à la C.E.D. présentés et soutenus par les U.S.A. à la présidence de la République et à la présidence de l'assemblée nationale.

Au travers de ces deux élections, c'est dégagée une majorité parlementaire contre la C.E.D. (et le réarmement allemand) qui comme on le voit est jusqu'à ~~présent~~ ce jour la pierre detouche de la politique agressive des U.S.A. en Europe.

Ce résultat va permettre demieux continuer à faire grandir en France l'opposition à la C.E.D., d'approfondir les contradictions entre la France et les U.S.A.

Cela aussi, malgré les menaces, impose aux gouvern. américains la prudence et à s'engager dans la négociation.

En Italie, la démission du cabinet Pella dépasse de loin les contradictions d'intérêts au sein de la démocratie chrétienne. C'est une répercussion visible de l'opposition dans différents milieux à la main mise américaine sur l'Italie, au réarmement allemand et aux dures conditions dans lesquelles ~~vivent~~ le peuple, à cause des dépenses de guerre.

Le fait que M. Fanfani, D.C. de gauche est mis à l'avant plan, pour former le nouveau gouvernement et qu'il cherche ~~les~~

des alliances et des appuis à gauche, démontre qu'il devient impossible en Italie de gouverner contre la volonté de la classe ouvrière, dont les P.C. et P.S.I. unis dans l'action sont les meilleurs représentants.

Les U.S.A. sentent en Italie comme en France grandir et se fortifier un puissant mouvement de paix et d'indépendance nationale, un puissant mouvement revendicatif qui s'est exprimé encore dans de grandes grèves en janvier ; mouvement qu'ils ne peuvent briser, avec lesquels il leur faut tenir compte.

LA SITUATION EN BELGIQUE.

Dans le cadre de la situation internationale, examinons maintenant ce qui se passe en Belgique.

La politique extérieure du gouvernement reste inchangée. Van Houtte - Van Zeeland reste l'équipe satellite la plus dévouée à la politique des U.S.A.

Par exemple, le gouvernement connaît aussi bien que nous qu'aucune solution valable ne pourra être trouvée à la Conférence de Berlin si les projets de réarmement allemand (via C.E.D. ou non) ne sont pas abandonnés. Cela n'empêche qu'il ne fait aucun geste conciliant dans ce sens. Van Zeeland presse le Sénat de voter la C.E.D. avant les élections, répondant ainsi plus que jamais aux injonctions de M. Dulles.

Il faut que notre presse montre davantage, plus précis, les responsabilités que prend le gouvernement en agissant ainsi contre la détente internationale, à la veille de Berlin.

Il est nécessaire aussi que l'action contre la C.E.D. reprenne vigueur dans le pays, en mettant en oeuvre la proposition du secrétariat concernant les référendums, en rappelant encore dans la presse (peut-être une page D.R.) les résultats des référendums à ce jour, opposés aux pitoyables résultats des référendums européens de Verviers et de Roulers.

- Ajoutons à ces prises de position gouvernementales que le budget militaire 1954 subira encore une augmentation officielle de 620 millions par rapport à 1953.

Et, à une dernière réunion de la Commission militaire mixte, l'orientation restait de ne pas réduire le temps de service, faisant même état que si la C.E.D. introduisait le service de 18 mois, la Belgique aurait difficile à faire face à ses engagements du point de vue contingent imposé.

X
X X

Un autre fait qui prouve que le Gouvernement continue à agir contre les intérêts nationaux, c'est sa politique d'échanges commerciaux.

Quel est en fait la portée des nouveaux accords commerciaux signés ces derniers jours avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour autant que l'on puisse en juger dans la presse et par les chiffres connus du commerce réel des années antérieures.

Cela ne ~~peut~~ donner pas une amélioration tangible dans les rapports commerciaux avec l'Est. Deux articles de P.J. en ont traités d'ailleurs dans le D.R. Par rapport à d'autres pays, cependant aussi ~~tributaire~~ tributaire des U.S.A., le gouvernement reste ultra réactionnaire même pour les intérêts strictement capitalistes.

Et cependant, aussi bien que nous, il connaît les indices de la situation économique belge en 1953. Citons en quelques uns.

Nous avons appris par un rapport de l'O.E.C.E. que la production métallurgique et transformation des métaux a été inférieure à 10 % au cours du 1er semestre 1953, par rapport au six premiers mois 1951 et 1952. Ceci pour l'industrie la plus florissante. Il ne faut pas demander les autres !

Cela a fait dire à F. Ostenette, président de la Chambre de Commerce d'Anvers " Nous demandons au gouvernement de ne pas mettre en danger la vie économique du pays en exagérant les dépenses militaires. "

(Métropole - 29/12/53)

En agriculture, la situation ne se présente guère sous un jour plus favorable. Aux journées d'étude du Boerenbond (fin décembre) placées sous le thème général

" La classe agricole et horticole au service de la Paix ", M. Mullie a fait un bilan d'ensemble dans lequel il déclare :

" Fin 1952, on constate un ralentissement général dans les affaires. Notre agriculture n'échappa guère à cet arrêt. Dans le courant de 1953, on enrégistra une baisse quasi générale, à tel point que l'avenir se présente sous un aspect plutôt sombre. "

Et il montre la situation dans les diverses branches, victimes de la restriction du commerce, de Benelux. C'est une belle condamnation de la politique générale du gouvernement, surtout surtout extérieure.

X
X X

Nous devons tenir compte de ces faits dans notre propagande électorale, d'autant plus que, d'après ce que nous savons, le gouvernement fait déjà un gros effort de propagande pour justifier sa politique et ses soi-disants réalisations sociales.

X
X X

Ceci m'amène à la situation de la classe ouvrière et aux attaques qu'elle a subies au cours de ce dernier mois.

Celles-ci se sont caractérisées par les hausses de prix sur les services (eau, gaz, électricité, transport), l'établissement de jours de carence par le F.N.A.M.I... Auxquelles, il faut ajouter la pression constante pour la productivité et les menaces de licenciement. Nous en avons parlé lors du rapport sur la grève du Borinage.

Cette situation faite à la classe ouvrière fait prévoir que des luttes économiques de masse sont ~~inévitable~~ inévitables. La grève du Borinage en a été le prélude.

Les programmes revendicatifs et économiques de la F.G.T.B. et de la C.S.C. sont sortis, certes comme une sorte de plate-forme sociale électorale, mais aussi parce que les dirigeants de ces organisations syndicales sentent le mécontentement et la perspective des luttes.

Le communiqué de la F.G.T.B. de Bruxelles ~~est~~ est caractéristique à ce sujet.

Aussi ce passage de A. Genêt. dans Syndicat du 9 janvier, est caractéristique :

(voir passage).

Vu cette situation, nous pouvons apprécier que des centaines de milliers de travailleurs comprennent déjà sous une forme ou sous une autre

" que leur situation peut être améliorée par la détente internationale, le développement d'une économie de paix, la limitation de l'arbitraire des monopoles, l'affranchissement de ~~l'oppression~~ l'oppression étrangère et avant tout américaine, l'extension sur la base de l'égalité en droits des échanges commerciaux avec tous les pays, et surtout avec ceux du camp de la paix et de la démocratie."

Non seulement nous avons pour devoir d'être très attentifs à ce que nos camarades soient vigilants dans la lutte revendicative, mais

" une responsabilité particulière incombe aux partis communistes et ouvriers. Ils ont pour devoir d'expliquer à fond aux travailleurs, le sens et les objectifs des actions de masse unies de la classe ouvrière, d'organiser et de diriger les travailleurs dans la lutte pour le travail, le pain, la liberté et l'indépendance nationale, pour le maintien et la consolidation de la paix. "

(Paix durable... 18/12/53)

x

x

x

Je concluerai ce rapport, qu'il apparait de façon plus précise la date des élections - 4 avril. Il n'y a rien de nouveau à dire à ce sujet, à part que nous devons commencer à ~~presser~~ presser la préparation active de ces élections :

- fonds,
- mesures techniques,
- premiers matériaux de propagande.

Tout ce travail doit être très planifié, pour ne pas être pris au dépourvu.

REUNION DU B.P. DU 23.1.1954

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens, V.d.Boom, G. Glineur, Deconinck, Burnelle.

Ordre du Jour

1) Lettre de Seraing au sujet de la 3e place liste Chambre.

devrait défendre ce point de vue eux-mêmes à la fédér.
et non par le B.P.

2) Demande d'A.O. pour avoir une place plus avant que la 6e.

Aucun fait nouveau pour changer la décision du C.C.

Burnelle - quel membre du B.P. assistera à la conférence fédérale ?
Croît qu'il faut quelqu'un du B.P. autre que lui.

Lalmand - Il faut quelqu'un sans pour celà faire exception pour Liège.

Terfve - D'accord pour y envoyer quelqu'un; je me propose.
Le B.P. d'accord.

3) Cas Debie d'Anvers

Attendre conclusion de la C.C.P. jeudi prochain

4) Rapport sur la fédération d'Ostende

Invités : Gindertaelle, Desmet, Verburgh
(Rapport de Gindertaelle en annexe).

Desmet - Le rapport n'est pas assez politique. Dans la région le chômage s'étend. L'accord Benelux d'application au 1.3.54 portera un coup à la pêche moyenne. Un courant anti-réarmement allemand existe chez P.S.B. d'Ostende, d'où possibilités pour actions unitaires. C'est l'inverse chez P.S.B. de Bruges. Des fautes ont été commises par nous; notamment, ne pas avoir maintenu les comités d'aide aux sinistrés des inondations. Le travail du C.F. est trop passif, pas assez d'agitation, manque de contrôle. Le rapport ne précise pas assez les perspectives.

Verburgh - Rapport personnel. Gindertaelle pas tenu compte des remarques de 2 B.F. Rapport aurait dû commencer avec les conditions objectives. Argument Gindertaelle au B.F. que les membres du B.P. le connaissent ne tient pas puisque la situation se développe.

Par ex.: C.E.D. a laissé des répercussions

ainsi que polit. de guerre pour l'ensemble.

Gindertaelle ne tient pas compte de l'avis des cdes.

Dans le rapport, une grande importance est attachée à l'org., mais insuffisante, pas d'analyse des actions. Il manque un plan de travail, des perspectives claires. Tout cela le B.P. a fait remarquer.

Bruges : situation object.: situation des industries:
développement inégal d'après ce qu'ils travail-
lent pour la guerre ou non.

Entreprises métall. : Brugeoise - Claeys - Hermans -
Pieter Claeys, F.N.

Brugeoise: lié à Fabrimétal - construction wagons-
citermes et wagons
pièces pour camions armée.
Perte 10 millions
investissement 206 millions.
Des contrats avec les Indes et Moyen-
Orient.

Plus d'un million de chiffres d'affaires - mon-
tage voitures ~~Austin~~ Austin.

1952 : 1725 ouvriers - 1954: 2115 ouvriers -
2300 perspectives : favorables, en

montée.

conditions de trav.: surexploitation, bas salaires,
empoisonnement.

Grève pour prime fin d'année - prime 500 Fr. - dirig. droi-
tiers principe de lier.

F.N. : camions pour l'armée - +- 500 ouvriers contre
200 l'année passée.
Pas très au courant.

Claeys : vélos - motos - autos
1.000 → 600 maintenant
fabrique d'emballage : en déclin.

Hermans : constructions navales : en déclin.
question de commandes soviétiques.
les usines s'étant transformées en usines
de guerre - développement - les 3 autres
déclin.

Alimentation - Levure : 400 - stabilité

Katoentje : diminue de $\frac{1}{2}$: 300 à 400

Verrerie : 300 à 400 - stabilité
Zeebrugge

Perspectives : 3 gr. entreprises aux docks
Panard: montage autos : en construction
Union Cotonn.: filature 700
Usine de constructions

Mais aussi longtemps que réarmement peu d'espoir.

Port Zeebrugge : 926 navires contre 960
Tonnage accroissement.

Bruges : repaire des hommes europ. Collège européen: plus
de 100 élèves. Gr. personnalités viennent parler.

Org. de la jeunesse europ.
 Partout mot européen collé aux org. bien pensantes.
 Curés - centaines actifs dans ces comités - ainsi que P.S.C.
 et parlementaires.

C.E.D. au B.S.P.

Congrès arr. : interventions base contre C.E.D.
 insistaient sur fait que popul. est contre.

Van Acker : la plus gr. prudence
 condition ; participation Angl.
 a fait dévier débat sur polit. P.S.C., ainsi fait
 accepter son rapport.

hebdomadaire P.S.B. Bruges articles de fond contre
 C.E.D., anti-milit. - auteur: fils de Van Acker.
 Réunions et presse contre C.E.D. et dém. contre Van
 Acker.

Les quelques contacts avec soc. ont déclaré qu'aux
 réunions il y a toujours du contre V.Acker.

Nouvel évêque De Smet : nouvelle tactique
 tous les jours dans des réunions d'ouvriers, chômeurs.
 Koekelaere : élections meetings - portret de l'évêque-
 brochures à tous les habitants de Fl. Occ.
 (300.000).

Mouvement spontané : - gr. mécontentement - augmentation loyers
 (beaucoup de gr. propriétaires). Augm. prix de l'eau
 (lettres dans presse) - 7000 chômage - vie chère en
 général arr. Bruges 15%.

Le Parti : terrain magnifique pour P.
 pourtant rapport de force: 66 - 2 nouveaux
 membres depuis plusieurs années - 58 ans
 âge moyen.
 des vieux cdes font leur possible - rajeunir.

activité : entreprise: Brugeoise - referendum.
 seulement 1 cde a pu travailler à l'intérieur. Il aurait
 fallu plus de clarification - beaucoup d'ouvriers pas de
 crayon - 8 policiers - dans toute l'entreprise on a dis-
 cuté.

grève : tracts - sommes trop intervenus sur le plan synd.
 seulement quelques contacts pris pendant grève. Journal
 d'entreprise - Vente A.O.U. 25/8 en plus 10 abonnés.
 15 contacts - 1 ouvrier a écrit article.

Usine de levure : pétition remis aux députés - délégués
 ont voté motion à l'unanimité - 30 A.O.U.
 bonne activité syndic. - sauf s'y on touche au
 patron.

peu d'activité politique.
cellule d'entreprise - exagéré
 perspective A.O.U. - journal d'entreprise.
 les autres entreprises : quelques contacts - prop. de
 l'extérieur.
 33.000 dont 28.000 manifestes aux entrepr.

Cheminots : très bonne activité avec A.O.U.
60 présents de plusieurs régions
dirig. CGSP. présents.
chauffeurs et machinistes :
Ainsi sortir du cercle étroit.

inondations : pas de distinction trav. org. masse et P.
dualité R.F.P. et Sol
pas explication suffisante polit. de guerre
peur population: pourquoi attendre pour agir.

Minque : concurrence - aussi sans commerce Est
l seul manifeste minque; pas compris par trav.
n'est pas analysé pourquoi.
Dubois : devient marotte - cache incapacité de
mener trav. féd. - fallait pas mettre en veilleuse lutte de classe.
C.E.D. : l'action aurait dû être mieux analysée.
entreprises Ostende: mal posé - pas analyse de la
situation Un.Ch. et Beliard - trop facile de dire
qu'on n'a pas de contacts.

membres : comprend pas chiffres: 229 reste 229
l'année passée : Ostende 77 - 95 (rapport 1953)
pas d'analyse des sections et des forces dont
nous y disposons.

auto-critique - pas d'accord - Gindertaelle ne tient pas
compte de la critique des cdes. Activité de Gindertaelle est critiquable. Pas d'accord que les cdes attendent tout en critiquant. Pas d'aide pratique de G. à Bruges.

"Pas de confiance dans les capacités polit. de Gind."
est juste. Gindertaelle a démontré ne pas être à la hauteur de ses tâches par ex. à Bruges.
pas tout négatif: bon militant

mais cela ne veut pas dire bon S.P.

faiblesse dans le trav. des autres membres.

Forme d'org. : pas d'accord - partisan de mettre fin à
permanent et utiliser subside à propagande -
couper féd. en deux sans permanent.

Deconinck - Faire distinction entre région de Bruges et region Ostende. Il existe dans fédér. une crise d'autorité et de compétence. Le S.P.F. ne sait entraîner les cdes dans le travail, manque de contacts vers l'extérieur. Propose de supprimer le poste permanent et d'aller à une confér. fédér.

Van Hoorick - Le rapport est mauvais, pas de vues justes, pas d'analyses, pas de perspectives, pas d'autocritique. Estime que le S.P.F. n'est pas capable de faire de l'autocritique. Sans doute les autres membres du B.F. portent aussi des responsabilités dans la situation de la fédération, mais le S.P.F. a poursuivi une politique mettant sa personne avant le parti.

Autre défaut du S.P.F. : incapacité d'aider les sections à trouver une orientation.

Il y a bien une crise d'autorité. Il faut changer de S.P.F., pense aussi que le S.P.F. pourrait ne plus être permanent. Pourquoi 2 Bur. Fédér. alors qu'il n'y a qu'une section à Bruges ? Ce qu'il faut c'est faire fonctionner le comité de S. de Bruges à Bruges, direction essentielle: l'usine "La Brugeoise".

Action inondation : le P. a toujours insisté pour maintenir et faire fonctionner le comité des sinistrés. Mais le S.P.F. a attendu que l'on vienne à lui; il a fallu le bousculer pour qu'il aille à ce comité. Or, la crainte de nouvelles inondations donne le moyen de reprendre le travail dans ce secteur.

Dans le scandale du foyer Ostendais, nous avons attiré l'attention du C.F. mais encore une fois, on est resté inactif. Il faut donc trouver une solution à l'appareil de direction fédérale.

Le siège se transportant à Bruges et voir Verburgh pour en faire le S.P.F., mais il se pose un problème financier, aussi pense qu'il faudrait travailler sans permanent.

Van den Boom - Le progrès du trav. dans certaines entrepr. de Bruges est gêné par l'attitude de nos cdes envers le paternalisme. Nos cdes devraient réétudier cette question. L'expérience de la réunion des cheminots fut bonne sans l'exagérer, toutefois, et en tenant compte qu'il n'y avait que des gardes et chefs-gardes. Voir à étendre l'expérience à La Brugeoise et à la F.N. Tenir compte de la diversité des régions dans cette fédér. Ne pense pas qu'il faut supprimer le permanent mais voir, au besoin, à remplacer le S.P.F.

Borremans - Manque d'unité au sein de la fédér. Le cde S.P.F. n'est pas celui qui est le plus formé politiquement. Le travail se fait par commando fédér. La proposition de supprimer le poste permanent n'est pas juste. D'autre part, vous voyez le problème du hareng par le petit côté par manque d'analyse politique de la situation.

Gindertaelle - Autorité insuffisante de ma part.

Faute d'avoir accepté dans atmosphère pareille d'être S.P.F. Les cdes qui avaient voté contre moi avaient déclaré qu'ils m'aideraient quand même. Mais ils m'ont laissé seuls.

Sûr, le cde Verburgh a bien travaillé à Bruges.

J'avais proposé de consacrer 1 jour par semaine à Bruges.

Cela a été rejeté. Il ne peut y avoir d'esprit de concurrence. J'avais demandé à Verburgh un petit rapport avant de faire le rapport pour le B.P.

Depuis l'école centrale, Verburgh s'est consacré à Bruges en négligeant tout le reste. Verburgh édite les tracts sans m'en parler.

J'en étais conscient que j'étais trop faible pour être S.P.F. J'avais demandé de venir à l'école centrale. Van Hoorick m'a lancé à la tête que j'étais trop vieux.

Question Dubois Ostende : Verburgh ne voulait pas venir et m'a laissé seul pour réagir contre l'opinion des cdes. J'ai dû m'occuper des petites questions. Van Hoorick m'a proposé de redevenir bénévole afin de me refaire le crédit des cdes. A Ostende les cdes qui étaient contre moi ne le sont pratiquement plus. J'étais d'accord de devenir bénévole mais pas avant les élections. La confiance se refait. S'il y a un cde meilleur, je lui ferai la place.

Lalmand - manque d'analyse dans rapport, très peu lié aux masses, fédér. à la remorque du spontané. Peu de renseignements sur le fonctionnement du P. dont le S.P.F. n'est pas seul responsable. Il y a une crise, le travail du S.P.F. est insuffisant, manque de compétence politique et d'autorité. Les interventions de Desmet et Verburght ont complété rapport, mais il y a aussi manque ~~d'autorité~~ d'autocritique et ils nous proposent une perspective fausse. Ces deux cdes n'ont pas aidé le S.P.F., ils lui ont créé des difficultés nouvelles. Vous devez voir cela pour pouvoir redresser dans l'avenir. Il ne saurait y avoir direction collective, chacun va son chemin. Ne pas retenir la division en deux de la fédération. Un S.P.F. non permanent ? Ce qu'il faut c'est trouver un cde plus capable que Gindertaelle pour occuper ce poste. Proposition : convoquer une conférence fédér. soit en mars, soit après les élections, y présenter un nouveau rapport collectif avec ce que dit le B.P., une analyse de la situation de la fédér., une autocritique sérieuse et une perspective avec des mesures d'organisation pour la réaliser. Veiller au remplacement de Gindertaelle par un autre camarade permanent.

Van Hoorick - En fait, il n'y a pas de fédér., nous n'avons là-bas que 3 militants politiques et quelques autres dévoués. J'ai voulu orienter le travail vers les entreprises de Bruges pour pouvoir trouver d'autres militants. Pour remplacer Gindertaelle, je ne vois que Verburght qui ne saurait être remplacé à Bruges. La question de réorganisation n'est donc pas si simple.

Lalmand - On nous propose de nous engager dans une voie dangereuse, qui nous engage dans la liquidation du P. La question de l'irremplaçabilité de Verburght à Bruges ne peut arrêter sa désignation comme S.P.F.

Van Hoorick - Nous avons envisagé déjà Verburght comme S.P.F. mais opérant un redressement à Bruges, faisons attention de ne pas brusquer.

Toutes les propositions du cde Lalmand sont admises à l'unanimité sauf celle de maintenir un S.P.F. permanent, qui a été admise par 7 voix pour et 2 abstentions (Van Hoorick et Terive).

5) Travail du cde Hemel

rapport de G. Glineur (voir en annexe).

- Borremans - Pas d'accord avec propositions faites car les cdes de Sol ne sont pas là. Alors discute-t-on aujourd'hui ? Il y a des organisations de masse "permanentes": R.F.P., J.P.B., etc.... D'autres le sont moins telle Solidarité à qui on a déjà trouvé différentes orientations. Que devrait-il rester à Sol ? La lutte contre la répression. Ceci ne nécessite pas un appareil comme celui qui existe. Pense qu'il faudrait ramener "Sol" à un bureau juridique avec au besoin, un seul permanent. Sol aidant à constituer des comités spéciaux non permanents. Ne voit pas une perspective immédiate pour "Sol" de se développer. Nous allons vers une détente internationale, donc pas augmentation importante de la répression. Renover aussi au timbre de soutien à vendre dans le P. Peut-être tenir le journal en modifiant le contenu et parution mensuelle.
- Herssens - D'accord pour mettre Sol en veilleuse mais voir les conditions de cette mise en veilleuse.
- Van Hoorick - Sol est une organisation très squelettique, c'est aussi un refuge pour certains cdes. Le R.F.P. est beaucoup plus important, or plusieurs femmes militent à Sol, qui pourraient être au R.F.P. L'essentiel du journal est diffusé parmi le P. Est pour la mise en veilleuse, pas pour la liquidation. Remplacer le journal par un bulletin ronéotypé. C'est une organisation coûteuse, voir collectes faites antérieurement. Ne prend pas au sérieux les perspectives financières indiquées par Hémel.
- Deconinck - Est d'accord pour mettre en veilleuse et remplacer le journal par un bulletin; ne voit pas la nécessité d'un permanent.
- Van den Boom - D'accord pour mise en veilleuse.
- Burnelle - d'accord aussi.
- Terfve - Voudrais avoir le pourcentage des membres non-communistes de Sol. L'expression "mise en veilleuse" n'est pas juste car c'est ~~limité~~ limiter les objectifs que nous voulons faire. Maintenir un permanent avec un petit bureau. Provoquer une réunion - G. Glineur et cdes de Sol, puis un comité national, puis en discuter dans fédér. Séverin : passant à Liège pour campagne électorale. Stuyts ? Hemel ?

6) Délégations pour Congrès P.C. en démocraties populaires.

Pologne : 2	Terfve
Bulgarie: 2	Herssens

Au besoin secrétariat complètera par un membre du C.C.

W. K.

Rapport sur la situation de la fédération Ostende/Bruges.

Depuis le précédent rapport de décembre 1952 présenté au Bureau Politique du Parti, les événements suivants se sont produits dans la fédération Ostende/Bruges au cours desquels nous avons pu développer une activité plus ou moins grande ou pas du tout:

- 1°) La grève de "la Brugeoise" à Bruges
- 2°) Les inondations du 1er février 1953
- 3°) Les manœuvres NATO à Ostende
- 4°) Les événements à la "Mingue ^{aux} Poissons" à Ostende
- 5°) Le scandale des arriérés de loyers (Foyer Ostendais) à Ostende
- 6°) La lutte contre la C.E.D.

La grève de "La Brugeoise".

Nous pouvons déclarer que l'action menée par le Parti à cette entreprise avant la grève a augmenté la combativité de ces ouvriers sans obtenir, toutefois, des contacts plus larges et meilleurs dans cette entreprise. La grève s'est déclenchée en décembre 1952 et la revendication posée par les ouvriers était: une prime de fin d'année. Au cours de cette grève qui a duré dix semaines, et au cours desquelles les dirigeants syndicaux - tant de la F.O.T.B. que de la C.E.C. - ont mis tout en oeuvre pour faire reprendre le travail par les ouvriers, ces derniers ont ajouté une autre revendication à celle de la prime de fin d'année, notamment: une part dans le bénéfice réalisé par une productivité accrue. Au cours de cette grève, le Parti a développé une certaine activité qui était loin d'être complète et qui fut entravée principalement par les contacts trop peu nombreux dans l'entreprise. Cependant, par la diffusion de manifestes édités par le Parti et par la voie de conversations individuelles avec des grévistes, nous avons essayé d'élargir la grève. A l'entreprise "la fabrique de levure" une résolution fut adoptée et signée par les délégués des ouvriers, qui marquèrent non seulement leur sympathie avec les grévistes, mais se déclarèrent également d'accord avec n'importe quelle autre action que celle du soutien financier si la direction syndicale faisait appel pour cela. Cette résolution fut envoyée à une réunion de grévistes, mais il n'en fut pas donné lecture. Nous l'avons diffusée alors parmi les grévistes sous forme de manifeste. Malgré le fait que les grévistes étaient d'accord

avec la position du Parti expliquée dans nos manifestes, l'influence du Parti était trop minime pour arriver à l'élargissement du conflit. La revendication de 2.000 F. comme prime de fin d'année ne fut pas satisfaite. Les ouvriers furent poussés à la reprise du travail avec une prime de 500 F. et la promesse d'une part dans le bénéfice à la fin de l'année, mais cette promesse était liée à l'augmentation de la productivité. C'est avec un grand mécontentement que les ouvriers ont repris le travail, ils savaient qu'ils étaient trahis.

Après la grève une action fut ~~encore~~ encore menée pour un ouvrier qui, suite à une petite bagarre au cours de la grève, avait été emprisonné. Nous avons dénoncé la justice de classe et nous avons démontré qu'ici on voulait porter atteinte au droit de grève.

Notre appel pour la continuation de l'action jusqu'à la libération de leur compagnon de travail emprisonné fut ~~immédiatement~~ accueilli avec enthousiasme, et ce furent à nouveau les délégués des ouvriers de la "fabrique de levure" qui, dans une résolution, posèrent leur revendication de la libération immédiate de ce combattant.

Par l'action du Parti le syndicat était pris de panique que la lutte reprendrait ~~immédiatement~~ et c'est comme un voleur la nuit que cet ouvrier fut libéré après un compromis entre la direction syndicale et la justice, notamment : on laisse passer le dernier jour pour interjeter appel et la nuit, à 23 heures, cet ouvrier fut libéré.

A la fin de la grève une fête fut organisée un après-midi pour les enfants des grévistes. Cette fête fut organisée par le R.F.P., 33 noms et adresses de femmes présentes furent inscrits pour assurer des contacts à l'avenir, six femmes se déclarèrent d'accord pour se rendre à Bruxelles le 8 mars (Journée Internationale des Femmes). Pas une n'est venue à l'endroit de la concentration.

Après la grève une réunion fut organisée par l'Action Ouvrière. Il y avait 4 ~~personnes~~ personnes présentes dont 2 non-membres du P. Malgré les nombreuses faiblesses dans cette action, nous pouvons dire, toutefois, que celle-ci a contribué à améliorer la situation objective dans cette entreprise pour la continuation du travail du P.

Les inondations du 1er février 1951.

Le travail et l'activité du Parti à Ostende consistaient en ordre

principal à venir en aide immédiatement. Environ 25 membres du P. aidèrent continuellement les premiers 15 jours à apporter du secours. L'aide fut organisée sous la direction de Notre Solidarité et s'étendait sur Ostende - Lombartijde - Bredene - Blankenberghe - Heist.

Par manque de forces, l'aide à Knocke a fait défaut. Après une première aide massive, on essaya de former un comité des sinistrés. Un sinistré continua à collaborer dans le comité. Ce comité était chargé d'établir des dossiers pour le dédommagement. Nous avons commis l'erreur de ne pas faire jouer le rôle principal par des sinistrés communistes au lieu d'entraîner des sinistrés dans le travail.

Deux tracts de la section furent diffusés dans les quartiers sinistrés dénonçant l'attitude scandaleuse du gouvernement et ce que les sinistrés devaient faire : s'organiser.

A maintes reprises, il fut essayé de faire partie du fonds de calamité local, mais en vain. Des réunions de sinistrés eurent lieu et à une de celles-ci les partis politiques furent invités pour être mis au courant de l'aide insuffisante et pour leur demander de faire intervenir leurs mandataires. Nous avons transmis au cde Timmermans un rapport sur cette réunion ainsi que des réclamations, mais aucune voix ne s'est élevée à ce sujet ~~xxxx~~ au Parlement.

Le Comité fédéral a accordé trop peu d'attention à cette situation existante. Toutefois, de cette campagne est née l'organisation "Notre Solidarité", environ 200 membres furent inscrits. Un membre pour le P. et 15 lecteurs du dimanche pour le "Rode Vaan" furent recrutés.

Avec beaucoup de peine le comité des sinistrés restait en vie, mais par manque de résultats tangibles et de direction capable, ce comité n'existe plus.

Les manœuvres Hato.

La section d'Ostende a développé une certaine activité contre ces manœuvres annoncées avec beaucoup de tantes, mais étant donné que de ces manœuvres il y avait seulement beaucoup de marins ivres à voir le soir, notre action n'a pas ^{rencontré} beaucoup d'écho. 500 affiches furent apposées, il fut chaulé à six endroits et une pancarte ~~maximale~~ fut exposée au bureau de pointage.

Douze cdes ont pris part à cette action.

La minque aux poissons à Ostende.

Par la commande de harengs à Ostende de la part de l'Union Soviétique, le prix moyen du hareng est en général plus élevé qu'en 1952. Ces relations commerciales ^{signifient} ~~permettent~~ donc plus de travail salarié pour les pêcheurs s'il ~~n'existant~~ n'existe pas une concurrence mutuelle parmi les armateurs qui est défavorable aux pêcheurs. Prenons par exemple le cas des bateaux allemands qui venaient décharger des harengs à la minque. Immédiatement il y eut de l'opposition et une centaine de pêcheurs se rendirent à Bruxelles pour protester. La section du parti édita un tract concernant cette affaire, mais sa tâche ne fut pas facilitée par l'attitude de R. DUBOIS., qui acheta les 2/3 du hareng importé d'Allemagne. Etant donné que c'est justement lui qui a l'accord commercial avec l'Union Soviétique, il est compréhensible que cela a provoqué un certain remous. Son attitude également en ce qui concerne l'observation de la durée du travail et le paiement des heures supplémentaires, ainsi que la façon arbitraire de laisser de côté les membres du P. et nos sympathisants qui se ^{subi} ~~présentent~~ pour être embauchés, ont causé pas mal de mécontentement et Dubois fut exclu des rangs du Parti par le C.F.

Toutefois, nous pouvons signaler que, suite aux interventions du cde THYUN Aug., qui est délégué syndical, une augmentation de salaire fut arrachée pour les trieurs de poissons, au cours de ces dernières semaines. Le cde De Saet A. mène également une campagne parmi les colporteurs de poissons pour s'unir en un syndicat, il y a déjà 22 adhésions sur les 30. De plus, il essaye de créer une coopérative avec ces gens pour l'achat collectif de poissons. Une attention plus grande et plus sérieuse doit être accordée par le C.F. à cette branche de l'industrie.

Le foyer Ostendais (les loyers)

Cette affaire nous a échappé complètement, à cause de :

Le cde qui était au courant de cette affaire estimait qu'il était nécessaire d'en parler d'abord au cde Huxel de Bruxelles et ~~quand~~ ^{n'ayant pu} celui-ci ~~parvenir~~ ^{parvenir} les renseignements promis, se camara-
de se présente pour savoir où en était la situation. Par après, ces cdes refusèrent toute collaboration en invoquant qu'ils avaient peur

Entretiens, cette affaire était passée aux mains du P.S.C. et, actuellement, aucun arriéré de loyer n'est payé.

La lutte contre la C.E.D.

La Fédération a mené l'action contre la C.E.D. par voie de tracts, affiches etc... dans les sections suivantes : A Bruges aux entreprises, où un pétitionnement fut organisé à la "fabrique de levure" récoltant une cinquantaine de signatures et dont copie fut envoyée aux députés de l'arrondissement. Un referendum eut lieu à la bruggeoise donnant le résultat suivant : sur 1.800 bulletins de vote distribués, les ades en ont reçu : 219 contre ; 6 pour ; 4 non-valables - 126 blancs.

90% de l'équipe de nuit composée de 55 ouvriers se prononcèrent contre la C.E.D. Ce matériel fut distribué également à 5 autres entreprises. Tout ceci eut lieu sous la direction de R. Verburgh. A Ostende, Blankenberghe et Torhout, il fut distribué deux fois un matériel différent par le cde Gindertaelle (au bureau de pointage à Torhout, dans les quartiers de Blankenberghe et aux entreprises à Ostende (V.C.B. et Beliard). A Nieupoort, Westende et Losbhrdszide, ce même matériel fut distribué sous la direction de la cde Jeanne Verstrepen.

Il avait été décidé d'organiser un referendum à l'entreprise Beliard à Ostende. Le cde De Smet A. a écrit deux fois à l'UBBP à Bruxelles pour avoir du matériel, mais celle-ci n'a pas répondu et n'a pas envoyé du matériel. Des referendums ne furent pas organisés dans les quartiers par manque d'aide. Jusqu'ici, 22.000 manifestes furent diffusés dans la fédération.

Le travail à l'entreprise.

Il y a 4 entreprises dans la fédération qui doivent retenir toute notre attention : notamment à Bruges : "la fabrique de levure" où existe une cellule d'entreprise de 9 membres dont 5 sont des délégués syndicaux. Nos ades travaillent surtout dans le domaine syndical et dans le conseil d'entreprise où siègent deux ades. Toutefois, il n'existe pas aux journaux il n'existe pas un journal d'entreprise, mais on vend 30 exemplaires de l'A.O.U. Il y a là des perspectives pour développer la lutte contre le paternalisme qui y règne très fort.

A la Brugeoise-qui comptait précédemment 1.700 ouvriers on occupe actuellement 2.300 (fabrication de trams et de wagons de chemin de fer)-- notre influence s'agrandit, il y a déjà une dizaine de contacts et 4 membres du P. Trois fois déjà ~~il y a eu~~ il y a eu distribution gratuite de l'A.O.U. et ces derniers mois on en vend régulièrement 5. De temps en temps paraît un journal d'entreprise (Le Marteau - précédemment La Brugeoise). La perspective là est de continuer la lutte avec l'A.O.U. contre les concurrences, les accidents et l'empoisonnement de céreuse.

Parai le personnel de la gare de Bruges - contact établi par l'intermédiaire d'un cde communiste d'Ekloo - nous comptons déjà 15 abonnements à l'A.O.U. Le contact avec un des abonnés est déjà établi.

A Ostende nous consacrons notre attention à l'U.C.B. à Sandvoorde où nous n'avons pas réussi à établir de bons contacts. Environ 350 ouvriers - pour la plupart habitant les communes environnantes-travaillant dans cette entreprise. Nous avons aussi Belliard-Orighton où travaillent actuellement environ 600 ouvriers (précédemment 450). Cette augmentation est due à la fabrication de dragueurs de mines en bois et de petits cargos.

Cependant, dans ces deux entreprises le matériel du parti est accueilli favorablement. A la page 5 nous avons déjà parlé en détails sur la Minque aux poissons où travaillent environ 5 membres du parti, les colporteurs de poissons non compris et dont 8 sont membres du parti.

Les organisations de masse.

A Ostende nous avons ~~trois~~ ^{quatre} organisations de masse en état embryonnaire, notamment : le F.I. - Sol et le R.F.P.

L'activité du F.I. dont le responsable est le cde Montagne se borne aujourd'hui au renouvellement des cartes de membre, à la demande de la carte de Résistant. On essaye de faire partie à nouveau de l'Union de la Résistance et il y a un début de campagne contre la C.B.D. Il y a eu là une action contre Serrais qui voulait incorporer le F.I. dans la clique de Denany. Le F.I. comptait ici 90 membres dont 30 sont actuellement en possession de leur nouvelle carte de membre. La direction est composée de 5 membres dont 3 membres du parti.

L'activité de Sol consiste surtout au renouvellement des cartes

de membre, à la vente du journal "La Défense" et au cours du mois de janvier 1954 une première assemblée générale sera convoquée pour faire connaître enfin quels sont exactement les buts poursuivis par cette organisation. En 1953, Sol comptait 200 membres inscrits. Ce chiffre fut atteint à travers l'aide fournie aux sinistrés des inondations.

Actuellement 30 cartes de membre sont renouvelées. La direction est composée de deux membres dont un membre du P., Montagne, et un non-membre du P.

Le R.F.P. tâche de sortir de son petit cercle. D'abord nous avons eu la collaboration du R.F.P. lors des inondations. Après, au cours de la saison, une sortie fait avec les enfants des sinistrés (20) fut organisée et actuellement elles ont pris comme perspective d'aider à l'organisation des pionniers. Pour cela, elles organisent une séance de cinéma à Ostende, qui aura lieu au cours du mois de janvier '54. Elles vendaient mensuellement 30 journaux "Femmes" et actuellement elles en vendent déjà 40. Au cours de leur dernière réunion début décembre, elles ont recruté 5 nouvelles adhésions non-membres du parti.

À Bruges nous avons un embryon de deux groupements, notamment le R.F.P. et le comité du Festival. La première activité du R.F.P. est la diffusion du journal "Femmes", actuellement elles en vendent 23. Le comité du Festival vient d'éditer son premier petit journal et maintenant se propose d'organiser de larges conférences dans le cadre des décisions de la F.M.J.D. Le eds De Coninck est demandé pour parler du Congo (au cours du mois de février 1954). Nous avons la perspective - à travers ce comité du Festival - de voir renaître la J.P.B. à Bruges.

À Ostende encore, nous avons fait nos premiers efforts pour créer l'U.B.D.P. Il y a déjà une trentaine de membres dont la moitié en sont des non-membres du Parti. On se borne provisoirement à tenir quelques réunions limitées. La force nécessaire pour s'élargir fait défaut. Toutefois, une conférence prévue pour fin février est en préparation.

La situation des sections.

Au Congrès fédéral du 26 avril 1953 nous nous étions fixés comme tâche de porter le nombre de nos membres de 229 à 262.

Fin décembre 1953, les chiffres par section étaient comme suit :

Ostende :	perspective de 77 à 85	atteint 90
Bruges :	" " 74 à 80	" 66
Bredene :	" " 9 à 12	" 7
Nieuport:	" " 31 à 35	" 51
Blankenberghe:	" " 17 à 20	" 15
Dixmude :	" " 2 à 5	" 2
Torhout :	" " 7 à 10	" 6
Knocke :	" " 12 à 15	" 12
<hr/>		
"	" 229 à 262	" 229

En ce qui concerne les lecteurs du dimanche, les perspectives étaient comme suit :

Ostende :	perspective de 267 à 310	atteint 259
Bruges :	" " 140 à 180	" 135
Bredene :	" " 67 à 80	" 30
Nieuport :	" " 55 à 75	" 15
Blankenberghe:	" " 30 à 35	" 14
Dixmude :	" " 5 à 10	" 0
Torhout :	" " 20 à 25	" 28
Knocke :	" " 0 à 10	" 0
<hr/>		
"	" 574 à 715	" 481

La liaison avec les sections est assurée par trois cdes ; notamment Verburgh R. pour Bruges; J. Verstrepen pour Dixmude; Gindertaelle pour Ostende, Bredene, Blankenberghe, Torhout, Knocke.

Le recul très grave de la presse dans les sections Blankenberghe, Nieuport et Bredene ~~est~~ est dû au travail saisonnier, maladie et la peur. A part les sections d'Ostende, Bruges et ce dernier temps Nieuport, toutes les autres sections n'ont qu'un seul cde pour faire la perception des timbres de cotisation.

A Knocke p.e. nous rencontrons d'énormes difficultés. Le cde qui assure la liaison ne rentre que tous les mois à son domicile et les 12 membres habitent dans différentes communes : Heist, Duinbergen, West-Kappelle et Knocke.

En ce qui concerne les finances, nous n'avons pas fait de nouvelles dettes. La plupart des sections payent à l'avance leurs timbres de cotisations et le matériel.

Cependant, du fait de nos ressources très limitées, nous avons d'énormes difficultés à rembourser les dettes existantes auxquelles viennent encore s'ajouter des dettes faites dans le passé, c'est à dire : 1.900 B. d'impôts pour la fête de la Paix en 1948 et 630 B. d'impôts pour l'organisation d'un bal du 1er mai en 1948. Le S.P. fédéral se contente du subside de 4.100 B. reçu du Centre. Les autres 735 B. qu'il doit prendre de la caisse pour nous compléter son salaire restent dans la caisse.

Auto-critique.

La raison principale de ces faiblesses. Nous nous sommes limités beaucoup trop à prendre un contact et nous nous sommes basés beaucoup trop sur les promesses faites par les responsables locaux, promesses qui ne furent pas tenues. Nous nous sommes contentés trop facilement de cela sans essayer d'entraîner d'autres cdes dans le travail. Nos contacts étaient trop politiques et il n'y avait pas du tout ou trop peu de contact humain. Le travail des membres du S.P. n'est pas coordonné. Il n'y a pas d'unité au sein du S.P. Il y a trop peu de confiance dans la capacité politique du S.P. fédéral et au lieu de l'aider à remédier à ses faiblesses, les cdes se contentent à émettre des critiques et attendent le moment pour avancer à nouveau leur premier point de vue.

CONCLUSION

Cependant, tout n'est pas resté négatif et un effort sérieux est fait ces derniers mois pour sortir de la routine. Actuellement les manifestes sont distribués régulièrement au bureau de pointage, dans les quartiers et à quelques entreprises à Torhout, Blankenberghe et Ostende. A Nieuport, les cdes reprennent tout doucement confiance. A Bruges, nous nous sommes engagés pour du bon dans la voie des entreprises et il y a quelques points pour élargir la même brèche, grâce au travail du cde Verburgh sur les lieux mêmes, après discussion de la situation avec le S.P. fédéral et l'instructeur national.

Pour améliorer encore le travail futur, nous estimons qu'il serait préférable de modifier l'organisation dans la fédération par la création de deux bureaux fédéraux, à Bruges et à Ostende, coordonnés par un secrétariat. De cette façon, ces deux bureaux pourraient mieux encore mieux connaître la situation objective de leur région et discuter les mesures à prendre pour y réagir.

L'essentiel de notre attention doit être consacré à la région de Bruges, parce que c'est là, dans les entreprises, qu'existent les plus grandes possibilités pour le développement du parti. C'est surtout pour l'A.O.U. que cette activité doit être menée, mais perdre de vue, toutefois, les journaux d'entreprises du parti. De plus, tout doit être mis en oeuvre pour aider au développement des organisations de masse existantes et les meilleures possibilités pour cela existent actuellement, dans le cadre de la lutte contre la C.E.D.

Il existe un formidable courant contre la Wehrmacht allemande dans les deux arrondissements. Sachons tirer profit de cet état d'esprit pour développer l'U.B.D.P.

Toutefois, une de nos plus graves erreurs et une de nos plus grandes lacunes dans notre travail fédéral, c'est le manque d'activité parmi la jeunesse et la non-existence d'une section J.P.B.

Il s'indique de soi-même que les sections doivent accorder une plus grande attention à ce problème, non seulement en le mettant à l'ordre du jour, mais principalement par le contact humain, par les visites à domicile.

À l'avenir, travaillons dans un meilleur état d'esprit de collaboration que par le passé, mettons tout en oeuvre pour mener à bien nos décisions prises.

Le B.P. Fédéral
GINDERTABELE G.

Rapport de G. Glineur.

Un rapport général ayant été présenté il y a quelques mois à peine sur "Solidarité", il n'est pas question de le recommencer aujourd'hui.

Il s'agit pour le B.P. de prendre position sur l'utilité du maintien en activité de "Sol" avec ses formes d'organisation actuels, son appareil, etc..

Des membres du B.P. estiment que le problème doit être examiné. C'est pourquoi il est posé.

Il est évident que pour se prononcer en connaissance de cause, il y a lieu toutefois de rappeler l'essentiel de l'activité de Sol, la situation d'organisation et financière.

Le but de Sol - aider et défendre les victimes de la répression. Garantir aux militants des organisations progressistes et du Parti leur défense devant les tribunaux en cas de poursuite ou d'arrestation résultant de leur activité. Assurer à leur famille un soutien matériel, qui la met à l'abri du besoin enlevant ainsi à ces militants en lutte quotidienne l'inquiétude pour les leurs en cas de répression.

Malgré que la répression ne frappe pas actuellement aussi fort en Belgique qu'en France, aux U.S.A., en Espagne, en Grèce, en Afrique, etc...., il ne fait pas de doute pourtant qu'il faut trouver dans les difficultés que l'on a de mettre certains cdes en activité, l'élément de crainte de la répression. Aussi la non-existence d'une organisation de "Sol" solide n'est pas pour aider à faire disparaître celui-ci.

Il est un fait cependant que "Sol" n'a à s'occuper pour la Belgique que de petits cas de répression touchant des membres du Parti - U.B.D.P. - J.P.B. etc...., qui se limitent à la simple correctionnel. Des amendes réduites - et ce pour des questions de badigeonnages - incidents avec la police; il y a également licenciements pour délit d'opinion (Sabena) - expulsion d'étrangers etc...., et aussi aide et intervention dans les grands procès des catastrophes de Mariemont-Bascoup et le Many.

Sur le plan belge, l'activité de Sol est donc actuellement très réduite. Elle pourrait et prend parfois plus d'envergure sur de grands cas internationaux de répression, par ex. Les Rosenberg, R. Lopez et anti-fascistes arrêtés, les P.P. grecs et leur famille.

Dans certains cas Sol mène comme tel et directement elle-même l'action, dans d'autres Sol essaye d'épauler efficacement les org. de masse intéressées.

On met tout en oeuvre pour promouvoir la création de comités spéciaux : Rosenberg - Lopez - aide aux Grecs.

Organisation

Pour mener ces activités, Sol ne dispose que d'organisations de base très faibles aux effectifs squelettique et de très peu de militants.

Au 15.1.54, le nombre de cartes de membre rentré est de 1.786
l'objectif étant de . . . 7.000 membr.

Il existe 48 sections et embryons de section, qui se répartissent comme suit :

<u>Flandre</u>	<u>Wallonie</u>	<u>Brabant</u>
Rég. Anvers - 9	Liège 10	10
Gand - 4	Huy 1	
Courtrai 5	Verviers 1	
Ostende 1	Charleroi 4	
Louvain 1	Tournai 2	
Saventem 1		

Organisme de direction.

Comité National - (délégué des régions) - 3 mois
Bureau National (3 semaines) - secrétariat - (15 jours).

Il existe également une commission juridique (6 avocats)
(secrétaire Collinet).

Le travail de la commission : répartir les cas, les suivre, établir une jurisprudence classée, rédiger certaines brochures comme "quels sont vos droits".

Presse

Un mensuel d'expression française "La Défense" et d'expression flamande (6.500 ex.) sont régulièrement en déficit d'environ 2.000 Fr.-compte le courrier en partie en réduisant la ristourne à 0,25 Fr. au lieu de 0,50 Fr.

Le contenu est défectueux et est à améliorer par la concrétisation des cas de répression et d'aide à apporter~~xxxx~~ ou apportée par Sol.

Remarque : La collaboration entre le B. Ex. de Sol et le cde de rédaction qui a laissé à désirer pendant un certain temps s'est améliorée semble-t-il après une réunion d'examen ent. que j'ai tenue avec les cdes membres du P. de ces organismes.

Finances

En caisse environ 300.000 Fr.

Budget mensuel ordinaire laisse un déficit de 32.000 Fr. environ.
Le gros morceau du déficit est le salaire des permanents (nombre de permanents - 3).

Toutefois, il faut tenir compte que nos cdes en établissant leur budget n'ont fait entrer en ligne de compte que des recettes fermes - cartes de membre 1.000 et subsides des adm. comm. 2.000.

Ils n'ont pas aligné les recettes mensuelles prévues et non fermes

1) Soutien - fêtes etc.	prévision	15.000
timbres de soutien	"	3.750
Timbres du Parti (100.000)		
5 fr.		8.000
		<hr/>
		26.750
changement de local		2.500
		<hr/>
		29.250

Il y a du reste des réalisations dans ce domaine.

de décembre au 15 janvier : 5.000 Fr. de soutien rentrés
2.000 Fr. timbres de sout.

En ce qui concerne la nécessité de Sol, je suis d'avis que malgré les difficultés "Sol" doit continuer à exister, qu'il y a lieu en outre d'aider à son développement et non prévoir sa mise en veilleuse.

La reconquête de l'indépendance du pays, la défense de nos libertés, la défense et l'action pour le droit au travail, de meilleures conditions de vie, signifient l'extension des luttes ouvrières. C'est dans cette voie que nous nous orientons. Cela signifie aussi qu'il faut prévoir la mise en vigueur de mesures répressives. Il serait donc erroné de démobiliser une organisation ayant dans ses attributions essentielles de défendre et d'aider les victimes de la répression.

Je propose donc que le parti réalise les engagements financier pris vis-à-vis de Sol - 1 timbre de Sol, que soit maintenu le nombre de permanents existant actuellement.

Revoir la situations dans ce mois, ~~xxxxxxx~~ à l'occasion du **rapport** général normal.

Toutefois, si le B.P. estime devoir changer la structure de Sol, il y aurait lieu de déterminer nettement son rôle en tenant compte des forces réduites).

Quelques mots au sujet de Hémel - Hémel est un garçon courageux qui semble se donner entièrement à son travail.

Toutefois, en raison du fait qu'il est doté d'un caractère tout à fait spécial, très peu expansif; très renfermé au contraire - il n'est pas facilement abordable. En outre, il est très confus. Ce cde ne convient pas comme dirigeant national d'une org. de masse. Il serait bon peut-être de prévoir pour ce cde une autre tâche plus appropriée à ses qualités, mais alors se poserait la question d'un remplaçant.

DECISIONS

- 1) Cas Debie, Anvers : attendre les conclusions de la C.C.P. de jeudi prochain.
- 2) Fédération d'Ostende : convoquer une conférence fédérale soit avant fin février ou après les élections. Y présenter un rapport collectif préalablement soumis au Secrét. Nat. Remplacement de Gindertaele par un autre permanent.
- 3) Solidar. : réunion G. Glineur avec nos cdes de Sol pour discussion sur nouvel objectif limité de l'organisat. et sur les mesures d'appliation.
- 4) Le cde Séverin passe à la fédér. de Liège comme permanent pour durée des élections .
- 5) Congrès des P.C. en Démocraties Populaires : délégués du P.C.B.
Pologne : Terfve
Bulgarie : Herrens
Au besoin le Secrét. complètera par un membre du C.C.
- 6) B.P. décide de présenter J. Fonteyne candidat député en Thudinée.

De Coninck au secrétariat

Note sur le rapport de Gindertaelle

Je tiens à mettre le secrétariat au courant que le rapport Gindertaelle ne correspond nullement aux indications que je lui avais données.

- 1° en ce qui concerne le contenu
- 2° la construction du rapport.

Il manque tout à fait; ne fut-ce qu'une description de la situation objective.

Raisons ? Le cde Gindertaelle n'est pas au courant de cette situation et ne fait pas d'efforts pour se tenir au courant. Il n'a pas de contact hors du Parti.

Il manque une analyse sérieuse de l'activité du Parti. Il ne mesure pas les événements et l'activité du Parti à sa juste valeur. L'activité la plus importante au cours de l'année (à Ostende) fut l'activité pour les sinistres des inondations. Il n'en a pas beaucoup à dire.

A l'affaire Dubois il ne consacre pas seulement une partie de son rapport mais il le fait aussi à Ostende. A chaque occasion il sort Dubois et encore Dubois comme si le cas Dubois serait la cause de tous les maux à Ostende.

Au travail fait à Bruges il a très peu à dire alors que c'est à Bruges qu'un progrès réel a été effectué et à l'usine Brugeoise et parmi les cheminots.

Déjà dans des précédents rapports il avait été dit que le secteur le plus important dans la fédération était Bruges, juste à cause qu'il y a là une série d'usines importantes, mais le cde Gindertaelle ne peut pas écrire ce qui se passe à Bruges parce que ici aussi, il n'est pas au courant des événements et de l'activité du Parti.

Depuis ces derniers temps le cde Gindertaelle s'est révélé comme incompetent pour assurer la tâche de S.P. - Notez qu'à Bruges il ne donne pas de direction dans le travail.

Son rapport a été fort critiqué par le cde Verburgh et moi-même au dernier B.F.. (Déjà avant je lui avais déjà critiqué lorsqu'il me présentait son plan de rapport).

Ce rapport donc est un rapport personnel n'ayant pas tenu compte des observations faites.

Le 21.1.1954.

Willy
RAPPORT SUR LA FEDERATION DE LA
--- FLANDRE ORIENTALE. ---

=====

par A. DE CONINCK.

Bref aperçu de l'évolution de la situation.

Depuis des mois la situation est caractérisée par un calme relatif. Cela ne signifie pas que la classe ouvrière ou les petits commerçants et même les petits industriels sont contents de leur situation. La politique Atlantique du gouvernement frappe toujours durement l'activité économique de la province.

Si au cours du deuxième semestre de l'année précédente on signalait une certaine reprise dans l'industrie textile, cela n'a été que de très courte durée. Les grandes usines textiles ont partiellement rééquipé leur usine et licencié un nombre assez important du personnel. La campagne de productivité, soutenue par les syndicats, l'accélération des cadences n'ont pas non plus manqué d'avoir des effets. Actuellement, on signale une recrudescence du chômage dans le textile.

Dans les usines encore au travail le patronat exploite la misère grandissante pour faire pression sur les salaires. Cela se manifeste surtout dans la région gantoise avec les femmes. Des camarades femmes nous signalent que les cas sont fréquents où les patrons offrent un salaire légèrement au dessus de ce qu'il y a touché à la Caisse de chômage. Les Syndicats font comme si rien ne se passait.

Dans la métallurgie à Gand la situation s'est développée de la façon suivante :

Carels : a eu des commandes assez importantes de la part de la S.N.C.F. pour l'électrification des lignes de Chemin de fer et la construction de moteurs Diesel, également pour la S.N.C.F. Pourtant quelques 150 ouvriers ont été licenciés les trois derniers mois, ceci suite au remplacement de vieilles machines par des nouvelles de plus grande capacité. Cela s'est passé surtout dans l'atelier de moulage (les moules se font maintenant mécaniquement) et dans l'atelier de tournage.

Chez Vinckier, on travaille pour le moment à plein rendement pour une commande de l'usine Philips. Combien de temps cela durera-t-il, nous ne le savons pas.

A la "Puntfabriek" on fabrique et travaille encore régulièrement et probablement pour l'armée (fils de fer barbelé).

Quant au reste de l'industrie dans la province, elle reste dominée par le chômage. Il y a une exception pour l'usine Fabelta d'Alost, qui travaille à une commande de l'Union Soviétique et, certaines usines de produits chimiques, tel que le "bleu d'outre mer" qui exporte vers l'Amérique du Sud.

En ce qui concerne les luttes ouvrières, il n'y a pas eu de grandes conflits. Une série de petites luttes se sont bien

produites dans des usines ou même ateliers, pour les salaires, primes, etc.. Le mécontentement parmi la classe ouvrière est général, surtout en rapport avec les cadences de travail toujours accélérées. Elle constate en même temps que leur situation matérielle ne s'est pas améliorée malgré les promesses faites par les dirigeants des syndicats dans leur campagne en faveur de la productivité. C'est ce que nous avons d'ailleurs aussi pris comme argument dans notre propagande, en dénonçant en même temps les causes. En ce qui concerne les actions, bien que la volonté de combat existe les dirigeants syndicaux parviennent encore à freiner les actions. Les ouvriers s'en rendent compte. Partout on entend le raisonnement "Si les dirigeants syndicaux voulaient, tout cela changerait !" Il n'est pas étonnant alors d'entendre dire un peu partout que les dirigeants syndicaux sont à la solde des patrons. Mais ce raisonnement en soit ne changera rien. Il dépend de nous de créer les moyens par lesquels les ouvriers prennent conscience que "cela dépend d'eux mêmes" de leur unité et de leur combattivité. C'est aussi pour cela que nous avons fait dans la fédération, un effort sérieux pour mieux nous lier aux masses, pour pénétrer dans les entreprises, en nous servant davantage des possibilités que nous offre pour cela l' A.O.U.

Parmi les chômeurs, il y a eu le dernier trimestre un certain mouvement contre la loi Van den Daele, qui est à l'heure actuelle à nouveau endigué. Les dirigeants socialistes se sont servis pour cela de l'argument que "tout allait être revu après le renversement du gouvernement P.S.C.", après les élections. Tel fut le thème de propagande des socialistes dans la région. Nous, de notre côté, avons mené une propagande pour des actions immédiates, nous avons formé des délégations (trop peu), organisé des pétitions, poussé à des réunions de chômeurs où nous avons pris la parole, mais cela n'a pas abouti à des actions de masse. Seul, à Eeclo nous avons réussi à faire continuer un mouvement, mais qui est toujours limité. Nous essayons maintenant en profitant des expériences d'Eeclo à faire revivre le mouvement.

Un autre fait d'importance pour l'orientation de notre activité est le nombre croissant de mineurs. Nous ne possédons pas de statistiques. Mais ce phénomène nous est signalé de différents côtés. A Ninove, Alost, Gand, Deinze, le nombre d'ouvriers mineurs qui partent en train vers la Wallonie augmente toujours. Même à Renaix et Nederbrakel où le nombre de mineurs avait diminué, il y a de nouveau augmentation de ce nombre. Cela est certainement dû au grand chômage, aux exclusions et aux menaces d'exclusions. Notre attention devra donc être fixée sur ce phénomène et nous devons prendre des mesures pour développer notre activité parmi les mineurs flamands. Le développement du S.U. parmi les mineurs flamands nous semble possible et un moyen efficace pour renforcer l'influence du Parti parmi les mineurs et dans plusieurs communes. A ce propos un examen des possibilités et des moyens à mettre en oeuvre s'impose entre les camarades du S.U. et le secrétariat fédéral.

Citons encore que les problèmes du commerce Est-Ouest ont regagné du terrain dans les esprits. Cela se manifeste le plus nettement parmi les petits industriels. Il ne se passe presque pas une semaine sans que l'un ou l'autre camarade responsable soit accroché par l'un ou l'autre petit industriel du textile.

Enfin parmi les petits commerçants, dans la classe moyenne, le mécontentement est général.

Au cours du mois d'octobre, une manifestation de petits commerçants de Gand, contre les impôts s'est tenue à Gand. A cette occasion, nous avons distribués près d'un millier de brochures " Pour sortir de l'impasse".

Les milieux portuaires de Gand ont mené une campagne de propagande autour du problème de la nouvelle écluse de Terneuzen, en présentant cette question comme si la solution de la crise à Gand et dans la province dépendait de la nouvelle écluse.

Nous avons pris position dans ce problème. Nous nous sommes prononcés pour une nouvelle écluse tout en liant le coup de tels travaux aux dépenses militaires.

Environ 1.000 journaux locaux ont été distribués chez les petits commerçants de Gand.

Activité du Parti.

En ce qui concerne la lutte contre la C.E.D., des référendums ont été organisés chez Carels, Bartsoen, Buyne et à la commune de Nieuwerkerke. A part les référendums, il fut organisé une campagne de meetings (une cinquantaine), nos journaux locaux ont été placés sous le signe de la lutte contre la C.E.D.. Les locaux portaient des panneaux de propagande. Mais des résultats palpables tels que contacts avec des groupements patriotiques n'ont pas été général. A Eclo, le contact fut réalisé avec le président de l'Union de la résistance qui se déclara d'accord avec la lutte contre la C.E.D.. A Lokeren, nos camarades ont pu organiser un contact avec le groupement des anciens combattants bien que ceux-ci n'étaient pas encore prêt à entamer une action à l'échelle locale. Ils ont rédigé une résolution qui fut envoyée à leur direction nationale.

La manifestation de Dixmude a été une occasion de discussions sur ce sujet. A Alost nous avons tenté de faire revivre le F.I. sans grand résultat. Le seul résultat f une délégation du F.I. alla auprès des députés - une petite délégation de Carels est allée rendre visite aux députés de Gand.

A Gand les P.A. refusaient toute action et ils invoquaient pour cela une affaire de cotisations non réglées avec la direction F.I.

Les raisons fondamentales du peu de résultat dans ce domaine fut bien notre manque de liaisons avec ces milieux patriotiques et les masses en général (surtout à Gand).

Il nous paraissait une nécessité absolue que pour améliorer l'ensemble de notre travail, il fallait porter l'essentiel de l'effort sur le textile et plus particulièrement

dans la région gantoise sans toutefois négliger complètement les autres régions. Nous avons aussi cru que le moyen le plus efficace pour pénétrer sérieusement c'était l' A.O.U. et cela s'est vérifié comme juste.

Qu'avons-nous atteint comme résultat ?

Après Lokeren, où à l'usine Bergendries nous sommes arrivés à établir quelques contacts à l'intérieur après la distribution d'un tract au nom "des ouvriers mécontents de l'usine", nous avons organisé à Ecle une réunion A.O.U. ; cette réunion (avec 7 présents dont 4 non-communistes) nous donnait, et des renseignements sur ce qui se passe dans les usines, et des contacts dans trois usines textile :

- 1) Goethals - Goethals ;
- 2) Peignage d'Ecle ;
- 3) Putte - Backs.

Les ouvriers présents étaient d'accord de se réunir régulièrement, d'échanger des informations, d'ouvrir des discussions dans les usines, de faire un travail de syndicalistes progressistes.

A Gand, nous avons pu étendre nos contacts vers les usines textile suivantes : Dierman - La Lys (la grande et la petite usine) - l'Union cotonnière - L'Avenir - La Gantoise - Grasfabriek.

Comment ces contacts ont-ils été établis et que représentant-ils ?

Ces contacts ont été établis par la voie des cellules locales et par le bureau de pointage. Deux de ces usines sont travaillées par la cellule du 8ème quartier (Dierman), et la cellule du 6e quartier (Les Deux Lys). L'Avenir, contact par des femmes de la section de Deinze. Les autres contacts sont encore directement tenus par la fédération, bien que nous orientons le travail de ces usines vers les cellules locales. Notons encore que la cellule du 7e quartier s'occupe de l'usine Bartsoen-Baysse. Quand nous parlons que les cellules "s'occupent" de telle ou telle usine, nous devons encore voir que cela se fait à des degrés différents.

Pour ce qui est de la cellule du 8ème quartier, celle-ci diffuse un journal à l'usine, tient certains contacts, le comité de cellule discute régulièrement de ce qui se passe à l'usine et nous en informe. Elle s'est ~~formée~~ fixée comme objectif d'y organiser une cellule du Parti.

La cellule du 6ème quartier par exemple se contente encore d'y diffuser le matériel de propagande bien qu'elle essaye déjà d'étendre les contacts à l'intérieur, d'avoir des échos sur notre matériel, etc....

A Renaix, nous avons eu de longues discussions avec nos camarades qui refusaient tout travail aux usines, invoquant le grand léchômage et le fait que les ouvriers du textile sont touchés par nous au local de pointage. Ils sont arrivés à reconnaître que malgré le chômage un travail peut et doit être fait dans les usines. Ils sont actuellement au stade de prise de contact pour se mettre au courant des revendications posées par les ouvriers.

A Alost, aussi un travail régulier de propagande est fait

par la section à l'usine Boss-Geerinkx. Mais le personnel de cette usine a été fortement réduit. A Fabelta, nous distribuons également un journal du Parti. Ici nous avons un exemple concret de ce que l'extension du commerce Est-Ouest peut donner. Fabelta travaillant pour un pays de l'Est (il paraît l'Union Soviétique) a engagé du personnel tandis que les autres usines réduisent leur personnel. Nous pourrions facilement étendre ce thème de propagande parmi les chômeurs.

Enfin, en ce qui concerne le textile, nous avons pu établir quelques contacts avec des délégués d'usines. A Gand, Eeclo, Alost. Nous commençons à faire avec eux un travail organisé et dans les entreprises, et syndicats. C'est pour cela que nous avons projeté un journal A.O.U. pour le textile. La diffusion de ce journal sera assurée par nos camarades (du dehors) là où cela ne peut se faire autrement ; mais chez Dierman, l'Avenir, etc..., nous avons l'accord de délégués pour donner un coup de main.

Mais à ce travail de pénétration dans les usines textiles se lie étroitement le travail parmi les femmes (surtout pour la région gantoise). En effet, dans les usines cotonnières et les filatures (qui prédominent à Gand) le nombre de femmes dans les usines est majoritaire. Ainsi, par exemple, aux usines " La Lys ", où la grande majorité du personnel est composé de femmes, nos camarades de la cellule locale (6ème quartier) ont orienté leur travail dans cette direction. Actuellement, ils préparent une fête pour les ouvrières du textile. Nous espérons avec de telles méthodes (où l'on ne mettra pas l'accent sur la politique, ni même sur le revendicatif) pénétrer ainsi plus facilement dans ces entreprises et donner en même temps une bonne base prolétarienne au R.F.P. Nos camarades de St. Amands-berg eux aussi, de leur côté, travaillent déjà dans ce sens. Dans les deux endroits cités, nos camarades femmes ont commencé la préparation de telles fêtes par des petites réunions de cuisine. Nous espérons ainsi ~~mieux~~ amener quelques femmes en plus à la célébration de la journée internationale des femmes à Alost.

En ce qui concerne le travail parmi les femmes, celui-ci n'est pas bien entendu limité à l'aspect cité plus haut. Nos camarades femmes ont organisé dans la plupart des sections des fêtes de St. Nicolas et Noël et nous les avons orienté à déployer ces activités sur la base de quartiers ou cellules. Ainsi cela a été fait à Alost, à Gand et Eeclo. Les résultats furent bien meilleurs que quand cela fut fait soit, sur la base de toute la commune, soit régionalement. Elles ont pu atteindre plus de monde, et l'activité fut mieux liée à la masse.

Parmi les chômeurs, il y avait un certain mouvement à constater au cours du mois d'octobre, le contenu réel des décrets Van den Daele étant devenu plus clair. Nous avions à ce moment lancé un tract aux chômeurs émanant de l'A.O.U. espérant ainsi pouvoir rassembler plus de gens de diverses opinions autour de la lutte contre les arrêtés Van den Daele.

Dans ^{les} arrondissements Gand - Eeclo et St. Nicolas, la F.G.T.B. lança lui aussi un tract dans lequel les plus vives protestations

furent élevées mais, où aussi, comme seul objectif précis, fut dit "qu'après les élections qui se seraient sans aucun doute une défaite pour le P.S.C., les problèmes pourraient alors être revus sérieusement." En même temps la F.G.T.B. commença à organiser des réunions de chômeurs ou un même langage fut tenu (un mélange de radicalisme et de capitulation). De tels réunions eurent lieu à Eeclo, St. Nicolas et Lokeren, et ils s'arrêtèrent à ces trois. Très probablement n'a-t-on pas continué ces réunions car dans ces trois localités, nos camarades prirent la parole et dans un langage correct, ils proposaient des actions concrètes et immédiates (telle que manifestation des chômeurs).

La réponse des dirigeants F.G.T.B. fut une attaque anti-communiste de caractère hystérique. Heureusement nos camarades ont su se maîtriser leurs nerfs et sont restés calmes tandis que la grande masse des chômeurs ont hués les dirigeants F.G.T.B. à la fin de la réunion.

Ce fut d'ailleurs significatif pour St. Nicolas, par exemple, où les deux communistes les plus connus, comme Maes et Lamotte, furent applaudis par les 600 chômeurs présents.

Donc, comme j'ai dit, ces réunions n'ont plus continué. Nous avons essayé d'arriver à d'autres réunions à Gand, Alost, etc... en organisant des pétitions et des délégations, mais sans résultat.

Seul à Eeclo, nos camarades ont par après réussi à organiser un comité de chômeurs. Nos camarades d'Eeclo ont organisé une pétition dans laquelle fut demandée une nouvelle réunion (vu que les premières exclusions avaient commencé dans cette commune).

Les syndicats n'ont pas répondu à la demande et l'initiative fut prise par nos camarades d'organiser eux-mêmes une réunion de chômeurs. L'appel fut lancé au nom du "comité provisoire de chômeurs". Une cinquantaine de chômeurs (sur 800 environs) ont répondu. Il fut ce soir là, constitué un comité avec d'autres éléments non-communistes.

Ce comité continue son action et se réunira bientôt pour établir un programme de revendications et d'activités. Il me paraît toutefois que nous devons étendre ce mouvement vers d'autres communes pour que le comité d'Eeclo ne s'éteigne pas.

En ce qui concerne l'activité du R.F.P. parmi les femmes chômeuses, on sait qu'un tract a été lancé, que des pétitions ont été organisées et même des délégations. Cela est de nouveau au point mort. Une des raisons est sans doute l'appui insuffisant du Parti, toutefois je ne crois pas que c'est la seule raison. Je crois qu'en s'appuyant seulement sur les bureaux de pointage l'on a limité les possibilités.

Nous constatons d'ailleurs qu'en général les femmes restent moins longtemps dans les bureaux ou dans les environs des bureaux de pointage. Elles veulent le plus vite possible retourner chez elles, où elles ont leur ménage.

Je crois que, tout en voyant dans le bureau de pointage un point de départ essentiel pour une activité, il faut préparer et lier une telle activité dans les quartiers.

Les femmes peuvent être touchées dans les quartiers, l'atmosphère peut y être préparée et cela peut alors, à mon avis, faciliter le travail aux bureaux de pointage. De l'autre côté une action

ayant son point de départ aux bureaux de pointage peut et doit trouver son prolongement dans les quartiers. Pour autant que j'ai pu suivre l'activité du R.F.P. durant ces jours parmi les chomeuses, on s'est trop et exclusivement reposé sur les bureaux de pointage.

Il y a encore la métallurgie à Gand. Il y a pour le moment un grand chômage dans la métallurgie à Gand, comme je l'ai d'ailleurs signalé. Mais il y a un grand mécontentement sur une question de caractère général, à savoir "les cadences" et d'autres de caractère divers.

" Carels " est en train de devenir l'usine pilote. Une commission pour la productivité y est d'ailleurs au travail. Nous avons déjà alerté à diverses reprises les travailleurs sur ce danger. Nos camarades nous signalent que nos écrits sont bien accueillis et approuvés mais que "nous ne sommes pas suivis".

Mais pourquoi pas suivis, quelle est la situation ? D'abord nous y avons une cellule assez faible; mais même l'activité qui y est faite ne trouve pas de suite dans une activité syndicale quelconque. Nos camarades s'imaginent toujours que les ouvriers doivent se mettre en marche derrière le parti comme tel.

Nous essayons de changer cet état d'esprit, et par un travail de discussions, et par des mesures pratiques. Ainsi nous avons commencé à réunir nos camarades de la métallurgie pour arriver là aussi à un travail A.O.U. en essayant de grouper les syndicalistes progressifs autour de revendications formulées par les ouvriers.

D'autre part nous essayons de faire réagir les cellules ou sections sur les événements qui s'y passe. Nous avons réussi pour la première fois à ce que la section de Gentbrugge réagisse avec un tract à la "Puntfabriek" (située sur son territoire) à l'occasion d'un accident mortel. Nous avons aussi commencé un travail de dépistage de nos camarades et sympathisants dans les usines métallurgiques. Ainsi nous avons découvert des membres U.B.D.P. à l'usine "Optique". Nous essayons aussi pour le moment de reprendre un travail organisé à l'Arsenal.

Dans le travail parmi les dockers à Gand nous avons obtenus ces derniers temps un résultat positif. Depuis les deux dernières années l'on avait perdu toute position aux docks. Au cours de l'année écoulée, une cellule du 8ème quartier est allée vendre tous les samedis le R.V. Ainsi nous avons pu reprendre lentement contacts. Au mois de septembre nous étions mis au courant que le patronat, en accord avec les syndicats, préparait un coup contre les dockers, en supprimant une série de livre B (livres bleus à Anvers) donc ceux qui ne bénéficient pas de la sécurité d'existence. Nous avons appris cela de source discrète mais sûre. Nous avons dénoncé ce coup. Nos tracts furent discutés. La vente de la R.V. augmentait légèrement.

Enfin ~~à~~^{au} nouvel an, l'affaire s'est passée.
 Résultat : ces jours, deux dockers se présentent à la fédération (des non-communistes). Ils demandent notre appui ; nous le leur promettons, tout en leur conseillant d'organiser un comité. Il y a quelques jours, nous avons été invité à une réunion où trente dockers étaient présents (ces trente dockers avaient entre temps entamé entre temps un procès contre le comité national du port). Nous leur avons promis, à leur demande, assistance juridique. Malheureusement, ces dockers ne voient que le procès entamé comme seule possibilité d'action. Nous de notre côté, tout en voyant cela d'un oeil réaliste, nous n'y voyons pas d'issue. La seule possibilité réelle pour obtenir leur réembauchage serait la solidarité active de l'autre catégorie de dockers (les livres A). Cela n'existe pas pour le moment. Et il faut d'ailleurs tenir compte que la conjoncture actuelle au port n'est pas de ce genre, à favoriser l'esprit de solidarité.

En tout cas nous n'abandonnons pas ces ouvriers et nous essayerons de les entraîner dans d'autres activités qu'un procès. En tout cas le fait en soi démontre que nous avons regagné une certaine influence au port de Gand.

Un autre secteur où nous avons commencé le travail, est celui des Services Publics. Certes, ce travail ne se fait pas encore en tant que parti, nous essayons de prendre pied dans ce secteur sur la base d'un travail syndical. Il est clair naturellement qu'à travers ce travail, notre Parti se manifeste quand même, ne fut-ce qu'en la personne de nos camarades.

Ce travail est commencé à Alost, Gand, Termonde, Lokeren, St. Nicolas, Eeclo. Ce travail se fait dans les organismes parastataux à Gand et de la région de Termonde, parmi les postiers à Gand et maintenant à Alost, dans les services communaux à Gand (usine à Gaz plus particulièrement).

Enfin un travail pourra bientôt se développer parmi les cheminots. Le "Comité pour l'unité et l'action" formé à la gare de Bruges a pu déjà développer ces contacts dans les gares importantes de la Flandre Orientale. Le dit comité y diffuse son journal et s'est fixé comme but d'organiser dans toutes les gares importantes, un même comité pour "l'unité et l'action". Je ne voudrais pas anticiper sur les faits, mais ici s'ouvrent des perspectives et nous pouvons compter sur un développement sérieux de notre travail parmi les cheminots dans toute la Flandre.

Enfin, dernier secteur, l'industrie chimique.
 A l'usine Bleu d'Outre-mer, nous avons actuellement pu grouper quatre camarades. Ils ne sont pas encore constitué en cellule. Ces derniers temps, ce contact a été ~~un~~^{un} peu relâché. Un de nos camarades y a été élu délégué principal et est devenu oudeviendra membre du comité régional du bâtiment de la F.G.T.B.

En ce qui concerne le travail communal, nous avons connu une bonne action de masse à Ninove autour d'une question du coût de l'eau potable. Nos camarades ont réussi à faire rejeter momentanément cette augmentation par la majorité du conseil communal. Mais d'autre part la même augmentation fut acceptée à Grammont. La responsabilité incombe toutefois en grande partie à la direction fédérale qui à ce moment n'avait pas encore organisé sa commission pour le travail communal. Les camarades travaillaient donc dans ce domaine d'après leurs propres idées.

A Alost, l'activité de nos conseillers a été, les derniers temps, assez intense et assez bien suivie et soutenue par la section locale. Nos camarades sont d'ailleurs unanimes pour en reconnaître les résultats et plus particulièrement une meilleure liaison avec les masses.

A Lokeren, nos camarades ont mené dans plusieurs quartiers de la ville, une pétition contre 5 millions de taxes supplémentaires votés par la majorité P.S.C. du conseil communal.

A Baasrode et Buggenhout, nos camarades ont mené une action, ensemble avec les socialistes, au sujet de l'indemnisation des victimes des inondations de février 1953, et en même temps réclamer des travaux de protection des digues, tout en dénonçant les dépenses militaires.

A nieuwerkerken, une action fut menée contre le refus du ministre de l'intérieur de nommer le bourgmestre désigné par la majorité (com. - soc. lib.) Nous nous sommes heurté au début à une résistance de la part des socialistes pour qu'ils prennent la parole ensemble avec nous. Après ils ont cédé, et ils ont fait le meeting avec nous. Sans doute qu'ils ne voulaient pas laisser le monopole de cette action aux communistes seuls.

La même question se pose à Grammont. Là, le ministre de l'intérieur a clairement déclaré qu'il refusait de nommer un bourgmestre d'une coalition avec les communistes.

En ce qui concerne le travail local, il y a une nette amélioration à Gand, surtout dans le sens que les activités émanent de plus en plus des cellules. Ainsi la cellule Moulesbode (8e quartier) s'occupe du travail aux docks. Une autre cellule s'occupe de l'usine Dierman. Les cellules organisent en même temps des activités des organisations de masse, telle que R.F.P., A.B.S., Sol.

A Gand, dans le 1er quartier, la cellule a mené une action autour d'un problème d'habitat de ce quartier. Ils sont arrivés à constituer un comité avec des socialistes. Des délégations furent organisées auprès des autorités de la ville. Bien que cette question ne se trouve plus à l'avant plan à l'heure actuelle, elle n'est pas perdue de vue.

Au 9ème quartier, activité sur une question d'eau potable. Au 8ème quartier activité autour d'une question de loyer.

En ce qui concerne les organisations de masse, nous avons fait un effort d'éclaircissement quant à l'utilisation des organisations de masse. Mais en orientant l'activité du Parti vers les cellules, nous ~~avons~~ nous sommes heurtés à un handicap, à savoir que les organisations de masse ne sont pas organisées sur la base de nos cellules mais presque toutes régionalement et se basant sur un petit commando régional. Nous avons même rencontré des difficultés chez les responsables, pour les convaincre d'organiser leurs activités sur une échelle plus petite, afin que nos cellules puissent appuyer. Cette question se pose naturellement ainsi surtout à Gand.

Néanmoins des progrès ont été réalisés dans ce sens.

Ainsi en ce qui concerne le R.F.P., ses activités se sont déroulées au 8ème quartier, au 6ème quartier. Un groupe s'est constitué à Eeclo et maintenant un à St.Amandsberg. A Alost, les activités à l'occasion de la fête de Noël se sont déroulées à l'échelle de la cellule, plusieurs fêtes de Noël se sont déroulées.

En ce qui concerne les A.B.S., nous avons commencé ici aussi à organiser dans les cellules des séances cinématographiques et la vente du journal A.B.S.

Signalons ici encore que la confédération des pensionnés fut remise sur pied à Gand. A une première réunion assistaient 50 personnes et un comité fut élu.

Avec les Pionniers, on était arrivé fin 1953 au chiffre de 165, ce sont les gosses qui assistent régulièrement aux activités. Pour l'ensemble on peut dire que le progrès est surtout réalisé dans le domaine de la stabilité des groupes. Le rayonnement est aussi plus grand que le nombre de membres. Ainsi, le nombre de gosses qui assistent aux fêtes des pionniers est toujours de loin supérieur au nombre de membres Pionniers.

Exemples : A Alost, il y a 25 membres pionniers. Trois fêtes organisées dans trois quartiers donnaient comme résultats de présences d'enfants :

a) 40 - b) 140 - c) 50.

A Grammont, sur 43 Pionniers, 160 enfants présents à la fête des Pionniers.

A Gand, où les groupes Pionniers se sont organisés aussi sur la base de cellules du parti, une fête Pionniers au 8ème quartier (sur 25 membres) comptait 100 enfants présents.

Il y a maintenant un groupe Pionniers en formation au 6ème quartier et nous envisageons d'étendre l'organisation encore vers d'autres cellules.

Il dépend, en grande partie, ici de trouver un bon responsable, convenant pour un tel travail. Je dirais même que la stabilité du groupe pionniers dépend en premier lieu de la stabilité du ~~groupe~~ responsable pionniers. Ici donc la responsabilité du Parti est assez grande.

D'autre part, on a redémarré à Ninove ou depuis plus d'un an, il n'existait plus d'organisation. Ici aussi, nous avons pu remarquer que dès que le responsable fut trouvé l'organisation Pionniers démarra assez vite.

A Lokeren, on est passé de 15 à 30 Pionniers. Certaines difficultés se présentent ici avec le local.

A Wetteren, il s'est créé également un groupe de 12 pionniers. Toutefois le nombre actuel de Pionniers ne correspond pas aux possibilités de recrutement. Le terrain de recrutement va aussi plus loin que les enfants de membres du Parti, comme cela est prouvé par l'assistance nombreuse d'enfants aux fêtes Pionniers.

En ce qui concerne la J.P.

En ce qui concerne la J.P. Il n'existe que deux groupes vraiment organisés. Il y a un recul dans l'arrondissement de St. Nicolas dû surtout au fait que le responsable de Lokeren De Can, travaillant maintenant pour le Monde Entier, ne s'occupe plus si régulièrement des jeunes à Lokeren. A St. Nicolas qui fut dirigé par Frison, le groupe est aussi pratiquement abandonné. Le camarade Frison étant actuellement S.P. de la section du Parti de Malines est pris par son travail à Malines.

En ayant parlé au camarade Verdoodt, celui-ci était d'accord de prendre des mesures pour assurer à nouveau la liaison avec Lokeren et St. Nicolas.

A Gand, le groupe est passé ces dernières semaines de 35 à 46 membres. Il n'y a pas d'activité politique vers l'extérieur. Tout est concentré vers des activités intérieures - fêtes - groupes de mandolines - théâtre, etc...

La vente du journal se fait très mal. Actuellement on vend une centaine de journaux. On essaye maintenant de les amener à des actions vers l'extérieur, et ceci à l'occasion du vote de la jeunesse.

Ce qu'il y a de positif à Gand maintenant, c'est qu'il y règne un bon esprit de groupe et que les tiraillements entre eux ont disparu.

Le meilleur groupe J.P. est Grammont, avec 50 membres et une vente de 175 journaux. Ce groupe a une bonne vie intérieure, ainsi que des activités extérieures. Le fait aussi que ce groupe est pratiquement dirigé par Van den Borcht est une des raisons de la bonne marche quoique l'essentiel reste la bonne liaison du parti avec la population.

A Ninove, il n'y a pas de groupe pour la seule raison que les camarades n'ont pas toujours trouvé le cadre dirigeant. A Alost, se pose la même question du cadre dirigeant. Alost compte en ce moment seulement 10 membres J.P. ce qui est de loin inférieur aux possibilités.

A l'Université de Gand, nous comptons maintenant 4 membres du Parti, bien que nous réunissions toutes les semaines environ 12 étudiants qui étudient l'Histoire du P.C. de l'U.R.S.S. et "les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S." - Nous militons dans le ~~fixtix~~ " 't Zal wel gaan " ou les quatre membres sont au comité.

Lors des événements de Dixmude et "l'opération Uilenspiegel" et les incidents créés à Gand, nos camarades sont parvenus à éditer un tract à la population signé par les étudiants socialistes, libéraux et l'association "tZal wel gaan.

Un récital de piano par un artiste polonais fut organisé à l'Université, à laquelle assistèrent quelque 200 étudiants. Cette manifestation a été une occasion pour orienter les discussions sur les réalisations des démocrates populaires. A signaler ici aussi que notre propagande trouve un bon écho parmi les étudiants catholiques (qui sont en majorité).

Les catholiques sont divisés en deux groupes - un groupe minoritaire de fils ou filles d'ouvriers, donc les éléments à tendance fasciste - l'autre groupe, la "tendance démocratique"

qui forme actuellement bloc avec nous pour jeter les éléments fascistes hors des cercles des facultés.

Au mois de février paraîtra à l'université un organe communiste pour les étudiants ("t Zal" édite déjà un journal à caractère progressiste).

Organisation.

Nous avons de dernier trimestre de 1953 organisé quatre bureaux au lieu d'un seul. Il fonctionne maintenant : un bureau à Gand - Alost - Renaix et Lokeren/St. Nicolas. Chacun de ces bureaux est assuré par un membre du secrétariat. Cette méthode a amélioré de beaucoup nos liaisons avec les sections.

Nous avons dans l'ensemble légèrement augmenté nos membres au cours de l'année 1953, malgré la disparition de Berlaere (22 membres) et de Viaene (où le contact sera repris).

Nous n'avons pas augmenté le nombre de cellules, mais celles-ci commencent à mieux fonctionner.

Par contre nous avons étendu nos contacts avec les usines. Nous espérons d'ailleurs, au cours de cette année, organiser quelques cellules dans les usines textiles.

Si dans l'ensemble nous avons progressé, surtout dans la région gantoise il reste néanmoins une série de points où il reste beaucoup à faire. Nous n'avons pas consacré notre attention pour pénétrer dans d'autres localités. Avec l'organisation des bureaux fédéraux et à travers la campagne électorale, nous serions en mesure de reprendre pied dans une série de communes.

D'autre part, en ce qui concerne le travail parmi les chômeurs, nous restons toujours en arrière. Il faut dire que nous nous sommes trop contenté d'une propagande écrite ou orale parmi les chômeurs. Les efforts d'organisation de comités de chômeurs n'ont pas été suivis comme il le fallait.

J'ai proposé au secrétariat fédéral de réexaminer notre travail parmi les chômeurs et d'examiner l'idée d'une manifestation régionale de chômeurs. (L'idée de manifestation est vivante parmi les chômeurs.) La proposition pourrait partir du comité d'Eeclo ; l'appel pourrait être diffusé à Gand et environs. Je crois qu'en tout cas, cette idée peut être examinée.

En ce qui concerne le textile nous avons donc des perspectives de mener une action, à l'aide de l'A.O.U., contre les cadences et pour les salaires.

Présents: Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens,
Decqinck, G. Glineur, Van den Boom, Burnelle.

Rapport de Somerhausen sur P.P.

invités: Somerhausen, Andrée Terfve, Claire Van den Boom.
(voir rapport en annexe).

Des questions sont posées par Burnelle, Borremans, Van den Boom,
Lalmand.

Discussion:

Claire Van den Boom: Certaines amicales sont à la base de la réunion pour constituer une fraternelle des amicales?
C'est Canivet qui a lancé le nom de Gillet mais au départ nos camarades étaient d'accord avec ce nom. Il a fallu la réunion du B.P. pour changer la position de nos camarades.
Estime que Rellecom n'a pas une conception saine de l'unité des P.P., donne un ex. à propos d'un O.J. concernant le retrait des Amicales de la C.N.P.P.A.B..
Pense aussi que l'idée de l'unité pour l'unité prime encore dans leur travail en abandonnant même certaines positions politiques essentielles pour créer la fraternelle des Amicales.
Gillet a trouvé dans l'incident Lehouck les prétextes pour disparaître. Dans la présentation de la candidature Lehouck, nos cdes ont commis une erreur en permettant que cette candidature soit présentée par son Amicale.
Il s'agit de faire l'unité avec ceux qui sont d'accord sur un programme minimum, c'est le but de l'initiative prise par l'Amicale de Ravensbruck.
Reconstituer la C.N.P.P.A./46 ne se pose pas encore maintenant car notre base est insuffisante. Ce doit être une perspective dès que base suffisante par le développement de nos contacts.

Andrée Terfve: Plusieurs P.P. com. ne sont pas convaincu que l'on avait raison de repousser Gillet. Ce fut le cas pour moi. J'ai aussi commis une erreur en ne repoussant pas la cde Lehouck car j'avais oublié l'incident loi De Gryse et que celui du Sénat ne s'était pas encore produit.
Ce que nous a dit Renée Van Hassel est exacte. Il faut donc mettre au point une fois pour toute la ~~fonction~~ des resp. fédér. du Parti pour les com. P.P..
Dans les régions où les sections P.P. sont à la C.N.P.P.A.B. nos cdes doivent être dedans pour mener la lutte pour démocratiser cette C.N.P.P.A.B..
~~Le~~ manque de travail de nos cdes dans ces régions (Liège, Centre, etc..) provoque le "sur place" du comité National de liaison.
Que peut-on faire avec les Amicales des Camps ? (car nous avons beaucoup de mal d'obtenir quelque chose de concret)
Pourquoi n'obtenons-nous rien ou peu de chose de nos sections locales ?
Incompréhension des membres P. envers le travail dans org. masse
Nous ne savons toucher concrètement nos membres.

Terfve: Pourquoi ~~xxxx~~ n'avez vous pas plus de succès dans la rég. de Bruxelles par ~~ex.~~ contre la C.E.D. ?

Andrée Terfve: ~~Parce~~ que les P.P. des sections ne font pas de travail et notamment les P.P. com..
Le C. Rég. transmet les directives.

G. Glineur: Pourquoi les faiblesses signalées dans le rapport ?

- 1° nos cdes ne voient pas les changements qui s'opèrent dans la situation générale.
- 2° Nos cdes voient l'unité pour l'unité et non comme un moyen pour développer la lutte contre la politique des fauteurs de guerre.
- 3° souvent nos cdes se laissent dominer par leurs conceptions personnelles de l'unité.

Il y a une ~~www~~ déficience dans le travail du collectif national P.P. . Pourquoi ? Parce que ne recherche pas les diverses formes d'application pour les Amicales et régionales.
Est-ce que la reconstitution de la C.N.P.P.A./46 favorisera la lutte unitaire ?
Non, si l'on a encore la possibilité de discuter avec autres organ. P.P.. Mais ces possibilités n'existent plus, tandis qu'en reconstituant la C.N.P.P.N./46 le prestige, l'autorité acquisé favorisera l'unité.

Lalmand: Dans les cas où l'on renforce la C.N.P.P.A./46 quelle directive allons-nous donner aux P.P. com ?

G. Glineur: Deux voies. faire retirer des sections locales de la C.N.P.P.A.B. pour édhérer à la C.N.P.P.A./46 où rester dans C.N.P.P.A.B. pour continuer la lutte pour l'unité de l'intérieur.
Pense qu'il faut examiner région par région pour répondre.

Borremans: Il faudra résoudre la question de la présidence des Amicales par cdes qui ont d'autres fonctions.
Contact P. et organ. de masse ? R. Van Hassel mmbre du B.F. a les contrôles du trav. des Com. dans les organisations patr.
C'est cela l'orientation. Ces contrôles s'exerçant par les organismes normaux du P.
Ce qu'il y a c'est que des sections locales P.P. ne sont pas pris ~~en~~ charge par le comité rég. P.P..
Nous n'avons pas avancé dans le travail des P.P. Pourquoi ?
A cause de vos fausses conceptions.
1) l'unité P.P. n'est pas un but ni un moyen sentimental.
Elle doit se faire sur les revendications contre l'incivisme mais plus loin aussi: pour la paix, pour l'indépendance nationale.
2) Il faut rechercher les formes concrètes d'action.
Votre régionale de Bruxelles n'apparaît pas comme agissant.
Un effort plus grand doit être porté sur les sect. locales.
Le moment est venu de "coiffer" la C.N.P.P.A./46 restée "de fait" debout. Cela facilitera l'unité entre P.P..

Terfve: Dans la lutte contre l'incivisme vous abandonnez la position du Parti.

Il y a divorce entre les positions P.P. et celles du P. sur la C.E.D. et réarmement alléant. Vous vous bornez à un O.J. puis l'action, que les sections se débrouillent.

Vous subissez encore les conséquences de vos premières positions.

Il ne faut pas le nier. Vous craignez les réactions des autres sur les questions politiques. Vous ne voyez pas les modifications qui s'opèrent dans la situation.

Votre rapport ne part pas d'ex. concrets pour les analyser.

Ainsi on ne voit pas comment agir ailleurs.

L'Unité des P.P. se réalisera sur un programme minimum et si cela répond à un besoin. Les autres formules ne tiendront pas.

D'accord sur transformation du comité de liaison en un organisme permanent avec programme minimum précisé au maximum.

Mais agir avec souplesse.

Van Hoorick : Nous avons fait du "sur place" parce que P. pas aidé suffisamment, mais aussi par erreurs politiques, par manque des perspectives.

Pense qu'en créant une nouvelle organ. nat. on stimulera les cdes

Pas de passage individuelle, entraîner les sections locales.

A l'intérieur du Parti, pense qu'il faut maintenir la forme organique suivante; com. nat. mixte - resp. fédér. des organisations patriotiques.

Propose une réunion des cdes P.P. avec l'organ. pour mettre certaines questions au point.

Burnelle: Pourquoi y a t-il eu mauvais travail à Liège ?

Vous avez dit, il faut rester dans C.N.P.P.A.. Mais c'est récent cette position. Avant, vous vouliez le démantèlement.

N'est pas fort emballé pour recréer la C.N.P.P.A./46 car risque

d'obscurcir ~~la question~~ et l'on passera à la nouvelle organ. sur

des positions politiques. *Ne pas oublier qu'il faut faire l'action*

si on ne choisira les P.P. et l'on passera à la nouvelle organ. sur des positions politiques.

Van den Boom: Les cdes dans leur travail P.P. n'ont pas suivi les changements qui s'opèrent. Ils ont aussi manqué d'audace, conception fausse de l'unité apparues très nettement avec constitution d'une fraternellement des camps.

les "malentendus" viennent tous de l'amicale de Sachsenhausen.

Il faut voir si ce n'est pas chez nos cdes de cette amicale

que ce trouve cette fausse conception unitaire.

A quoi correspond l'attitude de Relecom dans le vote à la fraternelle

Il ne s'agit pas de doser la représentation des partis dans les comités; il faut laisser aux organisations le soin d'élire leurs directions.

La reconstitution du comité nat. d'administr. de la C.N.P.P.A./46 doit se faire au travers de l'action.

La position unitaire de nos cdes Liégeois est fausse. Ils se sont repliés alors qu'ils auraient dû passer à l'offensive contre le chef de la session.

Lalmand: Résultat positif: nos cdes ont empêchés l'isolement des P.P. com. dans une période difficile.

La lutte pour l'unité se mène sur 2 fronts:

- a) dans classe ouvrière par syndicats et entreprises.
- b) dans forces patr. et démocr.: les P.P. com. ont ici une tâche essentielle à accomplir.

~~Exemple~~

Double aspect de l'unité: élimination des discriminations et renforcement sur le plan local, régional, national.

Mais il serait faux de croire que vous avez éliminé toute déviation dans cette lutte unitaire. Ex.: vote pour Gillet à l'amicale Sachsenhausen, manque d'activité contre C.E.D lutte contre l'incivisme.

(G. Glineur doit demander une note à Relecom comment il est arrivé à se tromper).

N'est pas opposé à donner un "chapeau" à ce qui existe déjà. Mais comment se comporter, envers la C.N.P.P.A.B. ? Etre avec la masse? Qui mais pourquoi et dans quelles organisations se trouve la masse ? Attention de ne pas se rendre complice de ceux qui poursuivent des buts contraires aux intérêts des P.P. Il faut donc bien réfléchir et bien discuter.

C'est sur la base d'une condamnation de la politique de la C.N.P.P.A.B. et une approbation de celle de la nouvelle organisation qu'il faut que le passage massif se passe. Mais examiner cas par cas pour voir s'il vaut mieux sortir que de rester pour mener la lutte sur la base de l'action.

Pour réussir: connaître la situation des locales et régionales et mener l'action aidant à démasquer les mauvais bergers.

A Bruxelles, vous n'êtes pas organisés. Les com. doivent prendre l'initiative dans ce domaine mais en collaboration avec vous.

Le contrôle de l'activité des com. dans les org. de masse cela fait partie du contrôle de l'application des décisions de l'organis. de masse par l'organis. de masse elle même.

Le rôle du Parti à l'échelon cel. et section c'est de vous aider. Il faut limiter au Maximum l'ingérence du Parti.

Le contrôle des féd. envers organ. de masse s'exerçant pour voir si l'adaptation rég. des direct. nat. est juste et pour aider à appliquer cette adaptation ce que donne cette application et le rôle qu'y joue les communistes.

Mettre O.J. / B.P. relation Parti-Org. de Masse.

A propos des désistements aux élections 1954

Verviers pousser à la réalisation d'une liste socialiste-communiste

Luxembourg: prendre contact avec le cartel libéral-social.

Namur voir à la réalisation d'une liste progressiste; proposer le désistement.

Cas Debie

B.P. d'accord pour exclusion avec publication.

Cas Ledoux-Willems - Charleroi

G. Glineur: D'accord avec les mesures proposés mais application après les élections.

Lalmand: soumettre les sanctions aux intéressés.
Avoir avis du B.P. sur les sanctions et sur l'opportunité d'appliquer avant ou après les élections.
Si l'on ne peut consulter le C.F. sans danger, on pourrait reporter après les élections. Mais ne pas mettre Ledoux sur la liste électorale.

Il est ^{certain} ~~indiscutable~~ que la tâche la plus importante et la plus urgente ^{était et demeure} qui se présente aux prisonniers politiques communistes ~~est~~ de se placer à la pointe du combat contre le réarmement allemand et contre la ratification ~~du traité instituant la prétendue Communauté Européenne de~~ Défense.

Le prestige indiscutable dont jouissent toujours les P.P. au sein de la population constitue pour les P.P. communistes un facteur important qui devrait leur permettre de contribuer efficacement à la mobilisation de l'opinion publique contre la politique de ~~guerre~~ préparation à la guerre. Pour les P.P. comme pour tous les belges attachés à la défense de la Paix le rejet de la C.E.D. constituerait le gain d'une bataille importante.

Le groupe des P.P. des A.D. et des bénéficiaires du Statut représente ^{bien} dans le pays une masse d'environ 50.000 personnes au minimum, d'avantage encore si l'on compte non plus un A.D. par disparu mais l'ensemble de la famille du P.P. décédé en captivité ou des suites de la captivité. P.P., A.D. ^{donc} légaux et familles des disparus constituent un groupe important d'individus qui ont été directement les victimes non seulement de la barbarie fasciste mais du militarisme allemand. Ces personnes devraient ressentir plus que n'importe quelles autres l'offense que représente pour elles le fait d'envisager la remise en activité de service des officiers nazis, le fait de les considérer comme des alliés, le fait de les voir intégrés dans des formations militaires comprenant également ~~les~~ les enfants ou les membres de la famille des disparus, le fait de voir ~~des~~ d'anciens S.S. stationnés sur le territoire belge, le fait de voir aliéner l'indépendance et la souveraineté nationales pour lesquelles leurs parents sont morts. Ces personnes devraient ressentir également plus que n'importe qui la non satisfaction des revendications légitimes des veuves de guerre, des orphelins, des ascendants, des invalides et les mesures favorables aux inciviques qui sont prises sans dis-

continuité par le gouvernement.

Or il est malheureusement manifeste que nous n'avons pas été capables, en dépit des indications, des conseils qui nous ont été donnés par le Parti en présence de de réagir contre une certaine passivité des esprits ~~par~~ la lutte que nous pour l'unité des P.P. menons contre la réhabilitation de l'incivisme dans tous les domaines de la vie nationale, devant le fait de la non satisfaction des revendications matérielles les plus légitimes et au long de l'action, manifestement insuffisante, toujours sporadique, souvent inexistante que nous menons contre le réarmement allemand.

4 Certes nous avons obtenu des succès, parfois appréciables, dans l'un des secteurs de cette action ~~que~~ dont nous considérons, théoriquement, ~~comme~~ les éléments comme liés mais nous avons trop souvent eu tendance à mettre en avant ~~les~~ les 3 points où notre travail est le plus facile et à négliger, ou à passer sous silence la lutte contre la C.E.D. même sous sa formulation atténuée: "lutte contre le réarmement allemand". Quand, dans ce dernier domaine nous avons obtenu un avantage nous ne l'avons pas exploité et nous avons, surtout, fait preuve d'incapacité, à transporter dans l'action collective les décisions de principe, les résolutions adoptées.

Car nous avons obtenu, dans des milieux larges au point de vue de la composition politique, des succès qu'il serait ridicule de sous-estimer sous prétexte de faire une autocritique approfondie.

Dans les domaines revendicatifs spécialement les communistes et les organisations où ils exercent une influence ont réalisé un travail important qui se traduit-en ce moment-par des résultats positifs importants

Dans le domaine de l'unité nous avons réalisé des progrès mais avons aussi commis des erreurs qui nous placent dans une situation difficile sur laquelle je reviendrai.

Dans le domaine de la lutte contre la réhabilitation de l'incivisme nous avons animé l'action mais nous n'avons pas été capables de la diriger et l'initiative est restée entre les mains des agents du gouvernement qui avaient pour mission de canaliser l'action de masse née du mécontentement

des milieux patriotiques.

Dans la lutte contre le réarmement allemand nous avons, dans une certaine mesure, élargi notre influence vers des secteurs nouveaux. En dehors des Amicales de Buchenwald et de Dachau qui ont fait adopter quasi à l'unanimité par des assemblées représentatives des résolutions contre la C.E.D. nous pouvons citer d'excellentes prises de position de la Régionale de Charleroi de Breendonck, de la Régionale de Huy, de la section locale des P.P. de Seilles, un progrès réel dans les prises de position de la Régionale de Bruxelles de la CNPPA, un travail positif de l'Amicale de Silésie dont la récente commémoration des marches de la mort comportait un apport non négligeable à la lutte anti-CED. Par contre une Amicale dont nous tenons les leviers de commandes comme Neuengamme n'a plus rien fait de tangible depuis de longs mois et une Amicale comme Ravensbrück où nous exerçons une réelle influence n'a pas pu ou su poser utilement le problème du réarmement allemand en liaison avec la ratification de la C.E.D.

Quels que soient les efforts que nous déployons et les succès que nous remportons sur ~~les plans~~ les trois plans (unité-incivisme-revendications matérielles) c'est un fait que nous n'avons pas su faire réagir les organismes où nous militons comme nous le désirerions et que, même quand nous avons su les faire réagir nous n'avons pas pu les faire participer à une action de masse effective, comme élément d'avant-garde de la catégorie dont nous assumons la responsabilité devant le Parti.

Lors du dernier examen de la situation auquel a procédé le B.P. c'est à dire le 2 mai de l'année dernière le camarade Lalmand avait tiré de l'examen de la situation fait par le cde Terfve et de la discussion qui avait suivie, les conclusions générales suivantes:

Il faut poursuivre le travail revendicatif à la fois sur le plan matériel et moral et, chaque fois que la chose est possible, essayer d'y associer la population contrairement à ce que font nos adversaires. En présence de la situation grave qui a résulté de la rupture de l'unité provoquée par le gouvernement il est nécessaire de travailler à la reconstitution de l'unité entre P.P.

Pour y parvenir il faut engager le dialogue partout où la chose est possible. Nous devons dans toutes les organisations obtenir la reconnaissance d'un principe fondamental: le droit des P.P. d'exposer leur point de vue sur les problèmes qui intéressent les communistes. Les communistes doivent faire effort pour convaincre, non pour contraindre. Quand un débat a eu lieu ils ne doivent pas exiger de déclarations publiques sur les problèmes revendicatifs ou sur la défense de la Paix. Leurs exposés doivent être faits sans sectarisme mais aussi sans faire le jeu de l'adversaire. Ils s'efforceront d'élargir leur travail unitaire dans les régions où nous n'avons pas encore d'activité de façon à rallier le plus de forces patriotiques d'avant-garde dans la lutte contre le réarmement allemand.

dirigents
Les P.P. communistes se sont efforcés de transposer dans leurs activités ces directives. Nous devons cependant constater que nous n'avons pas su, grâce à elles, produire un effort suffisant pour regagner la confiance de la masse des P.P. que certaines de nos erreurs sectaires passées et les ~~erreurs~~ entreprises de l'adversaire ont laissée désemparée, découragée et méfiante. Nous n'avons surtout pas été capables de les entraîner dans des actions, dans des démarches sortant du cadre étroit des réunions. Et même quand les adhérents votent une résolution préalablement discutée et adaptée au milieu cela n'implique pas qu'ils sont disposés à engager une action, même sur le plan local.

Dans beaucoup de cas, d'ailleurs, nous avons pêché par un manque de combativité, d'initiative, de confiance dans la masse et en nous-même qui nous a fait esquiver les problèmes difficiles. Par réaction contre un sectarisme ancien nous sommes souvent paralysés quand il faut poser le problème du réarmement allemand. Chaque fois que nous avons surmonté cette grave faiblesse, dans un milieu où nous avons réalisé un sérieux travail préalable de rétablissement de la confiance, nous avons constaté que nous avions l'audience des adhérents et qu'il était possible de faire, sans danger pour l'organisation, un pas en avant. C'est le cas no-

tamment pour la Régionale de Bruxelles où, dans une atmosphère de confiance parfaitement solide, nous avons pu faire faire plusieurs pas en avant sans provoquer, de la part des éléments non communistes avec lesquels nous collaborons, de réaction en sens contraire. Bien plus nous avons parfois constaté que des éléments non-communistes honnêtes étaient tout disposés à aller même plus loin que nous.

Pourquoi une telle situation est-elle possible à Bruxelles et dans certaines de ses sections locales, à Huy, dans certaines sections locales de la Régionale de Charleroi et pas ailleurs. Pourquoi n'existe-t-elle pas non plus dans la plupart des Amicales de camps?

A notre avis il en est ainsi parce que l'élévation de la conscience des adhérents n'est réalisable que dans un milieu où les communistes travaillent régulièrement, sérieusement au coude-à-coude avec les autres adhérents et dirigeants, sans à-coups, en manifestant un égal intérêt pour les questions ~~politiques~~ techniques et pour le travail désagréable de l'organisation que pour les problèmes politiques ou pour ce que nous appelons la défense des intérêts moraux.

Or force nous est de constater que dans la plupart des régions nous n'avons été capables de faire un travail sérieux en profondeur. La situation est plus déficiente encore en Flandre qu'en Wallonie mais elle n'est pas beaucoup plus brillante en Wallonie qu'en Flandre en dépit des possibilités beaucoup plus nombreuses que nous avons dans la région wallonne.

Dans la région de Liège, par exemple, nos camarades manifestent un manque d'esprit d'initiative et de suite, un manque de compréhension de la lutte pour l'unité et de l'action au sein des organisations patriotiques, qui fait que près de trois ans après la rupture de l'unité sur le plan national rien n'a ~~changé~~ changé dans la situation de 1951 et que nous sommes plutôt en régression qu'en progrès dans cette région.

Comment se manifeste la fausse conception de l'unité de nos amis liégeois? Je pense qu'on peut dire qu'elle est fondée sur l'immobilisme et sur ~~une incapacité totale de sortir du cadre où l'ad-~~versaire les contraint à se battre: cadre statutaire, discussions en circuit fermé à l'échelon de la direction régionale, manque de contact avec les adhérents, manque de confiance dans l'action, et dans les membres même là où on dispose des leviers de commande. Résultat: en dehors de la section locale de Grivegnée dirigée par un ancien membre du Parti et de la section de Ans où milite notre ami Timmermans nous n'exerçons plus aucune influence non seulement au sein de l'organisation régionale dirigée ~~dict~~ dictatoriallement par Régibeau, élément haineusement anti-communiste, mais même sur les P.P. à l'échelon local. Nous ignorons s'il existe encore un responsable fédéral P.P. liégeois et pensons qu'il serait indispensable *de rassembler définitivement* d'examiner sérieusement avec la Fédération, le moyen de sortir, enfin, de cette triste situation.

En dehors de Huy et de Charleroi-Thuin il en est de même dans toutes les fédérations wallones. Particulièrement à Ath, par exemple, où les débris de la Régionale CNPPA comptent encore un secrétaire régional communiste qui ne nous a plus manifesté son existence depuis un an, qui ne répond ni aux lettres ni aux convocations, ni aux invitations à le rencontrer sur place alors que d'après les renseignements récents qui nous ont été fournis par le baron van den Branden un travail fructueux pourrait être réalisé dans la région.

Citons également le Luxembourg, le Borinage, Verviers, le Centre, le Namurois.

Quant à la région flamande (en dehors de nos camarades Minnaert, dont l'état de santé ne permet plus d'exiger beaucoup, et de deux ou trois camarades de la région gantoise et malinoise) nous ne sommes encore nulle part.

qui perdus depuis des années
Cette situation est-elle catastrophique? Non mais elle est dangereuse

parce qu'elle fait supporter l'entiereté de la lutte sur les régions actives (Bruxelles, Charleroi, Huy et les Amicales dites progressistes), qu'elle absorbe une partie importante de leurs activités aux dépens de leur travail propre, parce qu'elle amène la détérioration du ^{terrain} ~~travail~~ que nous avons en friche là-bas et parce qu'elle limite dangereusement notre rayon d'action en ~~donnant~~ nous empêchant de donner une allure nationale au mouvement démocratique chez les P.P.

Avant d'en arriver

~~Ceci n'est qu'un~~ à esquisser un tableau d'ensemble de la situation je voudrais faire une observation relative à l'organisation du travail P.P. sur le plan intérieur du Parti. Il avait toujours été entendu que le travail des communistes au sein de l'organisation P.P. serait contrôlé par un responsable fédéral P.P. désigné par la Fédération sur proposition du responsable national. Le rôle de ce responsable est considérable car il est à la fois l'émanation du Parti à l'échelon fédéral et l'agent de liaison entre le responsable national et les responsables locaux. Cette conception souple de l'organisation a fait ses preuves, notamment à Bruxelles, où des situations urgentes réclament des solutions urgentes et elle ne préjudicie pas, à notre avis, au fonctionnement normal du Parti par la liaison instructeur fédéral-section-cellule. Notre camarade Renée Van Hasselt assumait les fonctions de responsable P.P. pour la Fédération du Brabant et elle réalisait un bon travail. Depuis lors elle est devenue membre du Bureau fédéral. A l'occasion d'une conversation elle nous a déclaré que le secrétaire fédéral, le camarade Borremans considérait que sa responsabilité s'exerçait exclusivement sur le plan de la Fédération et qu'elle n'avait, comme responsable, ^{à avoir} aucun contact avec le responsable national, la liaison devant s'opérer par le canal des seuls instructeurs du C.C. de l'échelon national vers l'échelon fédéral et par les instructeurs fédéraux de l'échelon fédéral vers l'échelon local. On a d'ailleurs concrétisé cette façon de voir en chargeant notre amie de l'instruction de plusieurs sections locales du Part, et l'on a élargi sa responsabilité P.P. à la responsabilité de toutes les organisations patriotiques, des problèmes cul-

turels et de Notre Solidarité. La conception du responsable fédéral, organe de la Fédération du Parti et chargé de contrôler le travail des communistes dans les organisations de masse par le seul canal de l'organisation du parti, par l'intermédiaire des instructeurs fédéraux, des S.P. et des secrétaires de section est, sans aucun doute, parfaitement juste en soi et correspond au désir légitime des dirigeants fédéraux de faire fonctionner le Parti selon les règles établies. Il n'en demeure pas moins que le cadre de valeur qui nous avait été adjoint pour le travail des P.P. dans la région bruxelloise se considère comme dégagé de toute obligation de maintenir le contact avec les militants P.P. locaux communistes, engage ces derniers à se procurer des directives pour le travail P.P. chez leur secrétaire de cellule ou leur S.P. et affirme qu'en vertu des décisions du Secrétaire fédéral il n'a plus aucun rapport à entretenir avec le responsable national.

Il est certain qu'en vertu de la règle selon laquelle le Parti ne peut pas diriger le travail intérieur des organisations de masse mais entend contrôler le travail des communistes au sein de ces organisations, il est normal que ce contrôle s'effectue par le canal des organismes réguliers du Parti, à l'échelon de la cellule et de la section, puis de la Fédération. Mais dans un domaine aussi spécialisé que celui des P.P. (et cela vaut aussi pour les résistants) il nous paraît indispensable de pouvoir disposer d'une liaison plus directe, ~~et~~ plus souple et plus techniquement avertie sans que cette liaison, qui est plus ~~supplémentaire~~ supplétive que parallèle, implique en quoi que ce soit l'intention des camarades de se soustraire au contrôle du Parti. Nous souhaiterions au contraire que ce contrôle se manifeste beaucoup plus régulièrement et plus sévèrement de telle façon que les P.P. se sentent compris, soutenus et encouragés à l'échelon local ce qui n'est pas toujours le cas.

Dans le cas précis qui m'occupe je pose au Parti la question de savoir s'il n'est pas possible de considérer la camarade Van Hasselt com-

9
me exerçant à la fois la liaison Fédération-section-cellules dans le do-
maine P.P. et la liaison responsable fédéral avec les responsables P.P.
locaux. Dans l'affirmative je demanderais que la camarade en cause soit
déchargée de ses autres responsabilités fédérales.

Ceci étant dit j'en arrive à la situation d'ensemble sur le plan
national:

Cette situation a peu évolué depuis mai dernier. Elle peut se résumer
schématiquement comme suit:

I) Le "Comité National de liaison des organisations de P.P. pour la
reconstitution de l'unité" qui se compose des régionales de Bruxelles,
Charleroi-Thuin et Huy ainsi que des Amicales de Buchenwald, Dachau et
Neuengamme. L'amicale de Ravensbrück assiste aux réunions au titre d'
observateur. La Régionale de Louvain a délégué à une réunion son président
M. Lamine en qualité d'observateur. Ce comité national de liaison, présidé
par le baron van den Branden de Reeth a développé des contacts dans
plusieurs directions en province: Anvers, Gand, Termonde, Ath, mais ces con-
tacts sont réalisés à l'échelon le plus haut des organisations CNPPAB ré-
gionales. Jusqu'à présent nous n'avons pas contact avec des sections lo-
cales ou des groupes de P.P. de sections locales d'organisations adver-
ses. Les pourparlers pour l'unité, entamés au début de l'année dernière
ont été sans résultats, ont constitué une manœuvre de l'adversaire et
ce dernier a pris l'initiative de déclarer de nouveaux entretiens indé-
sirables. Le C.N.L. a organisé une grande réunion publique à l'Elysée le
13 décembre dernier pour l'établissement d'une Charte revendicative. Mais
cette réunion, pour réussie qu'elle ait été, n'a pas permis de mobiliser
suffisamment de camarades de province. *Bruxellois* De l'autre part le "Prisonnier Poli-
tique" est devenu l'organe mensuel commun des trois régionales auto-
mes adhérentes au comité national de liaison; sa diffusion et son influe-
nce s'en sont trouvés accrus mais dans un secteur qui se trouvait déjà
sous notre influence.

2) La C.N.P.P.A. de Belgique ne manifeste son activité que par la publication d'une revue mensuelle sans aucun intérêt et par la perception postale des cotisations dans tout le pays ce qui lui a permis, grâce aux listes bien à jour qu'elle détient, de raffler une quantité énorme de cotisations dans toutes les régions. L'organisation est directement sous l'influence du P.S.B. et nous savons que c'est Bracops qui sert d'agent de liaison entre le Bureau du P.S.B. et les dirigeants socialistes de la CNPPAB. A noter cependant que les socialistes sont divisés entre les 3 organisations existantes mais c'est à la CNPPAB que le P.S.B. réserve ses faveurs.

3) La Fédération Nationale des P.P. et A.D. de la Résistance qui est le produit de la fusion de l'organisation Dehousse-Dr André (UNION) et de l'organisation de Leblieq et feu Nèves (la F.N.P.P.R.). D'après les renseignements que nous possédons cette organisation déploie une assez grande activité sur le plan social grâce aux subsides dont elle dispose et elle a pris des initiatives dans des régions délaissées par nous et négligées par la CNPPAB notamment à Mons et à Tournai. Elle est sans contacts avec la masse, ne groupe que des éléments réactionnaires à majorité P.S.C. mais également quelques socialistes genre Geldof, Struyf, Deruelles, Haulot et pas mal de libéraux.

4) Les Amicales de camps qui se sont détachées en bloc de la CNPPAB où elles constituaient une "Commission Consultative" sous la présidence de Canivet.

Cette quadruple dispersion persistante des P.P. pose deux grands problèmes tous deux relatifs à la reconstitution de l'unité:

1) Le problème du regroupement des Amicales de camps

2) le problème de l'unité sur ce que nous appelons le plan CNPPA, c'est-à-dire sur le plan de l'organisation géographique opposé ~~à l'organisation~~ à l'organisation sur le plan du lieu de détention.

1) REGROUPEMENT DES AMICALES DE CAMPS - Aussitôt après la consumma-

tion de la scission résultant du Congrès de Liège et du retrait des Amicales de la CNPPAB, un mouvement très net s'est dessiné en vue du regroupement des Amicales de camps. Ce mouvement fut lancé par Canivet et Secret pour des raisons essentiellement sentimentales dans le but de poursuivre la gestion en commun du Fonds assez important de l'ancienne commission des Amicales, d'organiser chaque année un gala de bienfaisance au théâtre de la Monnaie et d'assurer l'organisation du pèlerinage annuel à Breendonck. Ses promoteurs y voyaient, indiscutablement, un moyen de rétablir une apparence d'unité tous les P.P. séparés dans des organisations géographiques rivales se trouvant réunis au sein de la future Fraternelle des Amicales par le canal de leur Amicale de camp. Dans l'esprit de Canivet on parvenait ainsi à refaire l'unité théorique des P.P. en laissant toutes les questions irritantes ou toutes les responsabilités éventuelles à prendre aux autres organisations de P.P.

En ce qui nous concerne nous n'avons pas hésité à participer aux conversations préalables qui ont consisté essentiellement dans la rédaction d'un projet de statuts, confiée à une commission où siégeait notre camarade Lucette Bouffieux. Nous nous sommes efforcés d'introduire dans ces statuts quelque chose de positif dans le domaine de la lutte contre l'incivisme, de la défense de la paix, de l'action revendicative. Nous n'y sommes pas parvenus, les promoteurs de la Fraternelle entendant lui conserver un caractère contemplatif et philanthropique. Nous nous sommes efforcés aussi de faire prévaloir l'idée que même si la nouvelle organisation devait ne pas prendre de décision il fallait que les représentants des Amicales eussent la possibilité ^{fraternellement} d'échanger leurs vues, de discuter les questions d'actualité intéressant les P.P.

Un problème particulièrement difficile à régler était celui de la présidence. Après de longues palabres le nom de Gillet fut mis en avant ainsi que celui d'un juge de paix bruxellois M. Vranckx et celui de Henry Buisset, présenté avec l'accord du Parti, par l'Amicale de Dachau.

Au cours d'une première réunion la candidature Vranckx fut écartée parce que l'intéressé était absent, celle de Buisset fut retirée à la suite d'un regrettable malentendu par Bob Claessens agissant au nom de Dachau de telle sorte qu'il ne resta plus que la candidature Gillet. Il faut souligner aussi que nos camarades avaient été mandatés formellement pour proposer au lieu et place de l'élection d'un président et dans le but d'éviter Gillet, une présidence alternative de chaque président d'Amicale. Par suite d'un autre regrettable malentendu nos camarades ne formulèrent même pas cette proposition. Tant et si bien que M. Gillet fut élu par "acclamations" comme seul candidat sur proposition de Canivet.

Au cours de cette même réunion il y aurait eu lieu de procéder à l'élection du bureau. Notre camarade Bouffioux était présentée à la vice-présidence ainsi que deux autres personnes dont l'une refusa et l'autre fut écartée comme absente. En vertu du principe adopté pour l'élection du président Bouffioux devait être proclamée élue. C'est alors que se place un incident qui aura des répercussions sérieuses. Notre camarade Relecom se leva et proposa de renvoyer toutes les désignations à une séance ultérieure, ce qui fut décidé par la majorité. *Comment Relecom explique-t-il sa position*
La séance suivante fut précédée de longues négociations menées personnellement par M. Gillet qui déclara qu'il ne serait président qu'à condition de supprimer les statuts proposés et de les remplacer par un règlement provisoire jusqu'au rodage de la Fraternelle et de pouvoir proposer ses candidats pour le bureau. M. Gillet marqua son accord sur la présence de Bouffioux à une vice-présidence et déclara d'ailleurs qu'il n'accepterait pas qu'une exclusive quelconque fut dirigée contre un P.P. du fait de ses opinions. Mais pour réaliser son projet d'équitable représentation des tendances il imagina de proposer Mme Lehouck à une autre vice-présidence.

Avertis par Relecom de cette intention les communistes décidèrent de s'opposer à la candidature Lehouck à cause du rôle scandaleux et d'avorable à l'incivisme qu'elle avait joué au Sénat à deux moments différents:

une fois en votant contre l'ajournement du projet De Gryse; une autre fois en apportant au gouvernement son appui et faussement celui des organisations patriotiques lors du vote du projet de revision des dossiers des fonctionnaires inciviques.

Notre camarade Taillard avait été chargé de cette intervention qu'il fit aussitôt que M. Gillet proposa le nom de Mme Lenouck et qu'il fit avec rudesse. M. Gillet lui reprocha de faire de la politique et quitta la présidence en déclarant: cherchez un autre président.

Il faut noter cependant qu'une opposition à la présidence de Gillet s'était manifesté également entre les deux réunions, notamment de la part de dirigeants d'Amicales ultra-réactionnaires et qu'il y a lieu de penser que Gillet a choisi l'incident Lenouck comme prétexte pour s'en aller à l'occasion d'une ~~une~~ motion communiste. *(contre l'unité?)*

Depuis lors les choses en sont là. des conversations sont engagées entre divers groupes mais semblent ne pas avoir progressé depuis lors. Elles visent à recommencer à zéro, avec les statuts et avec M. Vranckx, considéré comme "homme nouveau".

L'affaire de la Fraternelle devrait nous permettre de tirer des enseignements pour la poursuite de notre action dans le domaine des Amicales. Nous pensons y avoir commis des erreurs notamment en acceptant que des entretiens personnels, parfaitement licites, puissent donner l'impression à M. Gillet ou à d'autres qu'ils engageaient le Parti; en acceptant, d'autre part, que le problème de la réunification des Amicales soit placé sur le plan d'une négociation politique avec les communistes au lieu de l'être sur le plan d'une négociation entre organisations de genres différents mais, toutes, unitaires et où la question des opinions individuelles n'avaient pas à intervenir.

II) LE PROBLÈME DE L'UNITÉ "C.N.P.P.A." - Le Comité National de liaison a été créé comme groupement provisoire uniquement dans le but de favoriser la reconstitution de l'unité. Il est devenu par la force

des choses un peu plus, c'est un organisme de coordination, lorsque, notamment nous avons été amenés à demander audience au ministre des Travaux Publics à l'occasion de la revision du Statut P.P. Il existe en effet une règle en vertu de laquelle les ministres discutent avec les organisations nationales et non avec des organisations locales ou régionales.

La question s'est trouvée posée de savoir si, au lieu de développer l'action du Comité National de Liaison il n'y aura pas lieu plutôt de ~~réviser~~ ~~reformuler~~ reformer les organes dirigeants nationaux de l'ancienne CNPPA-1946 toujours existante comme association de fait et dont les Régionales de Bruxelles, Charleroi-Thuin et Huy sont des membres fondateurs.

Pourquoi cette question? Parce qu'en vertu du nouveau statut n'auront droit à une représentation au sein des commissions appelées à discuter ^{notamment} avec l'administration la question des camps douteux et au sein des commissions d'agrément de première instance et d'appel que les candidats présentés sur listes doubles par les associations "reconnues par le ministre"; parce que le prestige de l'ancienne CNPPA est beaucoup plus grand auprès de la masse des P.P. que celui du Comité de Liaison et qu'il serait possible de démasquer, ainsi, les diviseurs de la nouvelle CNPPA. D'autre part dans toutes les commissions officielles où sont examinées les questions intéressant la situation des anciens combattants et assimilés, les organisations nationales doivent être agréées par arrêté royal. C'est le cas, notamment pour la CESAC. Or nous avons constaté que la nouvelle CNPPA, se faisant passer pour héritière légale de la CNPPA n'avait même pas postulé son agrément.

Nous serions donc heureux de recevoir une indication sur la voie à suivre.

En ce qui me concerne j'estime

En dehors de ces deux questions qui se situent, il faut le signaler, à l'échelon des milieux dirigeants nationaux, nous pensons que notre effort doit continuer à s'orienter plutôt à la base, qu'il s'agisse des Amicales ou des sections locales et régionales. C'est sans aucun doute en développant les contacts et les actions entre P.P. d'abord, entre P.P., résistants et combattants ensuite, que nous parviendrons à revigorer notre travail. C'est en

faisant vivre réellement les Amicales de camps et pas seulement leur comité, en transportant les réunions dans chaque région d'un pays qu'il sera possible d'intéresser les P.P. à la vie des organisations. C'est en développant les initiatives communes entre Amicales à l'occasion de commémorations, d'anniversaires, de manifestations ~~de solidarité~~ revendicatives qu'on développera le travail en commun, et, ainsi, la Fraternité entre les Amicales. *Déjà Rilesie, Breendach, Novembriich*

Des perspectives intéressantes nous sont ouvertes dans tous les domaines: Conférence internationale pour les droits, pèlerinage des 50.000 à Buchenwald en avril prochain, Conférence ~~internationale~~ nationale et internationale des médecins P.P. et déportés, développement de la lutte revendicative en Belgique qui doit être facilement stimulée à la suite des récents succès que nous avons obtenus en matière de pension et de révision quinquennale. Mais pour cela il faut que les organisations vivent au lieu de végéter et l'on doit dire que "nos" amicales végètent parce que leurs dirigeants sont trop occupés ailleurs et cela vaut aussi bien pour Henry Glineur que pour Borremans et Bob Claessens ou pour Taillard. Il faut pour cela aussi que nous disposions en province de certains cadres, ne fût-ce qu'un par fédération mais qui puisse vraiment s'occuper sérieusement du secteur P.P.

Quelques *seu* possibilités: Amicals
Regionals

DECISIONS

=====

- 1) Le B.P. charge G.Glineur de demander une note à Relecom sur ses prises de position chez les P.P.
- 2) Mettre à l'O.J. d'un prochain B.P. la question des relations entre le P. et les organisations de masse.
- 3) Le B.P. d'accord pour exclusion de Debie avec publication.
- 4) Enlever Yvonne Ledoux des listes de candidats pour élections. Ne pas y mettre Willems non plus.

Février 54

BP14_1954_02

P B
14

B.P. du 6.2.1954

Présents: Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, Herssens,
Deconinck, G. Glineur, VandenBoom, Burnelle.

1. Candidats du Parti au Luxembourg

Borremans présente la liste.

Lalmand: Nous n'avons pas le choix des candidats. Tenant compte la position des rebellions des P.S.C. Luxembourgeois envers leur direction il y a risque pour le cartel P.S.B.-P.L. de perdre un siège. Nous devons donc faire l'impossible pour ne pas déposer une liste uniquement communiste. Quelle que soit la composition du cartel nous devons accepter une déclaration formelle même limitée à un meeting sur les points avancés par nous, pour nous désister. Nous devons être très souple.

D'accord pour liste proposée

2. District de Bruxelles

Borremans: en raison de la campagne de l'adversaire ne faut-il pas proposer Dispy en tête de liste.

Lalmand: Ne voit pas pourquoi il faut changer, nous ne pouvons tenir compte des avis des adversaires pour établir nos listes.

Terfve: propose de mettre Dispy en 2e position.

Burnelle: il faut des arguments pour repousser la candidature de Dispy. Il faut dans une certaine mesure tenir compte des campagnes de l'adversaire.

Lalmand: certes, il faut tenir compte des avis de la fédération du Brabant, mais Dispy a été sanctionné, après il a eu une mauvaise réaction. Nous devons donc être plus sévère avec lui surtout si nous tenons compte des postes qu'il a acceptés.

Borremans: Nous avons ~~xxx~~ été d'accord de le laisser au cons. com. il ne fait pas mal ce travail, si nous ne le présentons pas tête de liste à la province c'est poursuivre la sanction et donner des arguments à l'adversaire, c'est pourquoi je pensais en revenir à la première formule.

Herssens: Hermanus aussi a toujours été en tête à la province il ne faut pas modifier la liste.

Lalmand: Hermanus est un cons. prov. sortant, s'il n'est pas en tête de liste où il était toujours comment allons-nous justifier ?

Terfve: maintient sa proposition de Dispy 2e candidat pour couper court aux commentaires de l'adversaire.

B.P. d'accord pour statu-quo par 8 pour et 1 contre.

3. Tactique pour élections provinciales

2.

Borremans: notre tactique n'a été définie que sur le plan législatif et sur le plan provinciale dans les cas où pas de chance ne pouvons-nous appliquer aussi la tactique du désistement ?

Terfve: cette voie va créer la confusion, des complications pour un secteur beaucoup moins politique que le Parlement.

Van Hoorick: opposition aussi

la proposition est retirée.

4. Candidature arrondissement de Thuin:

Où mettre Yvonne Forneville qui à été présentée première à la Chambre pour Thuin ?

B.P. propose de la mettre 6e suppléant au Sénat.

5. Les relations entre le P. et les organisations de masse

Van Hoorick présente le rapport (voir en annexe)

Borremans: Un point de désaccord avec le rapport: l'adaption aux échelons inférieurs des directives nat. des organis. masse. C'est le comité rég. des org. masse qui doit adopter mais celui qui peut le mieux aider à cette adaptation c'est le responsable fédér. plus que l'instruct. nat. de l'organis. masse. Mais il faut que les fédér. connaissent les directives données par les direct. nation. c'est encore plus vrai à l'échelon local. Il ne s'agit pas de décider mais d'aider l'adaptation de la ligne à la région.

G. Glineur: le rapport dit "un com. ne peut pas dans une organ. de masse combattre une directive nation. qu'il considère éronée". C'est trop radical. Les membres com. ou non, ont le droit de discuter d'une orientation d'une directive. Ce que l'on ne peut faire, c'est modifier extérieurement la ligne, une directive d'une organ. de masse. Si une organ. de masse n'est pas nationalement orientée par le Parti là, sur les questions essentielles, les com. doivent avoir une position uniforme.

Burnelle: le rapport est incomplet car l'aspect responsable du Parti n'est pas mis au point. Par des contacts entre instruct. nat. des organisations de masse et fédérations nous sommes au courant des direct. nat. Evidemment cela est variable par organisation. Toutefois, les rapports entre fédér. et direct. rég. org. masse sont moins bons car faiblesses dans ces comités rég. org. masse. Grosse difficultés pour les rapports entre Parti et org. masse à la base. C'est l'effort que nous devons faire pour bien faire comprendre la nécessité des bons rapports qui doivent exister.

De Coninck: Les rapports entre direction nat. organ. masse et fédération se sont améliorés.

Ne voit pas, dans la situation actuelle, comment échapper au danger de la double direction.

Contrôle des com. dans organ. masse: c'est surtout difficile à l'échelon local et on risque de voir le Parti imposer ses vues.

Van den Boom: Sommes-nous encore à l'époque de l'organ. des fractions en Belgique ? partiellement oui.

Il faut que les com. dans les org. masse sachent adopter la ligne du Parti dans les org. de masse. Pour cela la meilleure aide que le Parti puisse leur donner, c'est de bien leur faire comprendre ce qu'est la ligne du Parti pour qu'ils puissent alors agir. La respons. du Parti se trouve dans l'action des com. qui sont dans les org. de masse.

Borremans: Le C.F. est le mieux placé pour aider à adopter la ligne rég..

Lalmand: Autonomie et respect des org. de masse par le Parti. C'est indispensable pour qu'elles puissent s'élargir. Car si ce rôle n'est pas rempli, par elles, le P. ne sait ce développer. Il ne peut y avoir une tutelle trop lourde du P. sur les org. masse. Danger: direct. homogène communiste ou formation de clans communistes dans les org. masse; impression pour les non com. que toutes les décisions viennent du P.C.; repli des org. masse vers le P. pour les cadres par ex. au lieu d'aller vers l'élargissement.

La responsabilité du Parti. Laquelle. Veiller à ce que les org. de masse luttent de plus en plus pour les positions du Parti. La responsabilité s'exerce par le contrôle du Parti sur la ligne de l'org. de masse.

Mais, ce contrôle ne peut dégénérer en direction de l'org. masse. La ligne de l'org. masse ne peut se discuter qu'au sommet.

Adaptation de la ligne des org. masse à la situation locale et régionale: pouvons-nous et devons-nous intervenir ? oui.

Comment ? en exposant au cde avec qui nous avons le contact quelle est la situation object. soit nat., soit rég., soit locale, en lui expliquant comment le P. adopte aux différ. échelons.

En attirant leur attention sur les possibilités d'action qui existent. C'est la façon d'agir à l'échelon fédéral.

Dans les localités: aller plus loin, faire des propositions concrètes aux org. masse, en épaulant et en facilitant ces actions mais en dernier lieu c'est l'org. masse qui décide de l'action.

Le Parti en tant que tel ne saurait contrôler l'activité des com. qui se trouvent dans les org., le contrôler de l'extér. est faux et impossible.

c'est de l'intér. qu'il faut contrôler les com. et les non com.. L'unité de vue des com. dans une org. de masse.

G. Glineur à raison et la formule du rapport n'est pas heureuse.

L'unité de vue est indispensable sur les principes et choses importantes avec préalablement une discussion avec les cdes com. pour les convaincre de la nécessité de cette unité de vue.

Eviter surtout d'en revenir aux fractions. Tenir compte aussi du caractère propre de chaque organisation.

Le problème qui nous préoccupe aujourd'hui dans le domaine des rapports entre le Parti et les O.M. est celui des O.M. qui travaillent dans l'ensemble du pays, ayant à leur tête une direction nationale, et dans cette direction nationale des communistes dont le travail est contrôlé par la direction nationale du Parti.

En effet, il va de soi que, lorsque nous nous trouvons confronté avec une organisation populaire dans un quartier, du genre d'une société de plaisir, n'ayant d'autres attaches que les quartiers, la question des rapports avec le Parti est simple. Les communistes de cette société viennent discuter de leur travail dans la cellule et y prendre leur ligne de conduite à suivre.

En ce qui concerne les O.M. à caractère national qui nous intéressent ici, nous visons plus particulièrement le S.U., les mutuelles le R.F., la J.P.B. et Pionniers, l'U.B.D.P., les A.B.S., Sol, Pensionnés, M.D.P., F.I./PP...etc.

Ces organisations sont des org. autonomes. C'est à elles mêmes qu'incombe en premier lieu la responsabilité de l'épanouissement à tout point de vue de leur organisation. Etant des org. démocratiques, leurs directions en entier (y compris les communistes) sont redevables devant leurs membres. Tout comme leurs directions ont le contrôle de l'activité de tous leurs membres (y compris les communistes), doivent diriger et contrôler ~~leurs régions~~ l'activité de leurs régionales et au travers des régionales les locales.

C'est le principe même de l'autonomie d'une organisation. Et cette autonomie est bien nécessaire, parce que sans elle l'élargissement et le renforcement de ces organisations est impossible.

Cette autonomie n'est pas en contradiction avec le rôle dirigeant du Parti.

Le Parti dirige au travers les communistes qui font partie de ces organisations, ces communistes agissant par la persuasion et non par la contrainte.

C'est à dire que le Parti détermine avec les communistes militant dans les O.M. la ligne qu'ils défendront dans l'O.M..

Le Parti veille à ce que les communistes dans les O.M. luttent pour l'application pratique de la ligne tracée par le Parti, s'y comportent en communistes.

Les directives des O.M..

Les directions nationales des O.M. élaborent leurs directives. Ces directives sont valables pour les régionales et les locales de ces organisations.

Il se peut que ces directives doivent être combattues par les communistes en bas.

Cela arrive p.ex. fréquemment dans des org. comme la F.G.T.B. et d'autres où il n'y a pas de liaison politique à la tête entre la direction du Parti et des militants communistes faisant

partie de la direction nationale de ces organisations, ou bien s'il y aurait liaison, qui ne parviennent pas à faire triompher la ligne du Parti dans l'élaboration de la directive.

Mais de ce qui concerne les O.M. qui nous préoccupent, cette liaison existe, et en général les communistes arrivent à persuader, à faire adopter la ligne que leur a tracé la direction nationale du Parti.

C'est donc cette ligne là, ces directives là, qui descendent en bas dans l'O.M..

Alors la question se pose: est-ce qu'un communiste au sein de l'O.M., par ex. dans une section de la J.P.B. a le droit de combattre cette ligne? Est-ce que ce communiste p.ex. va combattre au sein de l'O.M. un autre communiste sur une question de ligne ou d'organisation, établi en liant de la façon que l'on sait?

La réponse ne peut être que non.

Et il appartient à la direction de l'organisme correspondant du Parti de veiller à ce que les communistes non seulement ne combattent pas, mais luttent pour cette ligne.

Si le communiste de la section de l'O.M. n'est pas d'accord, c'est donc au Parti qu'il doit s'en prendre et faire monter ses critiques vers la direction nat. du Parti, tout en appliquant en attendant la directive de l'O.M..

De même il se peut qu'un responsable fédéral de section ou de cellule du Parti ne soit pas d'accord avec la ligne ou une directive de l'org. de masse.

Pour lui aussi la ligne de conduite est de s'adresser à l'échelon supérieur du Parti, tout en soutenant entre temps l'O.M. dans l'application de la directive.

Par conséquent la ligne, l'orientation, les directives élaborées par les O.M. en question sont valables et seules valables pour tous les communistes dans l'O.M. et pour tous les responsables du Parti qui à leur échelon ont le contact avec l'O.M. par le canal des communistes qui y militent.

Cela n'enlève rien au droit de critique des communistes à l'intérieur de l'O.M. envers leurs dirigeants sur les questions de l'exécution des tâches, de l'application de la ligne. Information des S.P.: directives nat. des O.M..

L'application des directives de l'O.M. dans les fédérations et sections.

Tout comme c'est le cas dans le Parti, les directives nationales de l'O.M. doivent être adaptées ou concrétisées en vue de leur application à l'échelle régionale et locale.

Nous arrivons ici, sur le terrain régional ou local, dans le champ d'action des fédérations, sections et cellules du P..

Est-ce la tâche du P. à cet échelon, de déterminer avec les communistes de l'O.M. correspondante ce qu'ils vont proposer dans leur organisation comme adaptation, concrétisation ou moyen d'application de la directive ?

Si on accepterait cela on risque d'aboutir à une double direction des O.M. à ces échelons.

En effet, il est clair que c'est la tâche des instructeurs des directions nat. des O.M. d'aider les régionales et locales à concrétiser et à appliquer les directives.

Dans la pratique nous voyons souvent que, p.ex. dans une section du R.F., en présence de l'instructeur nat. de cette organisation, un membre en appelle à l'autorité politique de son mari, ou de son S.P., qui lui a dit ceci ou cela..

Cette pratique rend le fonctionnement de l'O.M. plus difficile et nuit à l'autorité de l'instructeur de l'O.M..

C'est qu'il faut à mon avis c'est un fonctionnement normal de l'O.M. dans ce sens que les militants des organismes inférieurs de l'O.M. en appelant aux conseils et à l'aide de leur organisme supérieur.

Cela n'exclut nullement que pour des questions importantes l'instructeur de l'O.M. (insuffisamment instruit sur la région ou la commune) prenne avec son responsable communiste de l'endroit conseil auprès du Parti.

En voulant diriger politiquement les O.M. à l'échelle locale ou de cellule p.ex. (même dans le cadre des directives nationales) le Parti désorganise en fait l'O.M..

Voici un ex. pratique:

Athenée d'Ixelles: un membre J.P.B. - membre d'une cellule du Parti - action chauffage. Il vient demander à la cellule comment il doit continuer son travail - ne va pas vers son org.

L'initiative en bas dans l'O.M..

L'O.M. constitue le prolongement indispensable de l'activité du Parti, et la fédération, la section, la cellule doit s'appuyer sur les O.M. dans l'accomplissement de ses tâches.

Ainsi la cellule du Parti découvre dans le quartier une situation sur laquelle il faut réagir: la commune ne vient pas enlever les immondices dans une rue. Cela intéresse plus particulièrement les ménagères habitant cette rue.

Supposons que le R.F. existe dans ce quartier, et qu'il n'est pas alerté sur la question.

Il est parfaitement juste que le P. donne mission aux femmes communistes du groupe R.F. de proposer à leur org. de mener cette action

Là où l'organisation de masse n'existe pas.

Il arrive souvent que le Parti, au lieu de soutenir p.ex. le comité régional de l'O.M. pour le travail dans les communes où l'O.M. n'existe pas, se met à sa place.

Ex. Liège: Dejae

Il existe un comité R.F. à l'échelle locale Liège, mais pas d'organisations dans tous les quartiers.

Le Parti fait pour les femmes des cellules du Parti une lettre sur le prix de l'eau à faire signer au nom du R.F..

Ainsi le Parti, avec l'intention louable de faire travailler les femmes membre du Parti pour le R.F. se substitue au comité local du R.F., alors qu'il est simple de faire faire les lettres par le comité R.F. et de soutenir cela dans une direction du Parti aux cellules.

Plus fréquent - surtout dans le domaine U.B.D.P. & sont les actions référendums et autres, faites au nom de l'U.B.D.P. par le Parti sans que contact a été pris avec l'U.B.D.P. même.

Nos org. du Parti aux différents échelons ont le besoin de s'entourer d'org. de masse. Si une org. de masse déterminée de laquelle on ne peut pas se passer n'existe pas dans la localité ou le quartier, c'est bien entendu du devoir du Parti de travailler à sa création par le canal de ses membres se liant dans l'action à d'autres personnes. Mais le Parti le faisant a le devoir d'y intéresser l'organisme supérieur de l'O.M. en question.

ex.: il existe une régionale de pensionnés, mais dans la commune il n'y a pas de section de cette régionale. Le Parti parvient à faire mener par ses membres pensionnés une action pour du charbon gratuit à laquelle des pensionnés non-membres du Parti participent.

Le Parti doit intéresser de suite le comité régional de la conféd. à cette action en vue de créer une section dans cette commune.

D'il n'existe pas de régionale - que la nationale ne sait pas assurer la liaison - responsabilité complète direction Parti.

Pour resumer:

- Le Parti a tout intérêt à respecter l'autonomie et à renforcer l'autorité des directions des O.M., une des conditions de leur développement.
- les directives des O.M. élaborées nationalement sont des directives valables pour tous les communistes et dont les directions de féd., de section, et de cellule du Parti doivent tenir compte.

En cas de désaccord les membres du P. s'adressent- tout en appliquant la directive - à l'échelon supérieur du Parti.

- Des liaisons sont établies à chaque échelon entre le Parti et le communiste de l'O.M. responsable envers le Parti.

La direction du Parti à chaque échelon contrôle le comportement communiste des membres du Parti dans l'O.M..

Mais les communistes dans l'O.M. sont en premier lieu contrôlés dans leur activité comme l'ensemble des membres de l'O.M., par les directions de l'O.M..

Le Parti suggère par le canal des communistes dans les O.M. des actions qui ont un caractère limité, c.a.d. à caractère non-nationale.

L'adaptation, la concrétisation des directives nationales des O.M. sont du ressort des organismes réguliers de l'O.M. (instructeurs, etc..). Le Parti contrôle si cette adaptation est juste.

Le Parti aide à appliquer les décisions de tous ses moyens..

Les rapports entre les O.M. et le P.

Le problème qui nous préoccupe aujourd'hui dans le domaine des rapports entre le P. et les O.M. est celui des O.M. qui travaillent dans l'ensemble du pays, ayant à leur tête une direction nationale et dans cette direction nationale des communistes dont le travail est contrôlé par la direction nationale du Parti.

En effet, il va de soi que, lorsque nous nous trouvons confronté avec une organisation populaire dans un quartier du genre d'une société de plaisir, n'ayant d'autres attaches que le quartier, la question des rapports avec le P. est simple. Les communistes de cette société viennent discuter de leur travail dans la cellule et y prendre leur ligne de conduite à suivre.

En ce qui concerne les O.M. à caractère national qui nous intéressent ici, nous voyons plus particulièrement le S.U. les Mutuelles, le R.F., la JPB et les Pionniers, les A.B.S., Sol, Pensionnés, M.D.P. FI/PA, etc.

Ces organisations sont des organisations autonomes. C'est à elles mêmes qu'incombe en premier lieu la responsabilité de l'épanouissement à tout point de vue de leur organisation. Etant des organisations démocratiques, leurs directions en entier (y compris les communistes) sont redevables devant leurs membres. Tout comme leurs directions ont le contrôle de l'activité de tous leurs membres y compris les communistes) doivent diriger et contrôler l'activité de leurs régionales et au travers des régionales les locales.

C'est le principe même de l'autonomie d'une organisation. Et cette autonomie est bien nécessaire, parce que sans elle l'élargissement et le renforcement de ces organisations est impossible.

Cette autonomie n'est pas en contradiction avec le rôle dirigeant du Parti.

Le Parti dirige au travers des communistes qui font partie de ces organisations, ces communistes agissent par la persuasion et non par la contrainte.

C'est à dire que le Parti détermine avec les communistes militant dans les O.M. la ligne qu'ils défendront dans l'O.M.

Le Parti veille à ce que les communistes dans les O.M. luttent pour l'application pratique de la ligne tracée par le Parti, s'y comportent en communistes.

Les directives des O.M.

Les directions nationales des O.M. élaborent leurs directives. Ces directions sont valables pour les régionales et les locales de ces organisations.

Il se peut que ces directives doivent être combattues par les communistes en bas.

Cela arrive p.e. fréquemment dans des organisations comme la F.G.T.B. et d'autres où il n'y a pas de liaison politique à la tête entre la direction du P. et des militants communistes faisant partie de la direction nationale de ces organisations, ou bien s'il y aurait liaison, qui ne parviennent pas à faire triompher la ligne du P. dans l'élaboration de la directive.

Mais en ce qui concerne les O.M. qui nous préoccupent, cette liaison existe, et en général les communistes arrivent à persuader, à faire adopter la ligne que leur a tracé la direction nationale du Parti.

C'est donc cette ligne là, ces directives là qui descendent en bas dans l'O.M.

Alors la question se pose : est-ce qu'un communiste au sein de l'O.M. par ex. dans une section de la JPB a le droit de combattre cette ligne ? Est-ce que ce communiste p.e. va combattre au sein de l'O.M. un autre communiste sur une question de ligne ou d'orientation, établi en haut de la façon que l'on sait ?

La réponse ne peut être que non.

Et il appartient à la direction de l'organisme correspondant du Parti de veiller à ce que les communistes non seulement ne combattent pas, mais luttent pour cette ligne.

Si le communiste de la section de l'O.M. n'est pas d'accord c'est donc au Parti qu'il doit s'en prendre et faire monter ses critiques vers la direction nationale du Parti, tout en appliquant en attendant la directive de l'O.M.

De même il se peut qu'un responsable fédéral, de section ou de cellule du P. ne soit pas d'accord avec la ligne ou une directive de l'org. de masse. Pour lui aussi la ligne de conduite est de s'adresser à l'échelon supérieur du Parti, tout en soutenant entre temps l'O.M. dans l'application de la directive.

Par conséquent la ligne, l'orientation, les directives élaborées par les O.M. en question sont valables et seules valables pour tous les communistes dans l'O.M. et pour tous les responsables du P. qui à leur échelon ont le contact avec l'O.M. par le canal des communistes qui y militent.

Cela n'enlève rien au droit de critique des communistes à l'intérieur de l'OM envers leurs dirigeants sur les questions de l'exécution des tâches de l'application de la ligne.

Informations des S.P' : directives nationales des O.M.

L'application des directives de l'O.M. dans les fédérations et sections.

Tout comme c'est le cas dans le P. les directives nationales de l'O.M. doivent être adaptées ou concrétisées en vue de leur application à l'échelle régionale et locale.

Nous arrivons ici, sur le terrain régional ou local, dans le champ d'action des fédérations, sections et cellules du P.

Est-ce la tâche du P. à cet échelon, de déterminer avec les communistes de l'O.M. correspondante, ce qu'ils vont proposer dans leur organisation comme adaptation, concrétisation ou moyen d'application de la directive ?

Si on acceptait cela on risquerait d'aboutir à une double direction des OM à ces échelons.

En effet, il est clair que c'est la tâche des instructeurs des directions nat. des org. des masses, d'aider les régionales et locales à concrétiser et à appliquer les directives.

Dans la pratique, nous voyons souvent que, p.e. dans une section du RF, en présence de l'instructeur nat. de cette organisation, un membre en appelle à l'autorité politique de son mari, ou de son SP qui lui a dit ceci ou cela. Cette pratique rend le fonctionnement de l'OM plus difficile et nuit à l'autorité de l'instructeur de l'OM.

Ce qu'il faut à mon avis, c'est un fonctionnement normal de l'OM. dans ce sens que les militants des organismes inférieurs de l'OM en appellent aux conseils et à l'aide de leur organisme supérieur.

Cela n'exclut nullement que pour des questions importantes l'instructeur de l'OM (insuffisamment instruit sur la région ou la commune) prenne avec son responsable communiste de l'endroit conseil auprès du P.

En voulant diriger politiquement les OM à l'échelle locale ou de cellule p.e. (même dans le cadre des directives nationales) le Parti désorganise en fait l'O.M.

Voici un exemple pratique.

Athenée Ixelles : un membre JP - membre d'une cellule du Parti action chauffage. Il vient demander à la cellule comment il doit continuer son travail, ne va pas vers son organisation.

L'initiative en bas dans l'OM

L'OM constitue le prolongement indispensable de l'activité du P. et la féd. la section, la cellule doit s'appuyer sur les O.M. dans l'accomplissement de ses tâches.

Ainsi, la cellule du P découvre dans le quartier une situation sur laquelle il faut réagir : la commune ne vient pas enlever les immondices dans une rue. Cela intéresse plus particulièrement les ménagères habitant cette rue.

Supposons que le RF existe dans ce quartier et qu'il n'est pas alerté sur la question.

Il est parfaitement juste que le P. donne mission aux femmes communistes du groupe RF de proposer à leur org. de mener cette action.

Là où l'organisation n'existe pas.

Il arrive souvent que le P. au lieu de soutenir p.e. le comité régional de l'O.M. pour le travail dans des communes où l'OM n'existe pas se met à sa place. Ex. Liège : Dejace.

Il existe un comité RF à l'échelle locale, Liège, mais pas d'organisation dans tous les quartiers. Le Parti, pour les femmes participant aux cellules du Parti, fait une lettre sur le prix de l'eau, à faire signer au nom du Rassemblement.

Ainsi le P. avec l'intention louable de faire travailler les femmes membres du P. pour le Rassemblement, se substitue au comité local du RF, alors qu'il est simple de faire faire les lettres par le comité RF et de soutenir cela dans une directive du Parti aux cellules.

Plus fréquents - surtout dans le domaine de l'UBDP - sont les actions referendums et autres, faites au nom de l'UBDP par le Parti sans que contact ait été pris avec l'UBDP même.

Nos org. du Parti aux différents échelons ont besoin de s'entourer d'org. de masse. Si l'une d'elle (de laquelle on ne peut se passer) n'existe pas dans la localité ou le quartier, c'est bien entendu du devoir du Parti de travailler à sa création par le canal de ses membres se liant à l'action à d'autres personnes.

Mais le P. le faisant a le devoir d'y intéresser l'organisme supérieur de l'O.M. en question.

Ex. il existe une régionale des Pensionnés, mais dans la commune il n'y a pas de section de cette régionale. Le Parti parvient à faire mener par ses membres pensionnés une action pour du charbon gratuit, à laquelle des pensionnés non membres du Parti participent.

Le P. doit intéresser de suite le comité régional de la Confédération à cette action en vue de créer sa section dans cette commune.

S'il n'existe pas de régionale - que la nationale ne sait pas assurer la liaison - responsabilité complète, direction du P.

Pour résumer :

- Le P. a tout intérêt à respecter l'autonomie et à renforcer l'autorité des directions des O.M., une des conditions de leur développement.

- Les directions des O.M. élaborées nationalement dont des directions valables pour tous les communistes et dont les directions de fed. de section et de cellule du P. doivent tenir compte.

En cas de désaccord, les membres du P. s'adressent - tout en appliquant la directive - à l'échelon supérieur du P.

- Des liaisons sont établies à chaque échelon entre le P. et le communiste de l'O.M. responsable envers le P.

Le direction du P. à chaque échelon contrôle le comportement communiste des membres du P. dans l'O.M.

Mais les communistes dans l'O.M. sont en premier lieu contrôlés dans leur activité comme l'ensemble des membres de l'OM par les directions de l'OM.

Le Parti suggère des actions qui ont un caractère limité, c'est à dire à caractère non national.

L'adaptation, la concrétisation des directives nationales des OM sont du ressort des organismes réguliers de l'OM (instructeurs etc). Le P. contrôle cette adaptation et vérifie si elle est juste.

Le P. aide à appliquer les décisions de tous ses moyens.

- - - - -

B.P. du 13.2.54.

Présents: Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans, Gerssens,
De Coninck, G. Glineur, Van den Boom, Burnelle.

- 1) Burnelle: Pourquoi mene-t-on toutes les campagnes: fonds électoral, D.R., recrutement ?

Estime que le recrutement n'est pas lié à la campagne électorale. Il faut recruter oui, mais, sans faire de l'émulation.

Pense aussi que les cours pour propagandistes tel que nous le présentons n'aura pas d'effets. Il faudrait lier le contenu de ces cours à la vie des cellules.

Van Hoorick: L'émulation pour le recrutement n'a pas, en fait, le caractère d'une campagne. Mais pendant les élections ne faut-il pas recruter ? Le C.C. a fait un appel pour ce travail. Le climat est plus favorable au recrutement pendant une élection. Il ne faut pas séparer les tâches. Pense que l'émulation pour le recrutement est juste.

Terfve: D'accord pour mener une campagne de recrutement, lié aux élections.

Mais faire plusieurs émulations en même temps c'est peut-être nuisible.

Il n'y a pas de campagne pour le D.R.. Le 7 mars n'est qu'une journée de propagande par le D.R.-D.

Cours des propagandistes servent à indiquer la façon de bien mener la campagne électorale et cela ne peut aider que la campagne.

Borremans: Il faut mettre l'accent sur la rentrée de talons et le recrutement car les résultats acquis ne sont pas brillants. Les cours de propagandistes risquent de multiplier les réunions.

Lalmand: L'emploi du D.R. pour la campagne électorale set celle-ci et n'est pas vue comme un travail en faveur de la presse. Il est intéressant d'avoir des bons propagandistes mais, c'est dans le cadre de la cellule qu'il faut voir l'emploi de ces cours.

Recrutement: notre attention doit être attirée sur ce point.

Il faut recruter pendant la campagne électorale mais ne pas abuser des concours d'émulation.

Donner surtout des bons exemples de recrutement sous tableau en %.

- 2) Modification liste électorale féd. Centre.

L. Jauniaux en 3e position district de Binche et maintien Rénard en 2e place.

- 3) Modifications dans le matériel de prop. élect.

Le B.P. se met d'accord sur certaines modifications dans le matériel à éditer.

- 4) Congrès P.C. Anglais: Dejace, sera envoyé comme délégué.

5) Lutte contre la vie chère

Le cde Van den Boom introduit la question:

1. Augm. du coût de la vie venant après attaques contre séc. soc..
2. Développement chômage - indemnités et baisse de leur valeur d'achat.
3. Diversion de la "productivité" de la part des dirigeants syndicaux.
4. pas de petites revendications, pas de grèves partielles - réformes structurelles et grandes batailles.
5. réduire les prix - pas d'augmentation des salaires.
6. Que faire ?
 - a) poser probl. dans les entreprises - revendications - lutte directe
 - b) réclamer assemblées syndicales - démocratie syndicale
 - c) S.U..
 - d) directives - élections.

Hausse coût de la vie pas conséquence de l'augm. des salaires.

Devons-nous fixer un chiffre en ce moment - vie chère - prime.

Burnelle: Il ya a hausse des prix, il y a aussi baisse individuelle des salaires, des primes et il y a aussi la chômage. Les patrons se servent du chômage pour faire peur aux ouvriers Dans certains endroits pourtant les trav. ont empêché ces baisses leurs revenus.
Que faut-il faire ?
Lutter pour une hausse des salaires.
Pense que nous pourrions lancer l'idée d'une prime de vie chère par une initiative parlementaire.
Réclamer aussi le relèvement du salaire minimum.
Revendiquer une allocation spéciale pour les allocataires sociaux.

Van den Boom: ne croit pas qu'il faut fixer maintenant un mot d'ordre défini d'augment. des salaires.
C'est dans le cours de l'action que la somme se dégagera.

Van Hoorick: Les conditions de vie deviennent angoissantes.
Elargir la lutte aux Chômeurs, pensionnés, femmes.,
~~XXXXXXXXXX~~. Il ya a plusieurs luttes ouvrières actuellement mais peu encore pour des augmentations de salaires.
Ce n'est pas à nous de fixer un chiffre d'augmentation des salaires ou la revendication d'une prime de vie chère. Réclamer par une proposit. de loi une augmentation de 10 % des allocations de chômage.
Maintenir la revend. de 30.000 frs de pension.

De Coninck: Mécontentement très grand dans le textile contre vie chère. Faire définir par les ouvriers eux-mêmes leurs revend. Pour les chômeurs, est d'accord pour réclamer l'augm. des allocat.

G. Glineur: Les grèves partielles s'étendent et la F.G.T.B. prend peur. Il faudrait prévoir une multiplicité des petites actions.

Lalmand: Il y a mécontentement et volonté de lutte chez les travailleurs.
Nous ne devons pas attendre que les ouvriers déterminent leur revendications. Nous devons les aider à prendre une position.
L'initiative parlementaire est bonne car il donne un moyen nouveau de lutte.
Si nous parlons prime de vie chère, nous pouvons toucher les couches de la population laborieuse. Si nous prenons cette initiative les travailleurs pourront discuter sur les chiffres et voir s'ils sont bons ou mauvais.
Nous ne pouvons rejeter l'idée du salaire minimum.
Celui-ci doit être relevé. Ce relèvement entraînera la hausse pour les autres salaires aussi.
Déposer une proposition de loi pour l'octroi d'une prime de vie chère aux alloc. sociaux et aux travailleurs de 200 fr. par mois et l'augm. du minimum de salaire.

Van den Boom: Nous n'avons pas raison de fixer ainsi des chiffres.

Lalmand: Nos propositions n'empêcheront pas d'autres idées monter de la base. Nos propositions sont de nature à animer la lutte.

Van den Boom: Je crois que nos propositions n'animeront pas la lutte. L'idée de prime de vie chère, n'est pas enthousiaste pour les ouvriers. Prendre une initiative pour les chômeurs et pensionnés mais prématuré pour les ouvriers.

Borremans: D'accord pour les alloc. sociaux.
Mais pour les trav. n'est pas d'accord. Nous donnons un objectif général qui risque de primer les luttes dans les diverses usines qui, en se développant, iront vers la formulation d'un mot d'ordre général. Mettre aussi l'accent sur les diminutions d'impôts.

Terfve: Pourquoi se sort-il pas des entreprises un mot d'ordre faisant les raccrochages entre salaire/vie chère.
N'est-ce pas parce que les syndicats existants freinent.

Lalmand: Je crois qu'il y a ici une confusion car on identifie le travail parlem. de notre fraction avec le travail des syndicats.
Il est vrai que, pour les ouvriers, la prime c'est "une mise en boîte".
Modifier notre proposition: prime vie chère pour alloc. soc. et augmentation du minimum de salaire pour les ouvriers.

6) Cas Yv. Ledoux:

Lettre de G. Glineur demandant si l'on peut employer Leclercq à mutuelles s'il quitte poste permanent à fédération s'il ne se plie pas à la sépar. d'Yv. Ledoux ?

Van den Boom: pense aussi que Leclercq est honnête d'un point de vue financier, mais c'est un cde bourru qui ne pourra raisonner amicalement des gens malades.

Terfve: Il faut voir la question dans son ensemble.
Si Leclercq ne veut pas séparer d'Y. Ledoux il ne peut être non plus permanent à la mutuelle.

Lalmand: Il est prématuré de discuter de l'emploi de ce cde alors que l'on ne sait pas qu'elle sera la décision.

Borremans: invite G. Glineur à réfléchir sur sa lettre car sa proposition n'est pas juste.

7) Fonctionnement de l'appar. central:

Rapport du cde J. Terfve.

G. Glineur: J'attire l'attention sur le fait que j'ai 4 org. masse et encore le parlement, ce qui fait un gros travail.
Si les modifications sont appliquées de suite il y aura des difficultés pendant la campagne électorale.

Van den Boom: la proposition d'Hémel pour la trésorerie et délégué C.C. n'est pas sérieuse, n'est pas d'accord.
La proposition de Claessens comme délégué C.C. n'est pas sérieuse non plus.

De Coninck: Est d'accord sur propos., mais demande d'avoir Courtrai au lieu d'Ostende.
Pas d'accord pour Hémel comme délégué C.C..

Borremans: Au besoin Hémel comme trésorier mais limiter ses attributions, mais pas délégué C.C..
Il faut résoudre le problème des fonctions des divers membres du B.P., on vient de résoudre le cas de G. Glineur, il faut résoudre le cas de Burnelle et le mien, ce qui signifie qu'il faut nous décharger de nos fonctions de S.P..

Lalmand: Consolider l'appareil de direction:

par le retour de G. Glineur,
par des contacts entre S.O. et Van den Boom.

Mais il n'est pas possible de retirer Burnelle de Liège ni Borremans de Bruxelles en ce moment.

Ne voit pas d'autres moyens de renforcer pour l'instant.

Le retour de G. Glineur au centre doit se faire de suite.

Etablir contact bi-mensuel entre Van Hoorick et Terfve d'une part et Van Hoorick et Van den Boom d'autre part.

Reste d eux fédérations sans délégué C.C.:

Ostende et Limbourg.

Il faut améliorer le travail des délégués du C.C..
Pour diriger Sol. on pourrait désigner Collinet mais
avoir des contacts suivis avec lui.

Pour la trésorerie Hémel pourrait convenir en le
contrôlant sérieusement.

M. Montfort passant à la J.P. comme permanent.

B.P. d'accord.

BUREAU POLITIQUE DU 13/2/54.

=====

- 1) Recrutement : donner les bons exemples dans le DR sans publication de tableau en % tage.
- 2) Le dde Dejace sera envoyé comme délégué au Congrès du PC Anglais.
- 3) Déposer une proposition de loi pour octroi d'une prime de vie chère aux allocataires sociaux et pensionnés et réclamer le relèvement du salaire minimum.
- 4) Etablir contact bi-mensuels entre Van Hoorick - Terfve et Van Hoorick - Vandenboom alternativement pour coordonner travail organisation, agit et prop, et AOU.
- 5) Faire revenir G.Glineur au Centre pour élargir son travail de dirigeant nat. Devient délégué C.C. pour Charleroi, Borinage et Verviers.
- 6) Deconninck devient délégué C.C. pour Anvers (si Van Moerkerke s'en va), Courtrai et Fl.Orient.
- 7) Décharger M.Montfort de la trés.nat. et la remplacer par Hémel. Envoyer Montfort à la J.P.B. en remplacement de Suza.
- 8) Proposer Collinet pour diriger S&L.

BUREAU POLITIQUE DU 13/2/54.

- 1) Recrutement : donner les bons exemples dans le DR sans publication de tableau en % tage.
- 2) Le dde Dejace sera envoyé comme délégué au Congrès du PC Anglais.
- 3) Déposer une proposition de loi pour octroi d'une prime de vie chère aux allocataires sociaux et pensionnés et réclamer le relèvement du salaire minimum.
- 4) Etablir contact bi-mensuels entre Van Hoorick - Terfve et Van Hoorick - Vandenboom alternativement pour coordonner travail organisation, agit et prop, et AOU.
- 5) Faire revenir G.Glineur au Centre pour élargir son travail de dirigeant nat. Devient délégué C.C. pour Charleroi, Borinage et Verviers.
- 6) Deconninck devient délégué C.C. pour Anvers (si Van Moerkerke s'en va), Courtrai et Fl.Orient.
- 7) Décharger M.Montfort de la trés.nat. et la remplacer par Hémel. Envoyer Montfort à la J.P.B. en remplacement de Suza.
- 8) Proposer Collinet pour diriger Sél.

Réunion du B.P. du 20.2.54

Présents : Lalmand, Van Hoorick, Borremans, Herssens, G. Glineur,
Van den Boom, Burnelle, Terfve, Deconinck.

1) Trésorerie Nationale en remplacement de M. Montfort.

La candidature d'Hemel est maintenue.

Van den Boom s'y oppose.

Le vote : pour Hemel 5
 contre 1
 abst. 3

2) Congrès du P.C. autrichien : délégué: Burnelle.

3) Rapport sur la C.C.P.

Borremans fait rapport (voir en annexe).

Il ajoute ensuite à son rapport une proposition pour le secrétariat de la C.C.P. : Jean Blume, et signale le départ probable de la C.C.P. d'Edit Buch pour cause d'un travail professionnel trop grand.

Discussion

G. Glineur - Pourquoi la C.C.P. n'a-t-elle pas joué son rôle dans la vigilance ? Pense que C.C.P. fait trop un travail bureaucratique. Il serait souhaitable que la C.C.P. fasse part de son expérience acquise dans son travail de vigilance au P. par ex. aux B.F.

Van den Boom - La C.C.P. n'a guère joué le rôle qui est le sien. Elle doit aussi s'occuper de trop de cas qui devraient être réglés par fédér. et sections. Vigilance et respect du central. démocr. doivent être les choses principales dont C.C.P. doit s'occuper. Pense aussi que les membres de la C.C.P. tranchent avec peu de sens humain.

Herssens - Est-ce que la question est bien posée lorsque nous disons que le C.C.P. est surchargée. Les propositions faites par le rapporteur visent à diminuer le rôle de la C.C.P. défini par les statuts. Il y a des cas que la C.C.P. ne peut se désaisir, ce sont ceux où interviennent des membres du C.C. ou les administrations centrales. Dans certaines fédérations, il sera difficile de régler humainement certains cas.

Lalmand - Il n'y a qu'un critère où la C.C.P. doit absolument intervenir, c'est lorsque des membres du C.C. sont en cause. Dans tous les autres cas, la C.C.P. doit aider les fédérations à régler elles-mêmes leurs cas.

- Herssens - insiste pour que les fédér. et sections règlent leurs cas elles-mêmes.
Estime que l'on a trop changé les membres de la C.C.P. au cours des derniers temps.
Pense qu'il faut un permanent plein pour les travaux C.C.P.
- Van Hoorick - propose une discussion sur les cadres après les élections.
D'accord pour que la C.C.P. s'appuie plus sur les fédér.
Pense aussi que la C.C.P. devrait s'attacher plus à l'éducation du P. sur la vigilance communiquant son expérience.
Estime que le président de la C.C.P. devrait être le permanent, mais dans la situation actuelle ce n'est pas possible avec Borremans, S.P. du Brabant.
Différents cdes qui ont été élus à la C.C.P. ne peuvent plus remplir cette tâche, mais en tenant compte qu'elle doit s'appuyer plus sur le fédér., ne pourrait-elle continuer son rôle avec 6 membres et J. Blume comme secrét. permanent ?
- Burnelle - La C.C.P. doit s'appuyer plus sur les fédér.- d'accord.
L'élément humain c'est surtout des fédér. qu'il doit venir. D'accord aussi pour faire part au P. de l'expérience acquise.
On ne dit plus rien sur l'assassinat de Lahaut.
Pense que l'on sousestime la rédaction des biographies.
Le formulaire actuellement employé vise plus à obtenir des renseignements qu'à aider à la vigilance. Propose qu'à l'occasion du Congrès Nat. on redemande des véritables biographies aux échelons fédér. et nation.
- Terfve - Les tâches restreintes de la C.C.P. ne sont pas remplies.
La fonction disciplinaire est restée le travail principale de la C.C.P. Elle a encore accepté de traiter des cas qui auraient pu l'être ailleurs.
Deux reproches : la lenteur dans le règlement des cas, c'est un gros danger; erreurs de procédure qui sont aussi un danger.
N'est pas convaincu de la juste orientation des membres de la C.C.P.
Les membres font leur travail avec soins mais trop vite, ils tombent dans la tendance répression. Ne pense pas que J. Blume ferait l'affaire comme secr. permanent en raison des critiques que j'émetts.
Je ne comprends pas la partie du rapport concernant les org. de masse.
- Lalmand - Les questions politiques doivent être réglées par l'org. elle-même. Mais si un communiste militant dans une org. de masse agit contrairement aux règles admises dans le P. c'est l'organisme corresp. du P. qui doit régler.
- Terfve - Il faut donner à la C.C.P. le moyen de jouer son rôle.

- Lalmand - La C.C.P. n'est pas uniquement un organisme répressif et même ce n'est pas le plus important. La C.C.P. a une série de tâches à remplir. Mais toute l'activité C.C.P. a été absorbée par les cas. Notre décision antérieure de confier aux fédér. le plus grand nombre de cas n'a été que partiellement appliquée. Mais la C.C.P. doit aider les fédér. à remplir ce travail. Plusieurs cdes de la C.C.P. se considèrent comme des juges et aiment les histoires plus ou moins frelatées. Ne pas garder un ménage dans la C.C.P. Autre faiblesse : la lenteur. Au lendemain du prochain congrès, il faudra faire fonctionner la C.C.P. comme elle doit : Réfléchir dès maintenant à son contenu. Pense qu'il faudrait 2 ou 3 permanents avec un responsable qui n'aura que cette tâche. Ne croit pas non plus que Borremans devrait en être le président, car c'est d'autres fonctions qu'il faut lui donner. N'est pas très emballé pour Blume comme secrétaire.
- Borremans - D'accord avec les reproches faits, quoique ne les avait pas vu aussi graves. Nous ne saurions malheureusement modifier beaucoup avant le congrès. Néanmoins, il faut tenter de faire le tournant dès maintenant.
-

4°) Rapport sur le travail syndical

par le cde Van den Boom (voir annexe)

Terfve - Première partie du rapport nécessite une plus grande précision sur certains points (que Terfve indique).
Il faut travailler au sein de la F.G.T.B. dit F.S.M., mais en même temps faire progresser le S.U.M. et le S.U.P. Pourquoi cela ? Il faut des explications. Je ne crois pas que ce soit juste.
Est-ce que l'existence des S.U. des M. et de la P. facilite la lutte révolutionnaire des travailleurs ?
Le développement de ces S.U. sur une base juste doit nous servir puissamment actuellement.
Il faut raisonner ainsi pour juger de la nécessité des syndicats autonomes actuellement constitués et pour déterminer notre attitude envers eux. Pensez que nous devons avoir une ligne syndicale souple.
Le rapport dit qu'il faut faire progresser les S.U., mais il faut indiquer les moyens à employer pour réaliser cette tâche.

G. Glineur - Chômage grandissant, hausse des prix. Les luttes ouvrières se développent et pour freiner on propose un pacte social avec le patronat. Nos cdes des sections et cellules d'entreprise ne connaissent pas son contenu, nous devons leur envoyer un document informatif avec commentaire pour qu'ils puissent alerter les travailleurs.
La lenteur du développement du S.U.M. se situe dans le manque d'organisation à la base et dans le manque du minimum d'administration indispensable et non seulement dans la lenteur du recrutement.
L'attitude des chefs de la F.G.T.B. et la situation favorisent la création des S.U. et des synd. autonomes, mais non leur développement. Dans ces conditions, il ne faut pas constituer de nouveaux syndicats par décrets.
Il se peut que dans une situation donnée les ouvriers décident de constituer un nouveau syndicat, alors nous devons soutenir ce nouveau syndicat parce qu'il est issu de la volonté des travailleurs.
Notre politique syndicale n'est pas assez connue. Nous n'avons pas donné à la base la perspective permettant de démocratiser les syndicats et la tactique à employer. Or, il existe des moyens que nous ne tentons pas d'employer par ex.: prise de contacts entre diverses délégations d'entreprise pour faire démocratiser le syndicat. Il faut, certes, envisager région par région, car la situation syndicale est différente par région et la tactique pour démoraliser les syndicats différents.

Burnelle - La première partie du rapport devrait être comprimée et ajouter une analyse des résultats depuis la confér. syndicale Nat. du P.
Partie tendancieuse du rapport sur la période où l'unité s'est faite à la libération.
Ne pense pas que ce sont des questions d'organisation qui empêchent le développement du S.U.M.

C'est le manque de perspective unitaire. Il faut en donner une : reconstituer un syndicat démocratique et combattif des mineurs, et il faut recruter au S.U., afin qu'un S.U. puisse réaliser l'unité syndicale des mineurs.
 Situation tragique : à la fin de l'année, au renouvellement de la C.N.M.M., le S.U. ne pourrait-il avoir de représentants ? Il faudrait des informations.

Van den Boom - Ce sont les signataires de la convention qui ont droit à présenter des délégués. Et le S.U. est signataire. Evidemment on peut toujours tenter d'éliminer le S.U. Il faut lutter pour ne pas être éliminé.

Burnelle - Mais cette lutte, il faut la mener sur des choses précises et voir comment.

Nous appelions à l'affiliation syndicale. Actuellement, c'est une position difficile à cause attitude dirigeants. Il y a un courant de désaffiliation que nous ne savons combattre. Les dirigeants pourtant n'ont pas intérêt à perdre un trop grand nombre de leurs membres.

Il est juste de militer à la F.G.T.B. et ne pas créer de nouveaux syndicats. Pour aider le travail dans F.G.T.B., il faut une perspective claire. Nous ne savons conduire ni coordonner toutes les luttes dans les usines. Il faut rapprocher les diverses délégations d'entreprise en lutte, mais qui ? Il faut approfondir cette question car on n'est pas le P.

Van den Boom - C'est l'A.O.U.

Burnelle - Faire attention car l'A.O.U. est trop marquée. L'exemple des gardes cheminots est bon.

Lalmand - Rapport insuffisant, trop descriptif. Développer ce rapport devant un C.C. après élections.

Le thème réel est noyé dans une foule d'autres choses. Ce thème c'est : notre politique syndicale.

Il faut l'étudier car plusieurs cdes ne sont plus convaincus qu'elle est juste.

L'examiner sous les aspects liaison avec les masses, notre influence sur le mouvement ouvrier et notre lutte pour arracher les ouvriers à l'influence des réformistes.

Sur la partie internationale, le camp de la paix ne sait imposer encore sa politique de paix. Un fait nouveau et important : intérêt nouveau en faveur du commerce Est-Ouest, dont la structure change en raison de la volonté des soviétiques d'augmenter le bien-être des travailleurs.

L'unité d'action, ce chapitre très important devrait être développé. Analyser les actions unitaires dans leur développement et leurs résultats. Examiner les luttes dans les deux secteurs : métallurgie et mineurs. Dans l'un forte centrale F.G.T.B., dans l'autre un S.U. et petite centrale F.G.T.B. Quelle est l'influence du S.U.M. sur les luttes.

Il n'y a pas de modifications profondes chez dirigeants F.G.T.B. et C.S.C. Voir aussi les modifications dans situation objective.

Dans rapport faire ressortir contraste entre politique F.S.M. et C.I.S.L. et le rôle d'agent de l'impérialisme de ce dernier.

Effort des dirigeants synd. à s'aligner sur concept. synd. américaines. Faire ressortir l'effort fait pour transformer synd. en instrument de collaboration de classe. Le jugement des trav. sur les syndicats est extrêmement important, on n'en parle pas dans le rapport.

Développer la critique et l'autocritique de notre politique syndicale pour redonner confiance à nos cdes.

La désaffiliation syndicale s'accroît dans le P. Pourquoi? Quelle attitude allons-nous adopter envers les syndicats autonomes? Quel rôle allons-nous jouer?

Il faudrait orienter la confédération des synd. autonomes dans un sens où les S.U. puissent y adhérer.

Le rapport ne parle pas assez des S.U. - idem pour A.O.U. Il faut une analyse sérieuse.

Le rapport reprend ce que nous avons déjà dit : cellules d'entreprise, militer à la F.G.T.B. mais les résultats ne sont pas brillants. Alors pourquoi?

Il ne suffit pas de dire qu'on n'applique pas!

Comment allons-nous voir plus clair? Par la lutte pour la démocratie syndicale. Il faut voir les résultats obtenus dans cette lutte, l'expérience acquise. Nous avons eu quelques succès, mais beaucoup de défaites. Pourquoi?

Parce que les droitiers ne s'inquiètent pas de perdre des membres. Un découragement est né chez les travailleurs, mais nous devons continuer la lutte dans la FGTB.

Cela ne veut pas dire qu'il faut créer de nouveaux syndicats. Il faut donner une perspective. Mener la lutte jusqu'au bout en voyant que le "jusqu'au bout" peut mener à créer de nouveaux syndicats révolutionnaires.

Faut-il maintenir notre ligne syndicale? Être à la FGTB et y militer?

Le rapport passe à côté de la question.

Lorsque le B.P. aura terminé cette discussion, convoquer une petite conférence avec une trentaine de militants syndicaux pour avoir leur avis.